

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1<sup>er</sup> mai : Rassemblements</b> .....	<b>2</b>
LE DEVOIR : La Fête des travailleurs - Un 1er mai sur fond de crise : La gauche radicale montréalaise marche sur la Caisse de dépôt et placement - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 mai 2009 .....	2
THE GAZETTE : FOES OF CAPITALISM BURN EFFIGY – Saturday, May 02, 2009.....	3
24HEURES.COM : Galerie photos : 1er mai : Manifestation anti-capitaliste: pas de casse à Montréal – Samedi 02 mai 2009 .....	3
CYBERPRESSE : Manifestation anti-capitaliste à Montréal - Mis à jour le 01 mai 2009 à 22h05 .....	6
MÉTRO.COM : Montréal : Des centaines de personnes manifestent pacifiquement à Montréal – vendredi 1er mai 2009 .....	7
THE GAZETTE : Students push communist agenda : 'With current economic crisis, everyone is questioning capitalism,' they say – Friday, May 1, 2009.....	7
24 HEURES : Actualités : Manifestation anti-capitaliste à Montréal – Jeudi 29 avril 2009.....	7
<b>15 mars 2009 : Manifestation contre la brutalité policière</b> .....	<b>8</b>
<b>Cégeps</b> .....	<b>8</b>
JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Attitude méprisante – Lundi 27 avril 2009 .....	8
JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Au diable la transparence : Impossible de savoir combien l'organisme perçoit de fonds publics, ni comment il les dépense – Lundi 27 avril 2009 .....	8
RUEFRONTENAC.COM : Bivouac devant le collège de Maisonneuve - Mise à jour le Vendredi, 17 avril 2009 08:29 .....	8
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Facebook : Néfaste pour les étudiants – Mardi 14 avril 2009 .....	9
SCIENCESBLOG : Study finds link between Facebook use, lower grades in college – Monday, April 13, 2009.....	9
LE SOLEIL : Sept programmes en danger au Cégep de Rimouski – Lundi 06 avril 2009 .....	9
LA TRIBUNE : Réaction allergique au privé au Cégep de Sherbrooke – Lundi 06 avril 2009.....	9
LA TRIBUNE : Une éolienne de 15 mètres sur les terrains du Cégep – Lundi 06 avril 2009 .....	10
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Grèce : Pour le droit de porter un masque – Dimanche 05 avril 2009 .....	10
LE DEVOIR : Le Cinéma Parallèle déménagera - Édition du samedi 04 et du dimanche 05 avril 2009.....	10
RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ÎLES : Cégep de la Gaspésie et des Îles : L'aide de Québec réclamée - Mise à jour le jeudi 2 avril 2009 à 13 h 30 .....	11
LE DEVOIR : En photo - Contre toute forme de privatisation - Édition du vendredi 27 mars 2009.....	11
MÉTRO : Photo - Manifestation : les étudiants s'opposent au privé dans le public – Vendredi 27 mars 2009 .....	11
24 HEURES.COM : Actualités : Manifestation au centre-ville de Montréal – Jeudi 26 mars, 18h29 .....	11
THE GAZETTE : Protesters disrupt rush-hour traffic downtown : Rally against privatization of public services – Friday, March 27, 2009 .....	12
CYBERPRESSE : Des étudiants descendent dans la rue - Mis à jour le 26 mars 2009 à 16h28.....	12
CANOE INFO : Montréal : Manif prévue cet après-midi Parc Émilie-Gamelin – jeudi 26 mars 2009, 10h22 .....	12
LE SOLEIL : Le Cégep Limoilou passe à la géothermie et au chauffage solaire – Jeudi 26 mars 2009.....	12
MÉTRO : Des étudiants du Collège Ahuntsic manifestent avec de la nourriture – Jeudi 26 mars 2009 .....	13
LA TRIBUNE : Bishop's et le Cégep signent une entente DEC-BAC – Lundi 23 mars 2009 .....	13
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Budget : Les étudiants exposent leurs demandes - Mise à jour le dimanche 15 mars 2009 à 16 h 00 .....	13
LE DEVOIR : Francine Senécal réclame un million: la conseillère municipale poursuit le Cégep du Vieux Montréal qui l'avait embauchée puis congédiée avant même qu'elle n'entre en fonction – Édition du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009.....	13
24 HEURES : Le Cégep du Vieux-Montréal poursuivi pour 528 000\$ – Mercredi 11 mars 2009 .....	14
RADIO-CANADA / ESTRIE : Cégep de Sherbrooke : Une conférence qui dérange - Mise à jour le mardi 10 mars 2009 à 16 h 53 .....	14
LE DEVOIR : Inscriptions en hausse dans les cégeps – Édition du samedi 07 et du dimanche 08 mars 2009.....	14
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Controverse sur la création au Cégep de Sherbrooke – Samedi 07 mars 2009 .....	14
LE DEVOIR : Une formation continue arrimée aux besoins - Les cégeps se mobilisent pour l'emploi – Édition du mercredi 05 mars 2009.....	14
<b>Universités québécoises</b> .....	<b>15</b>
LE DEVOIR : L'Université de Montréal s'enfoncé dans les déficits - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 mai 2009 .....	15
LE DEVOIR : Université d'Ottawa - Pour une culture de service : Le recteur veut développer davantage la stratégie internationale de l'établissement - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 mai 2009 .....	15
JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : L'UdeM rapatrie ses étudiants – Mercredi 29 avril 2009 .....	16
MÉTRO.COM : Formation : La crise n'atteint pas les départements d'économie – Mardi 28 avril 2009 00:02 .....	16
RUEFRONTENAC.COM : Université de Sherbrooke: les coûts du campus de Longueuil respectés - Mise à jour le Jeudi, 23 avril 2009 13:52 .....	17
LE DEVOIR : Il était autrefois devant un tableau noir - Édition du samedi 25 et du dimanche 26 avril 2009.....	17
RUEFRONTENAC.COM : Financement: les universités francophones défavorisées - Mise à jour le Mercredi, 15 avril 2009 19:19 .....	17
LA TRIBUNE : Le recteur défend le développement des universités hors campus – Mardi 14 avril 2009.....	18
LA TRIBUNE : L'autobus encore accessible aux étudiants gratuitement – Lundi 13 avril 2009 .....	18
LA TRIBUNE : Bécharf fier de la présence de l'UdeS à Longueuil – Samedi 11 avril 2009.....	18
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : L'Université McGill plus clémente avec l'alcool – Jeudi 09 avril 2009 .....	19
LE SOLEIL : Système d'inscription informatique de l'Université Laval: la grogne monte dans les rangs des étudiants – Mercredi 08 avril 2009 ..	19
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : UQAC : Alerte à la bombe - Mise à jour le lundi 6 avril 2009 à 16 h 39 .....	19
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : UQAC : Alerte à la bombe - Mise à jour le lundi 6 avril 2009 à 12 h 01 .....	19
LE SOLEIL : Un nouvel observatoire sur la francophonie à l'Université Laval – Vendredi 03 avril 2009 .....	20
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : UQAC : Les étudiants étrangers réclament plus de services - Mise à jour le jeudi 2 avril 2009 à 16 h 50 .....	20
LE QUOTIDIEN : L'UQAC a changé la région – Samedi 28 mars 2009 .....	20
LE SOLEIL : Succès du bac en service social à l'UQAR – Vendredi 27 mars 2009 .....	20
THE GAZETTE : First page : CHARGES OF DIRTY POLITICS FLY AT CONCORDIA – Accusations straded in student vote CONCORDIA ELECTION - Bitter campaign follows financial chaos - Wednesday, March 25, 2009 .....	21
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Biomatériaux - Un nouveau laboratoire à l'UQAT - Mise à jour le mardi 24 mars 2009 à 14 h 13 21 .....	21
RADIO-CANADA / ESTRIE : Université de Sherbrooke : De nouveaux locaux pour les étudiants en médecine - Mise à jour le mardi 24 mars 2009 à 18 h 25.....	21
LE DROIT : Secrétaire général de l'Organisation mondiale de la Francophonie reçoit un doctorat honoris causa : Abdou Diouf honoré par l'UQO – Mardi 24 mars 2009 .....	21
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Maladies cardiovasculaires et pulmonaires : L'Université Laval mise sur le transfert de connaissances - Mise à jour le vendredi 20 mars 2009 à 15 h 01 .....	22
LE DEVOIR : Luce Samoisette dirigera l'Université de Sherbrooke - La nouvelle rectrice veut consolider la croissance de l'établissement - Édition du vendredi 20 mars 2009 .....	22
LA TRIBUNE : Luce Samoisette élue rectrice de l'Université de Sherbrooke – Vendredi 20 mars 2009.....	22
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Rimouski : Développer les sciences de la mer - Mise à jour le jeudi 19 mars 2009 à 13 h 49 .....	23
RADIO-CANADA / ESTRIE : Université de Sherbrooke : Une nouvelle rectrice - Mise à jour le jeudi 19 mars 2009 à 14 h 42 .....	23

LA TRIBUNE : UdeS: la gratuité pourrait s'étendre à Longueuil – Mardi 17 mars 2009 .....	23
LE DEVOIR : Bourses d'études - Le Bloc parle de «bourses idéologiques» - Édition du mardi 10 mars 2009 .....	23
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Bourses de recherche : Tollé universitaire - Mise à jour le lundi 9 mars 2009 à 8 h 14 .....	24
LE SOLEIL : L'ingérence des conservateurs dans l'orientation de la recherche est dénoncée – Lundi 09 mars 2009 .....	24
LE SOLEIL : La mobilisation prend forme – Lundi 09 mars 2009 .....	24
LA PRESSE : Projets de recherche universitaire : Des professeurs manifestent leur désaccors avec le plan Harper – Dimanche 08 mars 2009 ...	25
THE GAZETTE : DISCORD AT CONCORDIA : MOST OF ITS 30,000 UNDERGRADS ARE OBLIVIOUS TO STUDENT UNION WARS OVER SPENDING AND POLICY, by Peggy Curran – Sunday, March 08, 2009 .....	25
THE GAZETTE : The next problem: How to provide higher education at a lower cost : "Enrolment in grad programs will surge with the newly unemployed.", by Peggy Curran – Saturday, March 07, 2009 .....	26
LE DEVOIR : Gouvernance des universités - Les enseignants craignent la mainmise d'éléments extérieurs - Édition du samedi 28 février et du dimanche 01 mars 2009 .....	26
<b>Endettement étudiant .....</b>	<b>26</b>
LE DEVOIR : Recherche - Des étudiants protestent contre les bourses amputées – Édition du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009 .....	26
<b>LE DEVOIR : Copiez, collez! ➔ Le plagiat .....</b>	<b>27</b>
1ère page : Copiez, collez ! : 50% des étudiants ont déjà plagié. Assez, c'est assez, mais que faire? - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009 .....	27
Travaux clés en main pour étudiants pressés, paresseux ou cancre! - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009 .....	27
Le logiciel espion - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009 .....	28
Tout le monde le fait : Je plagie, tu copies, il traduit, nous trichons... - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009 .....	28
<b>Réflexions, idées .....</b>	<b>28</b>
LE DEVOIR : Idées : Quelle crise du libéralisme?, par Jean-François Lessard, Professeur en pensée politique à l'UQAM – Édition du jeudi 30 avril 2009 .....	29
MÉTRO : Au-delà des chiffres: Scinder la Caisse de dépôt, par Léo-Paul Lauzon – Jeudi 30 avril 2009 .....	29
LE DEVOIR : Opinion : L'éducation, une priorité nationale, par Christian Lamontagne, L'auteur a fondé le site PasseportSanté.net après avoir été éditeur du magazine Guide Ressources. Il écrit ici à titre personnel. - Édition du jeudi 19 mars 2009 .....	30
MÉTRO : Au-delà des chiffres : Pauvre classe moyenne américaine, par Léo-Paul Lauzon – Jeudi 19 mars 2009 .....	30
<b>BUDGET QUÉBEC 2009 .....</b>	<b>31</b>
LE DEVOIR : Éducation: la hausse du budget consacré au privé désole le public - Édition du vendredi 20 mars 2009 .....	31
LA PRESSE : Chronique : Les bombes à retardement, par Sophie Cousineau – Vendredi 20 mars 2009 .....	31
LA PRESSE : Maigre hausse du budget de l'éducation – vendredi 20 mars 2009 .....	31
LE SOLEIL : Le nombre d'élèves par classe sera réduit – Vendredi 20 mars 2009 .....	32
THE GAZETTE : Spared, education officials heave sigh of relief – Friday, March 20, 2009 .....	32
<b>Les titres du Courrier international .....</b>	<b>32</b>

## 1<sup>er</sup> mai : Rassemblements

**LE DEVOIR : La Fête des travailleurs - Un 1er mai sur fond de crise : La gauche radicale montréalaise marche sur la Caisse de dépôt et placement - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 mai 2009**



Marco Bélair-Cirino

Sur fond de crise économique, des centaines de personnes ont manifesté hier dans les rues du centre-ville de Montréal à l'occasion de la fête des Travailleurs.

Les manifestants, issus de différentes tendances de la gauche radicale québécoise, se sont donné rendez-vous hier, en fin d'après-midi, au parc Cabot. Ils se sont ensuite élancés vers la Caisse de dépôt et placement du Québec, tenant à bout de bras une marionnette personnifiant son ancien dirigeant, Henri-Paul Rousseau. «On a pris la Caisse de dépôt et placement comme symbole dans le fond pour les excès, les abus du capitalisme du Québec inc.», a indiqué un des organisateurs de la manifestation du 1er mai, Mathieu Francoeur.

Alors que des jeunes brandissaient des étendards rouges, des Tamouls donnaient le rythme en frappant sur leurs tambours. Les centaines de manifestants ont pris d'assaut la rue Sainte-Catherine et ont marché jusqu'à Beaver Hall, scandant entre autres «Qui sème la misère, récolte notre colère!» et «Capitalistes, vrais terroristes!». Plusieurs d'entre eux ont reproché aux syndicats québécois leur «mollesse» devant l'État et le patronat.

«Crise pas crise, le capitalisme est un système pour nous qui est voué à l'échec et qui doit être remplacé par quelque chose d'autre», a affirmé M. Francoeur. Il dit souhaiter un système «basé sur les gens et moins sur l'argent». Les manifestants se sont ensuite massés devant la Caisse de dépôt et placement avant d'être priés, peu après 19h15, de se disperser par les organisateurs. Quelques personnes ont alors incendié leurs affiches.

En France, des centaines de milliers de personnes ont pris part hier à des manifestations du 1er mai marquées par l'unité des syndicats qui ont dénoncé d'une seule voix la politique du président Nicolas Sarkozy en ce qui a trait à la crise. «J'avais la hantise que mes enfants soient au chômage. Voilà, c'est fait», a lancé André Lalanne, un retraité de l'industrie automobile, accompagné de sa fille de 45 ans à la recherche d'un emploi depuis 17 mois.

À Athènes, près de 6000 manifestants, essentiellement des militants syndicaux communistes, ont manifesté pacifiquement sous les yeux de quelque 4000 policiers.

En Espagne, où le taux de chômage vacille autour de 17,36 %, des milliers de manifestants portant des drapeaux rouges, couleur des deux grands syndicats espagnols, ont défilé à Madrid.

Une cinquantaine de personnes ont été blessées dans des heurts entre manifestants et policiers hier à Istanbul et à Ankara. Aux cocktails Molotov et aux pierres des assaillants, qui protestaient contre une crise qui laisse un jeune Turc sur trois sans emploi, la police a riposté à coups de canon à eau et de grenades lacrymogènes.

À Cuba, un demi-million de travailleurs a défilé hier sur la place de la Révolution à La Havane, selon les autorités, réclamant la levée de l'embargo américain. Portant la chemise blanche traditionnelle cubaine, le président, Raul Castro, a assisté au défilé à partir d'une tribune, mais n'a prononcé aucun discours.



MAY DAY MESSAGE Protesters set fire to an effigy of a capitalist yesterday at a May Day march in downtown Montreal. Another demonstration took place near the Préfontaine métro station in the city's east end. No arrests were made at either event, police said.

**24HEURES.COM : Galerie photos : 1er mai : Manifestation anti-capitaliste: pas de casse à Montréal – Samedi 02 mai 2009**

La manifestation anti-capitaliste tenue vendredi soir à Montréal s'est déroulée dans le calme. Quelque 400 manifestants ont quitté le Square Cabot vers 18 h 30 pour se diriger vers l'édifice de la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec, dans une ambiance festive.

Photos : Charles Paquette / 24 heures









**CYBERPRESSE : Manifestation anti-capitaliste à Montréal - Mis à jour le 01 mai 2009 à 22h05**

La Presse Canadienne, Montréal  
Environ 400 manifestants de différents organismes sociaux et groupes anticapitalistes ont déambulé dans les rues du centre-ville de Montréal, vendredi, pour commémorer la Journée internationale des travailleurs et travailleuses.

Cet événement coïncidait avec plusieurs autres manifestations semblables à travers le monde, utilisant la crise économique mondiale et la hausse du taux de chômage comme fers de lance.



Des gens manifestent au coin des rues Ste-Catherine et Atwater.  
Photo: André Tremblay, La Presse

Contrairement à l'Europe, où de nombreux incidents ont marqué la journée du 1er mai, le Service de police de la ville de Montréal n'a rapporté aucun incident majeur au cours de la manifestation pacifique. Parmi les groupes présents pour la marche se trouvaient notamment des Tamouls de la région, certains groupes communistes et une organisation qui travaille avec les nouveaux arrivants. Les manifestants ont déambulé sur la rue Sainte-Catherine au centre-ville de Montréal, puis ont dévié pour effectuer un passage remarqué devant les bureaux de la Caisse de dépôt et placement (CDP) du Québec. Selon les organisateurs, les protestataires ont utilisé la CDP pour symboliser les largesses et la corruption du système capitaliste. Les organisateurs de l'événement ont par ailleurs précisé que la participation était moins importante que les années précédentes.

## MÉTRO.COM : Montréal : Des centaines de personnes manifestent pacifiquement à Montréal – vendredi 1er mai 2009

La Presse Canadienne  
MONTRÉAL - Environ 400 manifestants de différents organismes sociaux et groupes anticapitalistes ont déambulé dans les rues du centre-ville de Montréal, vendredi, pour commémorer la Journée internationale des travailleurs et travailleuses. Cet événement coïncidait avec plusieurs autres manifestations semblables à travers le monde, utilisant la crise économique mondiale et la hausse du taux de chômage comme fers de lance.

Contrairement à l'Europe, où de nombreux incidents ont marqué la journée du 1er mai, le Service de police de la ville de Montréal n'a rapporté aucun incident majeur au cours de la manifestation pacifique. Parmi les groupes présents pour la marche se trouvaient notamment des Tamouls de la région, certains groupes communistes et une organisation qui travaille avec les nouveaux arrivants. Les manifestants ont déambulé sur la rue Sainte-Catherine au centre-ville de Montréal, puis ont

dévié pour effectuer un passage remarqué devant les bureaux de la Caisse de dépôt et placement (CDP) du Québec. Selon les organisateurs, les protestataires ont utilisé la CDP pour symboliser les largesses et la corruption du système capitaliste. Les organisateurs de l'événement ont par ailleurs précisé que la participation était moins importante que les années précédentes.

## THE GAZETTE : Students push communist agenda : 'With current economic crisis, everyone is questioning capitalism,' they say – Friday, May 1, 2009

Eric and Étienne are average students, except for their outspoken appreciation for all things red – and a fear of giving out their last names.



Two communist activists distribute posters at UQAM on Wednesday for today's anti-capitalist May Day rally.

PHIL CARPENTER THE GAZETTE

These self-described communist activists are trying to bring their movement out of the shadows and back into the spotlight. "We spend a lot of time in meetings. ... It could be a student organization, a revolutionary one or organizing events," said Eric, a 26-year-old Ph.D. candidate from the Southwest borough. "Every day you have a political task." Today is Inter national Workers Day, or May Day as some communists like to call it, so the pair are hard at work promoting an anti-capitalist concert in the Plateau tonight.

The concert will cap a day with two competing demonstrations: Unions and their members are to assemble in the east end, while a gathering of communist, anti-capitalist, anarchist and libertarian groups will meet at Cabot Square. "There are many groups in the extreme left, one is called the Revolutionary Communist Party, (it has) Maoist tendencies," said Étienne, a 28-year-old UQAM student. "We subscribe to antiauthoritarian communism," said Eric, explaining that it differed from Soviet models of communism by giving power to citizens at a community level rather than any central state or bureaucracy. Ideological differences in Montreal have kept the already marginal political sphere of the extreme left fractured and divided. For example, the poster for tonight's Cabot Square gathering is being organized by 11 different groups. The 2,207 Montrealers who voted for some form of communist representation in Parliament during the last federal election split their votes: 1,814 supported Marxist-Leninist Party candidates and 393 backed Communist Party candidates. The provincial branch of the communist party wants to change the way people see the communist label.

"We're trying to remove the taboo from the word 'communist,'" said Guillaume, a Québec Communist Party spokesperson who spoke on condition that his last name not be used. But Eric and Étienne like their political prospects here. "Montreal is a good city (for us) because there are many groups and publications," Eric said. "There's a history in Quebec with unions being strong. There's a leftist tradition here that comes from the '60s and '70s." "It's hard to be a communist in North America," Étienne said. "But with the current economic crisis, with everyone questioning capitalism, we have an open window." It remains to be seen whether a community split into factions of anarchists, anti-police groups, authoritarians, anti-authoritarians, Marxist-Leninists, Maoists, Trotskyites, Stalinists, libertarians, skinheads and anticapitalists can bring about significant social change – but they can certainly dream. "There would be far less cars, and the city wouldn't be organized in a way that people need to live and work in different places," Eric said. "Workers would make the company's decisions, and there would be no boss."

## 24 HEURES : Actualités : Manifestation anti-capitaliste à Montréal – Jeudi 29 avril 2009



Les manifestants ont un message clair à faire passer.  
Photo: Jean-Marc Gilbert  
Jean-Marc Gilbert  
Profitant de la journée internationale des travailleurs, plusieurs groupes d'activistes organiseront une manifestation vendredi afin de «dénoncer le système capitaliste dont les Québécois ont été victimes avec la scandale de la Caisse de dépôt et de placement du Québec (CDPQ)». Les organisations déplorent, entre autres, le fait que la Caisse de dépôt ait fait «n'importe quoi» avec l'argent des contribuables du Québec, ce qui a mené à des pertes historiques de près de 40 G \$.

«La CDPQ devient le symbole de la voracité et de l'irresponsabilité du Québec inc.», s'insurge Mathieu Francoeur, porte-parole de la coalition qui organise cette manifestation. M. Francoeur dénonce aussi la nomination de Michael Sabia à la tête de la Caisse, en affirmant qu'il est un «fossoyeur d'entreprises publique» et un «spécialiste des congédiements massifs», qualificatifs faisant référence au passage de l'homme d'affaires chez Bell Canada. Tania Hallé, une autre porte-parole des organisateurs de la marche soutient que «le problème, ce n'est pas la crise, mais le capitalisme et la domination impérialiste du monde», crise qui selon elle commence à toucher le Québec de plein fouet.

On attend 1 000 marcheurs pour le départ de la marche donné à 18h30 au Parc Cabot à Montréal, le 1er mai. Les manifestants se rendront directe-

ment aux locaux de la Caisse de dépôt situé au 1000, Place Jean-Paul Riopelle.

# 15 mars 2009 : Manifestation contre la brutalité policière

[Voir revue de presse séparée](#)

## Cégeps

### JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Attitude méprisante – Lundi 27 avril 2009



L'attitude de la Fédération des cégeps à l'égard des payeurs de taxes du Québec est «méprisante», dénonce la Ligue des contribuables.

«Leur réaction est encore pire que celle qu'a eue la Fédération des commissions scolaires, il y a quelques semaines», estime la directrice générale de la Ligue, Claire Joly.

«On ne sait même pas à combien s'élève leur budget, dit-elle. Je suis bien contente que ça sorte au grand jour.»

«Je ne comprends pas pourquoi ces gens-là, qui sont payés avec de l'argent public, semblent

l'oublier et se comportent comme une entreprise privée» lance Claire Joly.

#### En colère

Tout comme la Fédération des commissions scolaires, le lobby des cégeps n'est pas soumis à la Loi sur l'accès à l'information, même s'il est presque entièrement financé par les contribuables.

«Il y a un problème avec la loi, tonne Mme Joly. Ça me met en colère, parce que c'est notre argent. Je suis en colère que des gens aient un tel mépris pour l'argent versé par les contribuables.»

### JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Au diable la transparence : Impossible de savoir combien l'organisme perçoit de fonds publics, ni comment il les dépense – Lundi 27 avril 2009

Après la Fédération des commissions scolaires, voilà que la Fédération des cégeps refuse à son tour de fournir ses états financiers, même si elle est subventionnée presque entièrement par des fonds publics.

Au cours des derniers jours, Le Journal de Montréal a tenté sans succès de savoir combien d'argent des contribuables transite chaque année dans les coffres de ce lobby qui sert à défendre la cause des cégeps.

L'organisme, qui avoue être financé à 90% par des fonds publics grâce aux «cotisations» versées par les collèges, refuse de fournir ses états financiers, sous prétexte qu'il est un «organisme sans but lucratif.»

«On n'a aucune obligation de fournir cette information-là, alors on ne la fournit pas», a indiqué la directrice des communications de la Fédération, Caroline Tessier.

Il y a une dizaine de jours, pourtant, la Fédération des commissions scolaires avait dû rendre public

l'état de ses finances, après un reportage du Journal.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait alors contacté le président de cet autre lobby, André Caron, pour l'inviter à plus de transparence.

«Je ne peux pas parler pour eux, dit Caroline Tessier. Ils ont leur propre mode de fonctionnement.»

Mme Tessier reconnaît que l'idée de rendre publics les états financiers est «une question pertinente» et assure qu'elle sera débattue lors de l'assemblée générale des cégeps membres, en septembre prochain.

#### Salaires

La porte-parole de la Fédération a refusé de répondre aux questions du Journal concernant le financement et les dépenses de cet organisme, qui emploie 48 personnes.

On peut néanmoins supposer que son budget s'approche de celui de la Fédération des commissions scolaires. Avec une quarantaine d'employés,

cet autre organisme reçoit 4 M\$ de fonds publics chaque année, uniquement en cotisations.

Caroline Tessier a précisé que la cotisation versée par les cégeps est établie «au prorata» du financement qu'ils reçoivent du gouvernement du Québec.

Elle a aussi confirmé que les salaires et avantages consentis aux dirigeants et aux employés du lobby sont identiques à ceux que l'on retrouve dans «un cégep de taille moyenne.» À l'heure actuelle, un directeur général de cégep peut gagner jusqu'à 142000\$ par an, en plus d'un boni de 6%.

#### La ministre réagit

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, «va inciter la Fédération des cégeps à jouer de transparence», assure son attaché de presse, Jean-Pascal Bernier.

Celui-ci estime néanmoins que «l'ouverture» du lobby à «discuter» de la pertinence de rendre publics ses états financiers, en septembre prochain, constitue «une bonne nouvelle.»

### RUEFRONTENAC.COM : Bivouac devant le collège de Maisonneuve - Mise à jour le Vendredi, 17 avril 2009 08:29



Les étudiants du collège de Maisonneuve résistent par le camping. Photo Pascal Ratthé  
Écrit par Jean-Philippe Pineault

Des étudiants du collège de Maisonneuve ont planté leur tente de camping devant l'établissement collégial, jeudi soir, pour protester contre une décision de la direction qui allonge arbitrairement leur plage horaire.

Les cours commencent maintenant à 8h et se terminent à 18h. Auparavant, les cours les lundis et les mercredis prenaient fin à 17h, le mardi à 18h et les jeudis et vendredis à 16h.

«Ça n'arrange personne. Il y a beaucoup d'étudiants qui vivent en banlieue et qui ont de longs trajets de retour à faire. Aussi, il y a des étudiants qui travaillent le soir pour pouvoir payer leur appartement et leurs études», explique Sam Ziani, porte-parole des étudiants.

«Les conditions de vie des étudiants et du personnel du collège doivent primer sur les décisions administratives», ajoute-t-il.

Une trentaine de jeunes ont décidé de confectionner des pancartes et de passer la nuit sur le terrain du cégep. Ceux-ci réservent une action-surprise aux membres de la direction vendredi matin.

#### Protestation étudiante

Ce n'est pas la première fois que les étudiants font connaître leur mécontentement à la direction du cégep qui a choisi de modifier les horaires. Les 26 et 27 mars, ils avaient déclenché une grève pour protester.

«Il va y avoir une escalade des moyens de pression», prévient Sam Ziani, indiquant que d'autres journées de grève sont à prévoir.

## JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Facebook : Néfaste pour les étudiants – Mardi 14 avril 2009

<p>TORONTO   (PC) Le temps que passent les étudiants à saluer leurs amis, à afficher des photos et mettre à jour leur page sur le site Facebook, pourrait avoir un impact sur la qualité de leurs résultats académiques.</p> <p>Voilà du moins ce que laissent entendre des chercheurs, qui ont constaté que les étudiants inscrits au site de réseautage social passent moins de temps à étudier et montrent une</p>	<p>moyenne pondérée cumulative inférieure aux autres.</p> <p>L'une des responsables de l'étude, Aryn Karpinski, a expliqué que les chercheurs souhaitaient examiner les différences démographiques entre les utilisateurs et non-utilisateurs de Facebook, et se pencher sur le profil type des uns et des autres.</p> <p><b>Moins d'étude</b></p> <p>Les chercheurs se sont penchés sur les cas de 219 étudiants inscrits à Ohio State — 102 de premier</p>	<p>cycle et 117 diplômés — durant les trimestres de l'été et de l'automne 2008. Parmi eux, 148 ont dit avoir un compte sur Facebook.</p> <p>Les chercheurs ont constaté que les membres du réseau Facebook passaient entre une et cinq heures par semaine à étudier, soit beaucoup moins de temps que les non-utilisateurs de Facebook, qui consacraient hebdomadairement de 11 à 15 heures à l'étude.</p>
---	--	--

## SCIENCESBLOG : Study finds link between Facebook use, lower grades in college – Monday, April 13, 2009

<p>SAN DIEGO - College students who use Facebook spend less time studying and have lower grade point averages than students who have not signed up for the social networking website, according to a pilot study at one university.</p> <p>However, more than three-quarters of Facebook users claimed that their use of the social networking site didn't interfere with their studies.</p> <p>"We can't say that use of Facebook leads to lower grades and less studying - but we did find a relationship there," said Aryn Karpinski, co-author of the study and a doctoral student in education at Ohio State University.</p> <p>"There's a disconnect between students' claim that Facebook use doesn't impact their studies, and our finding showing they had lower grades and spent less time studying."</p> <p>While this was a relatively small, exploratory study, it is one of the first to find a relationship between college students' use of Facebook and their academic achievement.</p> <p>Typically, Facebook users in the study had GPAs between 3.0 and 3.5, while non-users had GPAs between 3.5 and 4.0.</p> <p>In addition, users said they averaged one to five hours a week studying, while non-users studied 11 to 15 hours per week.</p> <p>Karpinski conducted the study with Adam Duberstein of Ohio Dominican University. They presented their research April 16 in San Diego at the annual meeting of the American Education Research Association.</p>	<p>The researchers surveyed 219 students at Ohio State, including 102 undergraduate students and 117 graduate students. Of the participants, 148 said they had a Facebook account.</p> <p>The study found that 85 percent of undergraduates were Facebook users, while only 52 percent of graduate students had accounts.</p> <p>Students who spent more time working at paid jobs were less likely to use Facebook, while students who were more involved in extracurricular activities at school were more likely to use Facebook.</p> <p>Science, technology, engineering, math (STEM) and business majors were more likely to use Facebook than were students majoring in the humanities and social sciences.</p> <p>"Other research had indicated that STEM majors spend more time on the Internet than do other students, so that may be one reason why they are more likely to use Facebook," Karpinski said.</p> <p>There were no differences in Facebook use between different members of racial and ethnic groups that were part of the study, or between men and women.</p> <p>Younger and full-time students were more likely to be Facebook users.</p> <p>Findings showed that 79 percent of Facebook users claimed it did not have an impact on their academic performance. In open-ended questions on the survey, users claimed they didn't use Facebook frequently enough to notice an impact, and emphasized that academics were a priority for them.</p>	<p>Karpinski emphasized that the results don't necessarily mean that Facebook use leads to lower grades.</p> <p>"There may be other factors involved, such as personality traits, that link Facebook use and lower grades," she said.</p> <p>"It may be that if it wasn't for Facebook, some students would still find other ways to avoid studying, and would still get lower grades. But perhaps the lower GPAs could actually be because students are spending too much time socializing online."</p> <p>Karpinski said it was significant that the link between lower grades and Facebook use was found even in graduate students. She said that graduate students generally have GPAs above 3.5, so the fact that even they had lower grades when they used Facebook -- and spent less time studying - was an amazing finding.</p> <p>The popularity of Facebook is evident in college lecture halls, Karpinski said. Faculty members who allow students to use laptops in class have told her they often see students on the Facebook site during class.</p> <p>"It's not going away anytime soon, and we need to learn more about how Facebook use is affecting students," she said.</p> <p>As for herself, Karpinski said she doesn't have a Facebook account, although her co-author does.</p> <p>"For me, I think Facebook is a huge distraction," she said.</p>
---	--	--

## LE SOLEIL : Sept programmes en danger au Cégep de Rimouski – Lundi 06 avril 2009

<p>Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil (Rimouski) Le plus important cégep de l'Est du Québec avec ses 2600 étudiants n'est plus à l'abri des contrecoups de la chute démographique des 40 dernières années, qui met en danger sept programmes d'enseignement.</p> <p>«Le gouvernement devra prendre des moyens pour revoir à la baisse les seuils de financement pour certains programmes. Mais nous trouvons aussi des moyens, comme pour le programme en foresterie qui se maintient en collaboration avec le Cégep de Baie-Comeau en remettant une bourse de 2500 \$ par session à des étudiants pour leur</p>	<p>deuxième et troisième années à Rimouski», explique Jean-Pierre Villeneuve, directeur général du Cégep de Rimouski.</p> <p>Le collège pourrait perdre, d'ici 2013, quelque 500 étudiants, laissant la maison d'enseignement presque sous la barre des 2000 étudiants.</p> <p>«Les statistiques du ministère, qui indiquent une diminution de l'ordre de 14 ou 15 % de nos effectifs, sont basées sur la démographie, mais nous avons habituellement 100 étudiants de plus que les prévisions depuis ces quatre ou cinq dernières années. Mais on appréhende une certaine baisse...»</p>	<p>Les étudiants et les enseignants de l'institution ont lancé récemment un cri d'alarme auprès de la population régionale. En une décennie, la région du Bas-Saint-Laurent (200 000 habitants) et ses quatre cégeps ont vu leurs effectifs étudiants chuter du tiers.</p> <p>Le mode de financement des cégeps, par nombre d'étudiants, pénalise des programmes dont les effectifs sont réduits, avec ses conséquences sur l'accessibilité des jeunes en région aux études collégiales.</p>
---	---	--

## LA TRIBUNE : Réaction allergique au privé au Cégep de Sherbrooke – Lundi 06 avril 2009

<p>Josiane Guay, La Tribune (Sherbrooke) L'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) en a ras l'estomac que ce soit une entreprise privée, Aramark, qui gère la cafétéria. Elle a donc dressé la table à une alternative, un «midi-bouffe» où des repas complets étaient offerts gratuitement aux élèves pour les sensibiliser.</p>	<p>«Il s'agit en fait du deuxième midi-bouffe offert par l'AÉCS cette session - le 27 février puis vendredi dernier -, souligne une de ses membres, Caroline Dostie. En tout, nous avons distribué plus de 500 repas. Les élèves s'identifient énormément à la cause.»</p> <p>Si bien qu'un troisième midi-bouffe pourrait combler les appétits d'ici la fin de la session, avance-t-elle.</p>	<p>L'AÉCS justifie son boycott de la cafétéria par le fait que la compagnie privée qui la gère offre des produits de piètre qualité, mais fait de l'argent sur le dos des élèves sans réinvestir véritablement dans la communauté, résume Caroline Dostie.</p> <p>La campagne de l'association étudiante contre la présence de l'entreprise privée dans les institutions publiques s'étend également à la Librairie GGC.</p>
---	--	--





L'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke a offert un deuxième midi-bouffe aux élèves, en réaction allergique à la présence de l'entreprise privée Aramark, qui gère actuellement la cafétéria.

Imacom, Christian Landry  
Le mouvement de protestation de l'AECS se veut d'autant plus significatif qu'Aramark et GGC en sont à renouveler leur contrat. «Et malgré leurs revendications, les élèves n'ont aucun droit de veto sur les appels d'offres pas plus qu'ils ne

peuvent siéger sur le comité de sélection. C'est une situation très frustrante», soulève Caroline Dostie.

Mais l'AECS a de quoi nourrir ses ambitions puisque la «cafétéria jaune», aussi gérée par Aramark, deviendra, dès l'automne 2009, une coopérative alimentaire sous la gouverne des élèves. «Il s'agit d'un énorme gain pour la communauté cégepienne», se réjouit déjà Caroline Dostie.

## LA TRIBUNE : Une éolienne de 15 mètres sur les terrains du Cégep – Lundi 06 avril 2009

Isabelle Pron, La Tribune  
(Sherbrooke) Les étudiants du Cégep de Sherbrooke verront apparaître sur leur campus une éolienne d'environ 15 mètres de hauteur à compter de l'été prochain. Il s'agit d'une première sur le territoire de Sherbrooke.

L'équipement servira à des fins pédagogiques pour le programme de génie électrique et fait partie d'un projet d'économie d'énergie d'environ 3,2 millions \$. Dans le cadre de ce programme, une dizaine de mesures seront mises en place, dont l'installation d'un mur solaire qui sera installé sur la façade ouest du Centre d'activité physique (CAP). Un système de capteurs solaires, appelé Luba Solar, sera aussi déployé sur le toit du pavillon 2.

L'installation de cette éolienne, un projet évalué à environ 50 000 \$, permettra de délester l'énergie produite dans le réseau interne du Cégep de Sherbrooke, explique Jean Lussier, directeur des services de l'équipement de l'institution. L'initiati-

ve pourrait aussi être une première dans l'ensemble des cégeps de la province.

«C'est un clin d'oeil vert qu'on voulait faire, avant tout pour des raisons pédagogiques», explique-t-il en précisant qu'il s'agit d'une éolienne de faible puissance, soit de quatre kilowatts.

Elle sera installée au sol, en face des résidences (entre le pavillon 6 et la rue Terrill). «Il y a un couloir naturel qui est là, où les vents sont assez constants», précise M. Lussier. Pour aller de l'avant avec ce projet, le Cégep a dû obtenir des permis de la Ville de Sherbrooke et d'Hydro-Sherbrooke.

Les étudiants du programme de génie mécanique pourront ainsi avoir accès à des données intéressantes.

«Toute l'information sur les paramètres environnementaux, la vitesse du vent, la production d'électricité... on aura une lecture de ça en temps réel. Au chapitre du programme de formation, on a à toucher aux énergies renouvelables», explique

Alain Sirois, professeur en génie électrique au département du Cégep de Sherbrooke.

Les étudiants ont notamment eu à fabriquer des éoliennes dans le cadre de leurs cours, en plus de plancher sur des projets liés à l'énergie solaire.

Certains travaux menés par les étudiants ont des répercussions au Sénégal, où le Cégep de Sherbrooke est très présent. L'établissement sherbrookoise travaille notamment depuis 2005 avec le Lycée technique et minier de Kédougou.

On peut penser, entre autres, à la mise sur pied d'un système de pompage solaire, qui évite aux habitants d'un village de la région de Kédougou de puiser leur eau à la main.

«Le système de pompage solaire devait être alimenté par une éolienne en plus de panneaux solaires. On a expérimenté et on s'est rendu compte que finalement, on arrivait à pomper adéquatement l'eau avec l'énergie solaire, tandis que le vent n'est pas toujours stable», raconte M. Sirois, qui est aussi coordonnateur du projet au Sénégal et formateur.

## JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Grèce : Pour le droit de porter un masque – Dimanche 05 avril 2009



### POUR LE DROIT DE PORTER UN MASQUE

Des manifestants masqués ont défilé hier dans le centre-ville d'Athènes pour protester contre un projet de loi voulant pénaliser le port de masques ou de cagoules lors de manifestations. Les autorités grecques réagissent ainsi à une série d'actes de vandalisme commis par des gens masqués lors de récentes manifestations.

## LE DEVOIR : Le Cinéma Parallèle déménagera - Édition du samedi 04 et du dimanche 05 avril 2009

Kathleen Lévesque, Stéphane Baillargeon  
Un nouveau complexe culturel, comprenant le Cinéma Parallèle et trois écoles artistiques (dont LADMMI, en danse contemporaine), sera érigé sur l'édicule du métro Saint-Laurent. Le projet immobilier piloté par la Société de développement Angus (SDA) devrait aboutir en 2011.

«Nous avons le terrain pour y installer LADMMI, mais je ne pouvais pas seulement y installer cette école, même si elle dessert des centaines d'étudiants», explique Christian Yaccarini, p.-d.g. de la SDA. Pour rentabiliser la construction, il fallait trouver d'autres partenaires et nous y sommes arrivés en respectant une cohérence culturelle.»

### Plusieurs projets

Le site névralgique est convoité depuis des années par des promoteurs et a vu fleurir plusieurs concepts. Dans la nouvelle version, selon les informations obtenues par Le Devoir, l'école de danse occupera deux étages et l'École de l'imagerie numérique en accapatera deux également. Cette école spécialisée est affiliée aux cégeps du Vieux-Montréal, de Dawson et de Matane, mais aussi à Ubisoft et Electronic Arts. On y retrouvera aussi l'École de joaillerie.

La Maison du cinéma indépendant va idéalement comprendre cinq salles de projection pour le Cinéma Parallèle, mais aussi des espaces pour les

différents festivals du secteur. Ils pourront se partager les espaces occupés par leur personnel, plus nombreux pendant chacun des événements. Ils pourront aussi utiliser les écrans du Cinéma Parallèle.

L'installation sur le boulevard Maisonneuve va créer un axe cinématographique liant à l'autre extrémité la Cinémathèque et l'ONF, à l'intersection de la rue Saint-Denis. Le Cinéma Parallèle doit quitter le complexe Ex-Centris, plus au nord sur le boulevard Saint-Laurent. Ce lieu de diffusion changera de vocation au profit de productions multimédias.

## RADIO-CANADA / GASPÉSIE-LES-ÎLES : Cégep de la Gaspésie et des Îles : L'aide de Québec réclamée - Mise à jour le jeudi 2 avril 2009 à 13 h 30

Des enseignants du cégep de la Gaspésie et des Îles s'inquiètent pour l'avenir de plusieurs programmes d'études pour la prochaine année scolaire. Déjà six programmes seront suspendus en septembre prochain et quatre autres sont sérieusement menacés.

Selon le Syndicat des enseignants, le sous-financement provoque une diminution de la clientèle. Ils interpellent de nouveau le gouvernement de Jean Charest pour mettre fin à cette pratique qui menace la survie du cégep.

Le président du syndicat, François St-Laurent, explique que le problème de diminution de la clientèle au cégep est devenu endémique. « Nous, ça fait quatre ans qu'on travaille là-dessus. Ça fait quatre ans qu'on dit qu'il va arriver ce qui arrive », dit-il.

Le syndicat remet en question tout le mode de financement des cégeps, qui se fait en fonction du nombre d'étudiants. Cette manière de fonctionner a entraîné la suspension de 13 programmes cette année dans les quatre composantes de l'établissement.

La ministre l'Éducation, Michelle Courchesne, avait pourtant promis de mettre sur la table en juin dernier, des solutions permanentes afin d'aider le cégep à conserver un maximum de programmes et à éponger son déficit d'un million de dollars.

Mercredi, tout juste avant la sortie publique des enseignants, Mme Courchesne a finalement accepté de financer les programmes techniques qui contiennent au moins sept étudiants, au lieu de dix comme c'est le cas actuellement.

Pour contrer la baisse de clientèle, le syndicat demande toutefois que le cégep puisse obtenir davantage de programmes exclusifs.

D'ici 2026, le cégep de la région pourrait perdre 40 % de sa clientèle. Si Québec ne change pas le mode de financement, il ne restera qu'une partie de la trentaine de programmes offerts actuellement. Des Gaspésiens et des Madelinots pourraient ainsi devoir quitter la région pour s'instruire.

**Les étudiants s'en mêlent**

Après les enseignants mercredi, c'était au tour des étudiants de réclamer l'aide immédiate du gouvernement dans ce dossier.

Jeudi, ils ont remis symboliquement les clés du collège au premier ministre Jean Charest. Ce geste a pour objectif de forcer le gouvernement à proposer des mesures permanentes, qui permettront au cégep de maintenir son offre de programmes.

Si Québec a ouvert mercredi la porte au financement de certains programmes déficitaires, rien n'est acquis à long terme, juge le directeur général de l'établissement, Roland Auger.

« Ce sont des mesures temporaires qui vont nous permettre d'opérer en 2009-2010. Ce ne sont pas des solutions à long terme et qui nous satisfont. Il faut des changements beaucoup plus en profondeur pour en arriver à ce que l'enseignement collégial chaque année ne soit pas un pèlerinage », observe-t-il.

[audio-vidéo](#)

[Michel-Félix Tremblay fait le point dans ce dossier.](#)

## LE DEVOIR : En photo - Contre toute forme de privatisation - Édition du vendredi 27 mars 2009



Photo: Jacques Nadeau

Devoir Le

Plusieurs centaines de personnes, de tous âges, ont manifesté hier dans le centre-ville de Montréal pour dénoncer la «privatisation des services publics», à l'invitation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE).

On retrouvait certes dans la marche un bon nombre d'étudiants de cégep et d'université, qui critiquaient la «marchandisation de l'éducation» et la place trop grande accordée au secteur privé dans la gouvernance de leurs institutions. À leurs côtés, des professeurs en grève de l'Université du

Québec à Montréal (UQAM), des enseignants du primaire et du secondaire membres de la Fédération autonome de l'enseignement, des personnes issues de groupes communautaires... Ici, des manifestantes du Centre des femmes du Québec réinventent la fameuse carte-soleil.

## MÉTRO : Photo : Manifestation : les étudiants s'opposent au privé dans le public - Vendredi 27 mars 2009

## 24 HEURES.COM : Actualités : Manifestation au centre-ville de Montréal - Jeudi 26 mars, 18h29



Des centaines d'étudiants et militants de syndicats et de groupes communautaires, pour la plupart affiliés à l'Association de solidarité syndicale étudiante (ASSE), sont descendus dans la rue, hier au centre-ville de Montréal, pour signifier leur opposition à l'intrusion du privé dans les services publics. Le cortège, qui se déplaçait sur toute la largeur de la rue, a remonté le boulevard René-Lévesque en direction ouest, pour se diriger ensuite vers le boulevard Saint-Laurent. Les policiers ont dû improviser une patrouille. MÉTRO

Reine Côté

Étudiants, syndiqués et membres de groupes communautaires ont manifesté cet après-midi, au centre-ville de Montréal, pour dénoncer l'intrusion du privé dans les services publics.

La marche publique qui a démarré au parc Émilie-Gamelin vers 14 h pour prendre fin au Square Victoria, trois heures plus tard, survient une semaine après le début de la grève de l'UQAM.



La manifestation a pris fin au Square Victoria.

Photo : Reine Côté

«On vient marcher contre la privatisation, contre la logique du privé, parce qu'elle a des impacts dans nos vies, dans notre milieu de travail, notre milieu d'études, dans nos rapports humains », a lancé Hubert Gendron-Blais, à la foule d'étudiants qui prenaient part à la marche.

« La logique du privé et le capitalisme qui en découle est à la source même de la crise économique mondiale. La lutte qui s'annonce est loin d'être gagnée. Il ne faut surtout pas s'arrêter. Pas maintenant », a-t-il précisé. Ce sont les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) qui ont organisé cette marche de protestation à la suite de l'injonction émise par la direction de l'UQAM, hier, visant à interdire toute manifestation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses murs.

L'ASSE a émis un manifeste le mois dernier dans lequel elle revendique un réinvestissement massif dans les programmes publics, une démocratisation des instances décisionnelles au sein des cégeps et universités de même qu'une accentuation des valeurs sociales au sein des institutions publiques. Le manifeste a été signé par 109 organismes et 1500 citoyens.

Leur porte-parole, David Clément, affirme qu'il faut résister face aux attaques répétées à l'endroit des cégeps et des universités. Il craint que le système d'éducation au Québec ressemble bientôt à une usine fournissant des ressources humaines modelées aux besoins du système actuel. «On sait que les services publics ne sont pas rentables économiquement, mais ils le sont socialement », conclut David Fortin.

Un autre événement de protestation vient de s'inscrire à l'agenda de l'ASSE. « Un événement surprise », insiste Hubert Gendron-Blais en invitant les étudiants à se rendre à la station de métro Saint-Laurent, le 23 avril, à 10 h. L'événement surprise est une initiative de la Coalition contre la précarité.

## THE GAZETTE : Protesters disrupt rush-hour traffic downtown : Rally against privatization of public services – Friday, March 27, 2009

By JAN RAVENBERGEN

Hundreds of university and CEGEP students along with a number of professors protesting privatization of public services disrupted homebound vehicle traffic in Montreal's downtown core Thursday afternoon.

The demonstration – which began at Place Émilie Gamelin near the Berri metro station at about 2:30 p.m. and ended soon after 5 p.m. in front of the Stock Exchange Tower on the edge of Old Montreal – pulled in "between 400 and 600" demonstrators, Commander Alain Simoneau of the Montreal police said. He runs Station 21 and was supervising the police response on the scene.

Simoneau reported no arrests and no significant incidents, apart from a fire in a waste bin at the end of the event.

The march was organized by the Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante.

In a manifesto published as part of an extensive information package – posted on [www.nonauprive.info](http://www.nonauprive.info), some of it in English – the group stated that:

"We will not allow our life conditions, our educational system, our health, our working conditions and our fundamental rights to be sacrificed to the laws of the free market."

## LE SOLEIL : Le Cégep Limoilou passe à la géothermie et au chauffage solaire – Jeudi 26 mars 2009

Éric Moreault, Le Soleil

(Québec) Le Cégep Limoilou se tourne vers la géothermie et le chauffage solaire de l'air pour améliorer sa performance énergétique. Une fois

l'ensemble des mesures vertes de 4,5 millions \$ complétées, le coût d'énergie de l'établissement sera environ du tiers inférieur à la moyenne des cégeps.

Ce projet sera autofinancé à même les économies générées. Il permettra aussi de diminuer de 13 % les émissions annuelles de gaz à effet de serre

"Living in Quebec increasingly means being submitted to the financial interests of a minority," the statement added.

"The goal of profitability is being presented to us as a solution to our social problems, but we are not going to be fooled.... Everywhere in our working and living environment, private firms are present, constantly bombarding us with their capitalist propaganda."

## CYBERPRESSE : Des étudiants descendent dans la rue - Mis à jour le 26 mars 2009 à 16h28

Hugo Meunier, La Presse

Des centaines d'étudiants de l'UQAM et des cégeps, affiliés à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) et des membres des quatre syndicats de l'UQAM, sont descendus dans la rue cet après-midi pour dénoncer la privatisation des services publics.

Le cortège étudiant s'est ébranlé vers 15 h depuis le parc Émilie-Gamelin, pour emprunter le boulevard René-Lévesque en direction ouest vers une destination tenue secrète.

Les manifestants ont pris possession des deux voies du boulevard, ce qui a forcé les policiers à improviser pour gérer la circulation. Ils se sont ensuite dirigés sur le boulevard Saint-Laurent.

Les automobilistes devront donc s'armer de patience dans le secteur à l'approche de l'heure de pointe. «Le peuple uni jamais ne sera vaincu», «révolution» et «assez, c'est assez, la paix sociale est terminée», scandent entre autres les bruyants manifestants, qui marchent au son de percussions.

Les étudiants de l'ASSE ont décrété une grève d'une journée pour prendre part à cette action.



Le cortège étudiant s'est ébranlé depuis le parc Émilie-Gamelin pour se diriger sur le boulevard René-Lévesque.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Pour l'heure, la manifestation se déroule dans le calme.

## CANOE INFO : Montréal : Manif prévue cet après-midi Parc Émilie-Gamelin – jeudi 26 mars 2009, 10h22

La Presse Canadienne

Des étudiants et militants de syndicats et de groupes communautaires comptent signifier leur opposition à l'intrusion du privé dans les services publics en participant à une manifestation cet après-midi à Montréal.

Des membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) organisent cette protestation. Leur association regroupe plus de 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec.

L'association étudiante revendique un réinvestissement massif dans les programmes publics. Elle souhaite dénoncer la logique du privé qui prévaut dans les institutions publiques et qui touche l'ensemble des sphères sociales. Selon elle, cette logique, trop souvent présentée comme une panacée, vient priver la population d'un accès égalitaire aux services publics, diminue la qualité de ceux-ci et accentue les clivages sociaux.

Son porte-parole, David Clément, affirme qu'il faut notamment résister face aux attaques continues à l'égard des cégeps et des universités. Il craint que le système d'éducation au Québec ressemble bientôt à une usine fournissant des ressources humaines modelées au besoin du privé.

Le départ de la manifestation aura lieu à 14h30, au Parc Émilie-Gamelin.

(GES), soit 905 tonnes de CO2 ou l'équivalent de 328 autos.

Le Cégep, qui veut être perçu comme un modèle d'établissement «écoco-responsable», devait doubler d'efforts puisque la consommation d'énergie était déjà basse. Pas moins de 18 mesures seront implantées, dont un système de géothermie au campus de Québec. La géothermie utilise l'eau

chaude enfouie dans les profondeurs du sol pour chauffer ou climatiser.

Un mur solaire sera installé au campus de Charlesbourg et des capteurs solaires à celui de Québec. On mise aussi sur l'installation de hottes intelligentes dans les cuisines, qui modulent en fonction du type d'activités de cuisson, de même que de détecteurs de mouvement dans les clas-

ses, qui ferment l'éclairage mais aussi diminuent le chauffage et la climatisation quand il n'y a plus personne.

Ces travaux majeurs «visent l'amélioration du confort des usagers tout en diminuant les impacts sur l'environnement», peut-on lire dans le bulletin interne du Cégep.

## MÉTRO : Des étudiants du Collège Ahuntsic manifestent avec de la nourriture – Jeudi 26 mars 2009

**COLIN L'ÉRIGER, MÉTRO**

L'association étudiante du Collège Ahuntsic distribue gratuitement de la nourriture depuis plus d'une semaine pour s'opposer au renouvellement des services de leur cafétéria sans appel d'offres. Le moyen de pression semble fonctionner puisque les étudiants et la direction ont tous deux observé une baisse de la fréquentation de la cafétéria. Réunis en assemblée générale, les étudiants se sont prononcés à l'unanimité contre un contrat octroyé sans appel d'offres. «Ce n'est pas tant la compagnie, le problème, mais le processus», a

affirmé le président de l'Association générale étudiante du Collège Ahuntsic (AGECA), Hadrien Parizeau.

Malgré ce moyen de pression original, M. Parizeau ne croit pas que la direction reviendra sur sa décision.

Même si la direction du Collège Ahuntsic était en droit de renouveler sans appel d'offres le contrat de la compagnie Aramark, la décision du comité exécutif a créé un malaise au sein de la communauté étudiante.

«En analysant le contrat, les sondages de satisfaction et la qualité des relations avec le concessionnaire, il nous apparaissait plus intéressant de continuer à coopérer avec Aramark», a expliqué le directeur général du Collège Ahuntsic, Luc Demers. Pour les étudiants, les justifications de la direction sont insuffisantes.

Malgré un taux de satisfaction de plus de 70 % chez les clients des services de la cafétéria, les étudiants soulignent qu'il y a beaucoup de plaintes concernant la qualité des aliments et le rapport qualité-prix.

## LA TRIBUNE : Bishop's et le Cégep signent une entente DEC-BAC – Lundi 23 mars 2009

**La Tribune**

(SHERBROOKE) L'Université Bishop's et le Cégep de Sherbrooke faciliteront le passage entre les deux programmes Techniques de comptabilité et de gestion et Gestion de commerces vers le programme universitaire de Baccalauréat en administration des affaires.

La nouvelle passerelle sera offerte dès l'automne 2009. Les deux établissements d'enseignement ont signé un protocole d'entente interordres afin

d'officialiser cette nouvelle offre de formation DEC-BAC.

Concrètement, les diplômés du Cégep en Techniques de comptabilité et de gestion et en Gestion de commerces pourront poursuivre leurs études à l'Université Bishop's en se voyant reconnus jusqu'à huit cours universitaires (24 crédits) au Baccalauréat en administration des affaires.

Cela peut représenter l'économie d'une année d'études au baccalauréat, indique un communiqué.

Toutefois, pour bénéficier de cette entente, les diplômés du Cégep devront avoir développé une aisance en communication orale et écrite en anglais. Ils devront avoir démontré un intérêt à poursuivre des études universitaires leur permettant de maîtriser autant la langue de Shakespeare que celle de Molière.

## RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : Budget : Les étudiants exposent leurs demandes - Mise à jour le dimanche 15 mars 2009 à 16 h 00

À quatre jours du dépôt du budget, les associations d'étudiants interpellent le gouvernement de Jean Charest. C'est notamment le cas de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui réclament un nouveau régime de prêts et bourses.

Les deux fédérations estiment que le régime actuel doit être complètement revu pour qu'il corresponde à la nouvelle réalité économique des étudiants.

Elles déplorent que le régime de prêts et bourses n'ait été indexé qu'à six reprises au cours des 15 dernières années. De plus, les étudiants veulent que soit haussé le calcul du revenu familial à partir duquel les parents doivent contribuer financièrement aux études de leur enfant. Rappelons

que le seuil de revenu est actuellement de 30 000 \$.

« Partout ailleurs au Canada, c'est à partir d'un seuil de 60 000 \$ que les parents sont appelés à commencer à faire une contribution. Or, au Québec, c'est à partir de 30 000 \$. [...] On se fie aux recommandations du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, qui recommande de hausser le seuil à 45 000 \$ au Québec, ce qui serait raisonnable », explique David Paradis, président de la FEUQ.

### Fonds des générations

De leur côté, les jeunes du Parti libéral du Québec (PLQ), réunis en fin de semaine à Saint-Côme, dans Lanaudière, pressent le gouvernement Charest de ne pas toucher au Fonds des générations.

Ils souhaitent que le gouvernement ne se serve pas de la récession et de ses répercussions sur les finances publiques pour piger dans le Fonds des générations ou encore pour suspendre ses contributions durant quelques années.

Les jeunes libéraux ont tenu à souligner que ce fonds, créé en 2007, vise à réduire le poids de la dette pour les générations futures.

« Je ne peux pas croire que là, on arrive et on dit: "Le contexte actuel justifie qu'on suspende les versements". On a des objectifs à long terme, on a une valeur d'équité intergénérationnelle à défendre », affirme Julien Gagnon, président de la Commission jeunesse du PLQ.

Les jeunes libéraux estiment que même en contexte difficile, l'État a le devoir de nourrir ce fonds.

## LE DEVOIR : Francine Senécal réclame un million: la conseillère municipale poursuit le Cégep du Vieux Montréal qui l'avait embauchée puis congédiée avant même qu'elle n'entre en fonction – Édition du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009

**Kathleen Lévesque**

Francine Senécal croyait retourner vers ses premières amours, le milieu de l'éducation, quand elle a accepté le poste de directrice générale du Cégep du Vieux-Montréal. C'était avant que le vent se mette à souffler sur la Société d'habitation et de développement de Montréal, que dirigeait son mari. Aujourd'hui, Mme Senécal poursuit le cégep qui l'a embauchée mais jamais employée. L'ancienne vice-présidente du comité exécutif de Montréal, Francine Senécal, vient d'intenter une poursuite de plus d'un million de dollars contre le Cégep du Vieux-Montréal pour rupture de contrat et atteinte à sa réputation.

Dans la tourmente qui a secoué la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) dirigée par son conjoint, Martial Fillion, jusqu'à l'automne dernier, Mme Senécal a vu son contrat de directrice générale du Cégep du Vieux-Montréal lui glisser des mains. S'estimant injustement éclaboussée par l'enquête sur la SHDM qui a entraîné le congédiement de son conjoint, Mme Senécal cherche à obtenir réparation.

Dans la requête déposée en Cour supérieure, Mme Senécal dénonce le comportement du Cégep du Vieux-Montréal, qui a résilié «son engagement sans motif valable et de façon publique». Dix jours après avoir embauché Mme Senécal, le cégep a mis sur pied un comité pour revoir sa

décision en regard des allégations de favoritisme qui pesaient alors sur la SHDM. En janvier, l'établissement concluait que Mme Senécal n'a pas su rétablir le lien de confiance avec la communauté du collège.

Francine Senécal continue aujourd'hui à soutenir qu'elle n'a jamais été en situation de conflit d'intérêts. Comme vice-présidente du comité exécutif, elle épaulait le président d'alors, Frank Zampino, de qui relevait la SHDM. Au cœur de la controverse, on retrouve de nombreuses irrégularités dans le projet immobilier Contrecœur qui ont été confirmées dans un rapport d'experts.

Deux semaines avant que la situation ne soit étalée dans les médias, Mme Senécal avait démis-



sionné de ses fonctions pour retourner dans le milieu de l'éducation. Ainsi, Mme Senécal estime avoir perdu 13 000 \$ en salaire à titre de vice-présidente et 125 000 \$ représentant une année de salaire pour son poste de directrice générale du cégep Lionel-Groulx, duquel elle était en congé avant de se lancer en politique.

Mais surtout, Francine Senécal réclame la somme de 140 000 \$ par année, et ce, pour les cinq ans

prévus au contrat avec le Cégep du Vieux-Montréal. Il s'agit d'un montant de 700 000 \$. S'ajoute une somme de 250 000 \$ à titre de dommages à la réputation, pour une somme globale de 1 088 000 \$.

Le cégep aurait tenté de convaincre Mme Senécal de démissionner d'elle-même. «Si elle démissionnait, elle venait en fait reconnaître qu'elle avait commis un tort, qui aurait entaché toute sa car-

rière, alors que ce n'était aucunement le cas, et si elle refusait, elle serait obligée de faire face à un adversaire qui utiliserait des fonds publics pour la combattre», explique-t-on dans la requête.

Francine Senécal est toujours conseillère municipale. Quant au dossier de la SHDM, le vérificateur général de Montréal doit remettre son rapport sur la question au plus tard le 27 avril.

## 24 HEURES : Le Cégep du Vieux-Montréal poursuivi pour 528 000\$ - Mercredi 11 mars 2009

Stephane Tremblay

Le Cégep du Vieux-Montréal doit répondre d'une poursuite de 528 000\$ de la part de celle qui a été embauchée comme directrice générale, mais qui ne l'a jamais été.

Francine Senécal a déposé une poursuite au palais de justice de Montréal accusant le Cégep du Vieux-Montréal de rupture de contrat.

Après avoir passé une série d'entrevues et de tests, Mme Senécal est retenue en 2008 pour occuper le poste de directrice générale de l'institution scolaire. Son contrat devait débuter le 5 janvier 2009 et se terminer le 5 janvier 2014.

Le lendemain de sa nomination, elle informe les représentants du cégep qu'elle remettait sa démission à titre de vice-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal afin d'éviter des apparences de conflits d'intérêts. C'est que Mme Senécal a été élue conseillère municipale en 2001. Le 10 octobre 2008, un article publié dans un quotidien montréalais laissait sous-entendre qu'il y avait un lien entre la démission de Mme Senécal et une enquête menée sur certaines transactions de la Société d'habitation de Montréal (SHDM), dont le directeur général Martial Filion, est le conjoint de la principale intéressée dans cette affaire.

Dans le but d'être rassurée, Francine Senécal a alors consulté deux avocats qui ont conclu qu'elle n'était aucunement en conflit d'intérêts.

À sa grande surprise, Mme Senécal apprenait le 24 novembre 2008 que le cégep cherchait à éviter ses obligations et à résilier le contrat déjà conclu, mais qu'elle pouvait éviter cet embarras en démissionnant. Ce qu'elle refuse.

Dénonçant que la résiliation de son contrat ait été annoncée dans les médias, elle demande 250 000\$ pour atteinte à sa réputation.

Au Cégep du Vieux-Montréal, elle devait toucher un salaire annuel de 140 000\$.

## RADIO-CANADA / ESTRIE : Cégep de Sherbrooke : Une conférence qui dérange - Mise à jour le mardi 10 mars 2009 à 16 h 53

Des enseignants du cégep de Sherbrooke voient d'un mauvais oeil la tenue d'une conférence sur le créationnisme dans un des locaux de l'établissement jeudi. Le fondateur du groupe Origine Création (OC), Michel Couillard, doit offrir une présentation sur cette théorie, qui affirme que la vie a été créée par une puissance divine.

Une demande a été adressée à la direction du cégep pour que la conférence soit annulée, mais la requête a été rejetée.

Pour Philippe Langlois, un enseignant en philosophie, OC est une organisation fondamentaliste, dont les croyances vont à l'encontre de l'enseignement scientifique. L'association étudiante s'oppose aussi à la venue du conférencier. Le regroupement estime que le cégep est un établis-

sement laïc, et non un endroit pour exprimer des croyances.

De son côté, la direction de l'établissement se défend en disant que la rencontre a été organisée par un groupe d'étudiants évangélistes et qu'elle reflète l'esprit d'ouverture du cégep.

Devant le refus de la direction de faire marche arrière, les enseignants promettent de manifester leur désaccord jeudi.

## LE DEVOIR : Inscriptions en hausse dans les cégeps - Édition du samedi 07 et du dimanche 08 mars 2009

Clairandree Cauchy

Les cégeps ont la cote. Alors qu'on anticipait une légère diminution en raison de l'évolution démographique, les collèges de la grande région de Montréal et de l'ouest du Québec enregistrent une augmentation de 4,3 % du nombre de demandes d'admission, soit 4265 dossiers de plus. Les données rendues publiques hier par le Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM) montrent une hausse de 5,2 % des demandes dans la grande région de Montréal et de 2,9 % dans les cégeps situés en région (ouest du Qué-

bec). Dans la capitale nationale et l'est du Québec, la croissance des demandes est de 0,7 % par rapport à l'année dernière, selon les données obtenues auprès du SRACQ.

La croissance s'observe principalement dans les programmes techniques (6,9 %). Bonne nouvelle: des secteurs qui connaissent des pénuries de main-d'œuvre affichent de fortes croissances. C'est le cas des sciences infirmières, où l'augmentation du nombre de demandes d'admission a été de 27 %. Les autres techniques biologiques (liées au domaine de la santé) enregistrent une hausse de

15 % des demandes. L'intérêt est aussi marqué du côté des techniques de l'informatique, avec une croissance de 15 %.

On constate toutefois une diminution des demandes dans les techniques administratives (-8 %) et en technologie du génie électrique, où la diminution cumulative depuis sept ans est de 48 %.

De toutes les demandes reçues par le SRAM, 51 % visaient des programmes techniques. L'augmentation est plus modeste du côté du secteur préuniversitaire, soit 1,6 %.

## JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Controverse sur la création au Cégep de Sherbrooke - Samedi 07 mars 2009

Le Cégep de Sherbrooke oïnnra ses locaux, jeudi prochain, à un conférencier créationniste qui croit que les humains et les dinosaures ont cohabité, il y a quelques milliers d'années, et que la théorie de Darwin sur l'évolution n'est que pur mensonge. La tenue de cette conférence de Michel Couillard, du mouvement Origine Création, provoque la colère de dizaines d'enseignants et d'étudiants du Cégep qui tentent depuis plusieurs jours de la faire annuler.

« Nous croyons que le message véhiculé dans cette conférence va à l'encontre de la mission du

Cégep qui est la transmission de la connaissance scientifique », a expliqué Steve McKay, professeur de philosophie au cégep sherbrookoïis.

Le groupe d'enseignants fait circuler une pétition et espère toujours arriver à convaincre la direction du Cégep de faire marche arrière. Selon lui, les créationnistes ont tout le loisir d'exprimer leurs idées dans leurs lieux de culte ou ailleurs dans la sphère publique.

« Ils cherchent à se coller sur des institutions publiques comme le Cégep pour crédibiliser leur message », croit-il.

Sur le site du mouvement Origine Création, on peut lire que « les faits du monde réel se conforment à la Bible et la confirment également » et que « la Bible est le seul fondement pour l'interprétation de tous les aspects de la réalité ». D'autres conférences données par M. Couillard répondent aux questions suivantes : « Les hommes et les dinosaures ont-ils cohabité ensemble? » et « Y avait-il des dinosaures dans l'arche de Noé? ».

## LE DEVOIR : Une formation continue arrimée aux besoins - Les cégeps se mobilisent pour l'emploi - Édition du mercredi 05 mars 2009

Pierre Vallée

La formation continue au cégep poursuit son développement, et sa clientèle augmente et se diversifie. Pour répondre aux multiples besoins, les cégeps ont mis en place une offre de services

concertée, souple et bien arrimée à la réalité du terrain. «Notre offre de formation continue cherche à répondre aux attentes à la fois des adultes et des employeurs et elle se veut en adéquation avec les besoins du milieu auquel elle s'adresse»,

précise Brigitte Bourdages, directrice de la formation continue au Cégep Marie-Victorin et présidente de la Commission des affaires sur la formation continue de la Fédération des cégeps. Personnes immigrantes

Les personnes immigrantes représentent aujourd'hui une part importante de la clientèle de la formation continue dispensée par les cégeps. Dans certains cégeps de Montréal, les immigrants composent plus de la moitié des personnes adultes inscrites à la formation continue. «La clientèle immigrante est très importante à Montréal, mais on la voit maintenant apparaître en région, et ce sont souvent les cégeps qui ont le mandat de l'accueillir.»

Si la formation continue au cégep sert en partie à la francisation des immigrants, elle permet surtout à plusieurs d'entre eux d'acquérir une formation pertinente. «La formation continue au cégep favorise l'intégration économique et sociale de la personne immigrante, puisqu'elle lui permet ensuite de mieux s'intégrer au marché du travail.»

Dans certains cas, la formation continue au cégep permet à un immigrant fortement scolarisé d'aller sur le marché du travail en attendant que sa situation professionnelle soit régularisée, par exemple un dentiste qui aurait suivi une formation d'hygiéniste dentaire.

Par ailleurs, la reconnaissance des acquis, des personnes immigrantes ou non, est l'une des préoccupations des cégeps en matière de formation continue. «Nous avons mis en place un service de reconnaissance des acquis qui tient compte des acquis scolaires, mais aussi de l'expérience de travail, et nous fournissons ensuite la formation manquante. Nous avons aussi des discussions avec les ordres professionnels, dont l'Ordre des infirmières et des infirmiers, pour établir des balises en vue de la reconnaissance des acquis. Mais comme une partie de notre clientèle veut exercer un métier qui n'est pas régi par un ordre professionnel, nous travaillons avec d'autres associations et d'autres groupes.»

Des employeurs se pointent

De plus en plus, les entreprises et les employeurs frappent à la porte des cégeps afin de combler leurs besoins en formation. «Dans certains cas, les entreprises nous appellent pour former des

gens à l'interne, dans d'autres cas, elles ont besoin de recruter et de former de nouveaux employés. Peu importe le cas, nous sommes en mesure de fournir une formation adaptée aux besoins de l'employeur.» De plus, l'offre de services en formation continue d'un cégep tient toujours compte des besoins du marché du travail et de la région où il se situe. «En région, le cégep est un acteur économique important et il contribue au développement économique de sa région.»

Si certains employeurs font la démarche seuls, plusieurs ont recours à Emploi-Québec. «Beaucoup de nos programmes de formation pour les entreprises se font en collaboration avec Emploi-Québec et l'employeur. Ce dernier a souvent besoin d'un coup de pouce, et la clientèle est une clientèle adulte qui doit aussi assurer sa subsistance.»

La formation continue peut servir aussi à retenir les employés lorsque la situation devient plus difficile pour une entreprise. «Lorsqu'on doit mettre un employé en chômage, on peut en profiter pour le former plutôt que de risquer de le perdre tout simplement, parce qu'il va nécessairement chercher à se trouver du travail ailleurs. Et lorsque la production reprend, l'employé retrouve son travail et en plus il est mieux formé.»

De nouveaux besoins apparaissent

Une clientèle plus diversifiée et une offre de services plus variée ont mis en lumière une série de nouveaux besoins auxquels la formation continue doit maintenant répondre. «On s'est rendu compte que, dans certaines formations, on avait une clientèle qui était très éloignée du marché du travail et donc des habitudes de travail. Il faut donc, avec cette clientèle, travailler au préalable sur le comportement, comme la ponctualité et le travail en équipe, si on veut que la formation fonctionne.»

Il y a aussi les lacunes dans la formation de base des personnes qui s'inscrivent à la formation continue. «Par exemple, on peut mettre en place une formation particulière en entreprise et s'apercevoir que les personnes qui y participent ont

aussi besoin d'une mise à niveau en français.» S'ajoutent les problèmes d'apprentissage. «Prenez une personne dyslexique. On a l'obligation de la former, mais le problème est bien réel.»

L'intégration au marché du travail des personnes immigrantes exige aussi un effort supplémentaire. «Même si elles sont bien formées, ce sont des personnes de cultures différentes et leur intégration dans une entreprise n'est pas toujours facile. C'est la raison pour laquelle nous offrons un service d'accompagnement aux entreprises qui embauchent des travailleurs immigrants.»

Une offre de services souple

Outre le DEC, la formation continue passe en grande partie par la formation menant à une AEC (attestation d'études collégiales), une formation moins lourde, moins longue et, pour ces raisons, plus accessible à une clientèle adulte possédant déjà une formation de base.

«Mais nous avons aussi développé une série de microprogrammes qui permettent aux personnes qui sont sur le marché du travail d'aller chercher une formation et une expertise plus pointues.» Les programmes de formation tiennent aussi compte des contraintes de la vie adulte et sont donc plus souples quant à l'horaire, par exemple, avec des cours offerts le soir. On n'hésite pas non plus à se servir des nouvelles technologies. «Nous avons même mis en place des programmes hybrides dont une partie de la formation se fait en classe et l'autre partie, au domicile.»

Selon Brigitte Bourdages, la force des cégeps en formation continue repose, entre autres, sur deux principes. «Il y a la qualité du service évidemment, mais aussi le délai de réponse. Nous sommes très créatifs et très novateurs en matière de formation continue et nous offrons beaucoup de souplesse, de sorte que nous sommes en mesure de répondre rapidement et adéquatement aux besoins de la clientèle, individus comme entreprises.»

Collaborateur du Devoir

## Universités québécoises

### LE DEVOIR : L'Université de Montréal s'enfonce dans les déficits - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 mai 2009

Clairandrée Cauchy

L'Université de Montréal n'arrive pas à reprendre en main ses finances et s'enfonce de plus en plus dans les déficits. Le budget, qui sera présenté aux instances de l'Université la semaine prochaine et dont Le Devoir a obtenu copie, fait état d'un déficit accumulé de 153,8 millions en juin 2010 et d'un déficit de fonctionnement de 14,9 millions pour l'année courante.

Dans son dernier budget pro forma pour l'année 2008-09, la direction de l'Université estimait pourtant être en mesure de renouer avec l'équilibre budgétaire en 2009-10, au prix de douloureuses compressions. De toute évidence, c'était mission impossible. Non seulement le budget proposé pour l'année prochaine n'est pas équilibré, mais il présente en plus un déficit de fonctionnement encore plus important que celui enregistré pour l'année qui s'achève. Si le déficit anticipé de 14,9 millions est confirmé, le déficit accumulé de l'Université de Montréal serait de 153,8 millions en juin 2010.

Signe que la situation budgétaire est particulièrement difficile, l'UdeM termine son année 2008-09 avec un déficit de 10,1 millions, plutôt que les 7,8 millions prévus. L'écart est principalement attri-

bué à une hausse des cotisations au régime de retraite puisque l'UdeM a procédé à une évaluation actuarielle au cours de l'année 2008, alors que les marchés boursiers avaient déjà amorcé leur chute.

Dans le message qui accompagne le budget, le vice-recteur exécutif, Guy Breton, jette le blâme sur la «structure de financement en décalage complet avec celle des établissements universitaires des autres provinces canadiennes», soulignant notamment que les indexations de revenus consenties par les gouvernements ne sont pas à la hauteur des augmentations réelles des coûts de systèmes.

«Dans un environnement où les coûts de système sont supérieurs à leur financement et où le soutien à la recherche est singulièrement sous-financé, ces sous-indexations de coûts alliées à des compressions directes placent l'Université dans une situation intenable quant au maintien de sa mission d'enseignement, de recherche et de rayonnement intérieur», fait valoir M. Breton.

Le document laisse déjà entrevoir de douloureuses compressions et la poursuite des mesures d'austérité déjà en vigueur l'an dernier. Ainsi, les professeurs et les autres employés qui partiront

d'ici décembre ne seront pas remplacés. Cette mesure pourrait même se poursuivre après cette date. La direction centralise par ailleurs tout le processus de recrutement.

«Toutes les unités seront forcées de procéder à des réductions de dépenses dont l'impact ne manquera pas de se faire sentir partout sur le campus», ajoute le responsable du budget, M. Breton, dans son adresse à la communauté universitaire. Il y précise qu'outre l'exercice de révision des différents postes budgétaires à l'interne, des représentations seront aussi faites «à l'externe».

Soulignons que l'Université de Montréal avait déjà vu ses subventions conditionnelles retenues par le passé par le gouvernement du Québec en raison de ses difficultés financières, ce qui lui avait valu d'importants frais d'intérêts.

Le budget sera présenté lundi prochain à l'assemblée universitaire de l'établissement. Notons par ailleurs que le Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM) est actuellement en processus de négociation de sa convention collective.



## LE DEVOIR : Université d'Ottawa - Pour une culture de service : Le recteur veut développer davantage la stratégie internationale de l'établissement - Édition du samedi 02 et du dimanche 03 mai 2009

Brigitte Saint-Pierre

Améliorer la qualité de l'expérience étudiante, développer davantage la stratégie internationale et offrir aux membres de la communauté universitaire des occasions de se mettre au service de leur communauté, de leur pays ou du monde: voilà les trois grandes priorités d'Allan Rock, recteur et vice-chancelier de l'Université d'Ottawa, l'établissement qui accueille cette année le congrès de l'Acfas.



L'Université d'Ottawa ouvrira l'automne prochain un bureau où des conseillers proposeront aux étudiants des occasions de se mettre au service de leur communauté, de leur pays ou du monde.

Il pourra s'agir de bénévolat, de stages, d'échanges, d'emplois ou de travail auprès d'une organisation non gouvernementale (ONG), d'un organisme gouvernemental ou d'une entreprise. Le lieu et le moment des expériences varieront. Celles-ci pourront notamment avoir lieu durant l'été, lors d'une année de congé ou à la fin des études et se dérouler à Ottawa, dans une collectivité autochtone au Canada ou dans un pays en développement. Un diplômé en sciences de la santé pourrait par exemple transmettre des connaissances spécialisées ou encore participer à une intervention de Médecins sans frontières.

«D'ici trois à cinq ans, mon objectif, c'est que le service aux autres ou le service du monde fasse partie intégrante de notre identité comme université», affirme Allan Rock, recteur et vice-chancelier de l'Université d'Ottawa.

Une autre des priorités du recteur consiste à développer davantage le volet international de l'université. M. Rock évoque par exemple une augmentation des échanges d'étudiants et de professeurs et une participation accrue à des réseaux de recherche internationaux.

Le recteur souhaite aussi améliorer la qualité de l'expérience étudiante sur le campus. Cet objectif englobe différents aspects, dont la diminution du

ratio professeur-étudiants et l'accessibilité accrue des services aux étudiants.

### Promotion des langues officielles

Dans sa planification stratégique, «Vision 2010», l'Université d'Ottawa s'était notamment fixé pour objectif de jouer un rôle de leadership en ce qui concerne les langues officielles. «L'Université d'Ottawa est la plus grande université bilingue en Amérique du Nord», fait valoir M. Rock. Le recteur affirme que l'établissement joue un rôle-clé pour la population franco-ontarienne et pour la population francophone en général.

«Nous sommes très fiers de notre rôle de chef de file dans un réseau qui vise à favoriser la formation de professionnels dans le domaine de la santé, en français, pour que nous puissions offrir des services en français aux francophones qui sont dans une situation minoritaire, indique M. Rock. C'est drôle parce que cette démarche, ce réseau financé par le fédéral, a été conçue lors de mon passage comme ministre de la Santé. Cela a été amorcé à la fin des années 1990. Maintenant, je me trouve comme recteur de l'université qui est chef de file dans l'implantation de cette approche.»

Le Consortium national de formation en santé regroupe des établissements d'enseignement universitaires et collégiaux présents dans différentes provinces canadiennes. Dans ce cadre, l'Université d'Ottawa a ajouté des places dans des programmes d'études liés au domaine de la santé pour permettre à un plus grand nombre de francophones issus d'un milieu minoritaire d'y accéder. Ces diplômés pourront ensuite offrir des services en français dans des collectivités francophones en situation minoritaire.

### Axes de recherche prioritaires

La santé est l'un des axes prioritaires retenus pour le développement de la recherche à l'Université d'Ottawa. L'établissement abrite notamment un institut de cardiologie et est le siège du Réseau canadien contre les accidents cérébrovasculaires et du Réseau de cellules souches. L'université s'intéresse à la santé des populations, à la santé des femmes, à la promotion de la santé et aux soins de santé, aux neurosciences, aux sciences cardiovasculaires et à la médecine régénérative. Des chercheurs actifs en médecine et dans d'autres disciplines des sciences de la santé effectuent de la recherche dans ces domaines. «C'est devenu maintenant une activité multidisciplinaire, qui met à contribution le droit, les sciences de la gestion, les sciences humaines et sociales ainsi que les sciences naturelles et le génie», ajoute M. Rock.

Les sciences moléculaires constituent un autre axe prioritaire en matière de développement de la recherche. «Elles peuvent déboucher sur des percées majeures dans les domaines de la santé et de l'environnement. Elles soulèvent aussi des défis éthiques et juridiques», dit le recteur. Une approche multidisciplinaire est également mise de l'avant. Des recherches sont menées sur la biologie moléculaire et la biologie des systèmes, sur les produits biopharmaceutiques, sur la catalyse et la nanotechnologie et sur la génomique écologique.

Un autre axe prioritaire concerne la cybersociété. L'université souligne que les nouvelles technologies ouvrent la porte à des innovations dans différents domaines, notamment en santé, dans le monde des affaires, en éducation, en droit relatif à Internet et dans les arts visuels. L'établissement effectue des recherches sur des technologies-clés, sur les transactions électroniques, sur les médias et les communications numériques, sur la sûreté et la sécurité et sur des liens entre la technologie et la société.

L'Université d'Ottawa privilégie aussi la recherche ayant trait au Canada et à sa place dans le monde. Les thèmes de recherche incluent les droits de la personne, la francophonie, le développement durable, la gouvernance et les politiques publiques, les langues officielles et le bilinguisme ainsi que le bijuridisme.

### Bilan et nouvelle planification stratégique

L'un des objectifs de la planification stratégique «Vision 2010» était d'ancrer l'université dans le milieu de la capitale fédérale. D'autres objectifs concernaient le volet international, la recherche, l'enseignement, le bien-être de la communauté universitaire et la gouvernance.

Dans un document publié en mars dernier, le recteur affirme que plus de 150 des quelque 200 initiatives prévues avaient été réalisées ou étaient sur le point de l'être. Cela inclut la mise sur pied d'un institut des langues officielles et du bilinguisme, l'ouverture d'un centre de formation continue, la création d'un poste de directeur aux relations gouvernementales, la signature d'ententes de collaboration internationale, la création de nouveaux programmes d'études supérieures et le lancement d'un programme d'apprentissage par l'engagement communautaire.

L'Université d'Ottawa travaille actuellement à l'élaboration de sa prochaine planification stratégique. «On va bâtir sur la fondation qui a maintenant été établie et on va exprimer d'ici quelques mois nos ambitions pour la prochaine étape», indique le recteur.

## JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : L'UdeM rapatrie ses étudiants - Mercredi 29 avril 2009

Préoccupée pour la santé de ses étudiants qui séjournent dans la capitale mexicaine, l'Université de Montréal a annoncé hier qu'elle procédait à leur rapatriement. Ceux-ci seront ramenés au pays dans les plus brefs délais, a indiqué l'institution.

L'Université invite les membres de son personnel et ses étudiants à « reporter toute visite [...] au Mexique jusqu'à nouvel ordre. »

À l'UQAM, le voyage d'études d'un groupe d'étudiants en gestion, qui devaient partir la semaine prochaine pour le Mexique, a été annulé.

L'institution fera le point sur la situation aujourd'hui.

L'Université McGill a elle aussi resserré ses règles vis-à-vis des voyages au Mexique, en indiquant hier qu'elle « ne peut autoriser ses étudiants à s'y rendre. »

## MÉTRO.COM : Formation : La crise n'atteint pas les départements d'économie - Mardi 28 avril 2009 00:02

FRÉDÉRIC KHALKHAL  
MÉTRO

«De toute l'histoire du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal, il n'y a jamais eu autant d'étudiants qu'aujourd'hui et

c'est une tendance générale en Amérique du Nord», déclare le directeur du Département de sciences économiques de l'Université de Montréal, Michel Poitevin.

Depuis deux ou trois ans, chaque année, l'institution connaît une augmentation croissante du nombre d'étudiants s'inscrivant en économie. «Il est peut-être un peu tôt pour savoir si la crise économique influe en bien ou en mal sur les

inscriptions au sein du Département, précise M. Poitevin. Les choix de programmes ont été faits bien avant la situation actuelle. Mais la crise économique pourrait susciter un intérêt particulier pour cette discipline.»  
Même son de cloche du côté du directeur du programme de sciences économiques de l'UQAM, Stéphane Pallage. «Au cours des 10 dernières années, il y a eu une très forte hausse des inscriptions au Département d'économie de l'UQAM, et en période de crise, ce chiffre a tendance à

augmenter, indique-t-il. Nous ferons le bilan l'an prochain.»

#### Le vent dans les voiles

Ce qu'on peut dire pour l'instant, et les statistiques ne trompent pas, c'est que la matière a le vent dans les voiles. À l'Université de Montréal, le nombre de nouveaux étudiants en économie a augmenté de 25 % entre les années scolaires 2006-2007 et 2007-2008. Et plus l'étudiant avance dans son cursus universitaire, plus il aura de chances de trouver un emploi.

«Ceux qui veulent faire carrière en économie doivent détenir au moins une maîtrise, estime M. Poitevin. Il est facile pour eux de trouver un emploi. L'économie est une formation très pertinente pour se frayer un chemin sur le marché du travail.»

Encore une fois, Stéphane Pallage partage cette opinion et reste très optimiste malgré la crise. «Il y a beaucoup d'emplois dans le secteur, et je ne crois pas que les étudiants auront plus de mal qu'avant à trouver un emploi à cause de la crise», mentionne-t-il.

## RUEFRONTENAC.COM : Université de Sherbrooke: les coûts du campus de Longueuil respectés - Mise à jour le Jeudi, 23 avril 2009 13:52

Écrit par Jean-Philippe Pineault

Alors que l'UQAM paie encore pour les dégâts de sa dérive immobilière, l'Université de Sherbrooke prévoit respecter les délais et les coûts de son nouveau campus de Longueuil, qui sera inauguré en grande pompe dans un mois jour pour jour.

«Tout est exactement comme ça devait être. On respecte les coûts de 125 M\$ et le bâtiment va être terminé fin 2009 comme prévu», a expliqué Caroline Dubois, porte-parole de l'université, à RueFrontenac.com.

Le campus, situé au métro Longueuil et qui doit être terminé à la fin de 2009, accueillera ses

premiers étudiants dès janvier 2010. Environ 10 000 étudiants fréquenteront l'établissement.

Les spécifications de la tour de 16 étages seront dévoilées le 22 mai lors d'une présentation de l'actuel recteur de l'institution, Bruno-Marie Bécharde, qui quittera ses fonctions à la fin du mois.

## LE DEVOIR : Il était autrefois devant un tableau noir - Édition du samedi 25 et du dimanche 26 avril 2009

Normand Thériault

L'université, c'est quoi? Des auditoriums vastes? Des bibliothèques bien fournies? Des lieux où la parole a priorité sur toute autre activité humaine? Des étudiants qui se promènent cartables sous le bras? Nenni. On mesure aujourd'hui la valeur d'un établissement aux résultats obtenus par la recherche qui s'y pratique.

La semaine dernière, un responsable de l'Université de Montréal témoignait de l'importance de son établissement en faisant état non pas du nombre des étudiants qui y sont inscrits, ni de la qualité des cours qui s'y donnent, non pas en citant la beauté du site qui l'accueille, ni en établissant le nombre des édifices dans lesquels il se déploie, mais plutôt en soulignant que, dans le domaine des subventions reçues à des fins de recherche, l'établissement se classe en deuxième place au Canada, ne cédant sur ce sujet que devant l'Université de Toronto.

En France, ces mêmes jours, on fait tout pour corriger une session scolaire mise en mal. Dans plus d'une université, dix semaines après la reprise normale des cours, soit au retour du congé de Noël et du Nouvel An, aucun cours n'a encore été donné et déjà se pointe à l'horizon, soit dans cinq semaines, le temps des examens de fin d'année scolaire (si la situation est similaire à celle qui prévaut dans notre UQAM, où là la «relâche» a maintenant duré huit semaines, il y a toutefois une différence: les chargés de cours -- et ils et elles sont nombreux -- professent, et donc des cours ici se donnent).

S'il y a grève des enseignants en France, et normalement ils reçoivent le plein appui de la masse étudiante, c'est qu'on dénonce là-bas une réforme à la Sarkozy qu'a lancée une Valérie Pécresse: on établirait un réseau de grandes universités, toutes généreusement soutenues, et le critère premier

pour établir la valeur de chaque élément du réseau serait la qualité de la recherche qui y serait produite et de son inscription sur une échelle fonctionnant sur un mode international.

Donc là, comme ici dans plus d'une tribune, on craint les tentatives de transformation politique de l'institution universitaire. Au Québec, on veut modifier la composition des conseils d'administration. Au Canada, on veut que le fonctionnement de la recherche et les sommes qui y sont rattachées soient déterminés non par les demandes du milieu, mais en fonction des priorités que le gouvernement se donne (il y aurait une université à Oshawa que son premier mandat serait d'assurer la survie d'une GM qui a dépensé son argent à vouloir faire des profits plutôt qu'à assurer la survie de l'industrie automobile!). En France, on veut par ailleurs créer de petites Harvard ou UCLA, quitte à faire en sorte que les héros du passé, ces philosophes d'un autre temps, aillent s'il le faut se faire voir ailleurs: on parle donc d'une université qui serait obligatoirement rentable.

#### Cours ou labos?

Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle race universitaire. La priorité n'est plus donnée à l'enseignement. Il y aura cours, certes, mais ce seront les étudiants de maîtrise qui auront mission de corriger les copies. Le «prof», lui, car il porte toujours ce titre, a d'autres priorités. Il doit établir des programmes de recherche, se lancer dans la course aux subventions, s'adjoindre des étudiants doués, gérer le tout et, surtout, obtenir des résultats.

De prime abord, tout cela est bien. La société dans son ensemble profite des avancées réalisées: combien de fois n'avons-nous pas entendu que, dans ce nouveau monde «global», «mondialisé», seule la recherche permettra aux sociétés

avancées de maintenir leur statut, de conserver, voire d'accumuler, une richesse, celle-ci étant théoriquement collective, et que donc tous devraient y aller de leur effort. Au Québec, on arrive ainsi à un plan où les cégeps ont pour mission de soutenir les industries de leur région respective et où le réseau universitaire sert au développement du Québec inc, de Bombardier, en aéronautique, à Hydro-Québec, dans les divers secteurs où cette entreprise de propriété collective intervient.

#### Savoir ou connaissances?

Et là, le bât blesse. L'université est-elle un lieu du savoir ou un simple laboratoire? Et la question se pose sans qu'on doive pour autant mettre en doute la qualité des résultats obtenus. Et l'étudiant qui fréquente un établissement universitaire y va-t-il pour apprendre ou pour mieux s'initier au monde de son futur employeur?

Dans le contexte actuel, où le discours économique avait priorité sur tout autre, il s'en est donc trouvé plus d'un et d'une, oeuvrant ou non dans les établissements du savoir, pour dénoncer le virage utilitaire que doivent prendre les universités et autres grandes écoles: obligatoire, semble-t-il, si elles veulent maintenir et améliorer leur situation financière. Des lieux qui étaient identifiés comme des endroits où apprendre sont ainsi devenus des usines à produire. Dans un tel contexte, ce qui s'appelle «pensée» devient à l'occasion une activité bien secondaire: comme si écrire un livre n'était d'intérêt que dans la mesure où cette activité permet de soutenir des emplois dans l'imprimerie.

Le Québec, en ces temps où l'économie d'hier, celle qui créait, disait-on, de la richesse, est maintenant dite en récession, aura donc lui aussi à établir ses priorités. Et quand il sera question de l'université et de la recherche qui s'y fait, de quoi parlera-t-on: du savoir ou d'utiles connaissances?

## RUEFRONTENAC.COM : Financement: les universités francophones défavorisées - Mise à jour le Mercredi, 15 avril 2009 19:19

Écrit par Jean-Philippe Pineault

Les universités francophones sont le parent pauvre du réseau de l'éducation. Même si elles accueillent 60% de tous les étudiants, elles ne reçoivent que 55% des ressources financières, révèle une recherche de Marc Chevrier, professeur au Département de sciences politiques de l'UQAM, dont RueFrontenac.com a obtenu copie.

Jouissant de sources de revenus privées abondantes, comme leurs multiples fondations, les établis-

sements anglophones de Montréal récupèrent environ 45% des budgets destinés aux universités de la métropole. Pourtant, seulement 40% de tous les étudiants vont s'instruire en leurs murs. Les universités de Montréal ont reçu plus de 3,8 milliards de dollars en 2004-2005, ce qui comprend à la fois les subventions du ministère de l'Éducation, les frais de scolarité et les revenus provenant de sources privées, comme des fondations.

#### Concurrence déloyale

«La formule de financement actuelle fonctionne sur l'idée qu'il y a un marché d'étudiants et les universités sont en concurrence. Les subventions sont calculées en fonction du nombre d'étudiants, modulées selon certaines disciplines plus lourdes, comme la médecine, et les disciplines plus légères, comme le droit», explique le professeur. «Le problème, c'est que cette façon de faire reproduit les inégalités envers le réseau francophone plutôt



que de les atténuer», affirme Marc Chevrier, ajoutant que «l'UQAM a été fondée pour combler ce rattrapage, mais les universités francophones tirent toujours de l'arrière.»

### Près de 60% des profs dans les universités anglophones

Les universités anglophones sont aussi avantagées sur le plan des ressources professorales. En 2005-2006, McGill et Concordia disposaient de 57,1% de tous les professeurs d'université de Montréal. «La prépondérance des institutions

universitaires francophones à Montréal est précaire et toute relative. Elle existe par la population étudiante, mais point dans le corps professoral», écrit Marc Chevrier.

«Les universités anglophones sont plus riches, plus attrayantes, mieux dotées [...]. Pour une minorité, qui représente 8,6% de la population québécoise et dont on ne cesse de dire qu'elle connaît les affres du déclin démographique, c'est pas mal», juge-t-il.

### Péréquation entre universités?

Selon le professeur Chevrier, l'État québécois devrait se doter d'un plan afin de renverser cette situation qui désavantage clairement les établissements francophones. «On ne peut pas juste laisser aller. On pourrait mettre en place un système de péréquation qui permettrait aux universités en développement de rattraper le retard», explique-t-il.

## LA TRIBUNE : Le recteur défend le développement des universités hors campus – Mardi 14 avril 2009

Isabelle Pilon, La Tribune

(SHERBROOKE) Le recteur sortant de l'Université de Sherbrooke Bruno-Marie Béchard s'inquiète des visées de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, qui souhaite baliser le développement des universités et de leurs campus secondaires. Il craint aussi les retombées du projet de loi 107, qui pourrait freiner selon lui les élans des universités québécoises.

Rappelons que la ministre a demandé à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) de se pencher sur la question du développement hors campus des universités. Le recteur Béchard craint un découpage de territoires pour les universités, ce qui serait à ses yeux un «gaspillage éhonté».

«Ça fait 150 ans qu'on a des universités au Québec et ça fait 150 ans que pour s'assurer de l'accessibilité aux études, on a pris des moyens extraordinaires pour rejoindre les besoins là où ils sont. Et c'est capital, particulièrement en matière de formation continue. Autant on peut délocaliser quelque chose pour la formation initiale, en formation continue, oubliez ça. La personne est sur le marché du travail.»

Les établissements universitaires sont nombreux à offrir de la formation à l'extérieur de leurs campus principaux. Des exemples parmi d'autres, énumérés par le recteur: l'Université du Québec à Chicoutimi dessert des coins de la Gaspésie, l'Université de Montréal offre de la formation à Sherbrooke...

«C'est tout à fait correct, ça ne nous a jamais embêtés, parce que ce sont des formations complémentaires. Tant mieux si la population n'importe où sur le territoire du Québec a accès au meilleur de chaque université. Il y a une belle couverture croisée de l'ensemble du territoire québécois avec très peu de dédoublements...»

Selon lui, les intentions de la ministre d'encadrer le développement des établissements universitaires demeurent inébranlables.

«Ce serait malheureux qu'en surréagissant à quelques petites problématiques qui se posent à gauche et à droite, qu'on se mette à territorialiser les universités. À l'échelle du Québec, ce serait un gaspillage éhonté. Prenez l'exemple de la Montérégie et de Longueuil. Supposons que demain l'UdeS est la seule à assurer la formation sur ce territoire. Ce serait épouvantable pour l'Université. En ce moment, on a une belle complémentari-

té. L'UQAM offre par exemple plein de formations de premier cycle... McGill offre de la formation en anglais... Ce serait un gaspillage éhonté de fonds publics et ça entraînerait des dédoublements. On a en ce moment une approche beaucoup plus efficace sur le territoire québécois.»

Autre crainte: le projet de loi 107, qui vient encadrer la gouvernance des universités, notamment en déterminant la composition des membres du conseil d'administration des institutions universitaires. Selon le ministère de l'Éducation, ce projet de loi vise notamment la transparence et l'imputabilité. Il prévoit aussi de nouvelles règles en lien avec la divulgation de renseignements et la reddition de comptes.

«La liberté universitaire est une grande valeur qui a coloré le développement des universités au Québec. De grâce, ne nous en privons pas», lance-t-il en ajoutant que les délais d'intervention sont toujours plus longs lorsqu'on fait intervenir un palier gouvernemental.

Aux yeux de M. Béchard, les dirigeants subissent les retombées du fiasco financier de l'UQAM, lié aux projets de l'Îlot Voyageur et du complexe des sciences.

## LA TRIBUNE : L'autobus encore accessible aux étudiants gratuitement – Lundi 13 avril 2009

Isabelle Pilon, La Tribune

(SHERBROOKE) Tout indique que les étudiants de l'Université de Sherbrooke pourront continuer de profiter du libre accès au transport au commun. Les discussions avec la Société de transport de Sherbrooke vont bon train, selon le recteur sortant de l'UdeS, Bruno-Marie Béchard. Tôt ou tard, la formule devrait être reconduite avec une contribution financière des étudiants, estime M. Béchard.

Au début du partenariat, il avait été convenu que le libre accès aux autobus de la STS serait financé en partie par une contribution financière étudiante, à compter de la quatrième année de cette initiative. Mais pour toutes sortes de raisons, cela a été retardé. «Un jour ça devrait être au menu. C'est même sain: dans la vie, il n'y a rien de gratuit. Pour apprécier la valeur de quelque chose, c'est bon d'y participer personnellement, croit Bruno-Marie Béchard. Par exemple, je vois d'un très bon œil l'approche qu'ont pris le Cégep de

Sherbrooke et le Séminaire de Sherbrooke. Avec une participation étudiante correcte, je suis convaincu qu'on peut assurer ce service-là à perpétuité.»

Rappelons que les étudiants à temps complet du Cégep de Sherbrooke ont aussi accès aux autobus de la STS dans le cadre d'une entente semblable; la facture des étudiants a cependant grimpé de 50 \$ par session.

L'UdeS a instauré en 2004, en collaboration avec la STS, un programme de libre accès au transport en commun pour ses étudiants. Ceux-ci peuvent monter à bord des autobus de la STS gratuitement en présentant leur carte étudiante. Cette mesure coûte en moyenne un million \$ par année à l'Université de Sherbrooke.

L'implantation de cette mesure a eu un effet immédiat à l'UdeS.

«En deux ans seulement, 40 % des étudiants ont abandonné l'usage de leur véhicule», indique M. Béchard. Cette modification des comportements a

permis à l'institution de fermer des stationnements et de réaménager le cœur du campus.

«Si j'avais dit il y a cinq ou dix ans qu'on enlèverait six stationnements à l'Université pour les remplacer par du gazon et des arbres, on m'aurait cloué au mur, lance en riant M. Béchard. Aujourd'hui c'est tout à fait pensable, malgré une croissance étudiante de 24%. Faut le faire!»

M. Béchard dit ne pas connaître d'autre institution en Amérique qui a appliqué ce modèle, qui a permis à l'UdeS et à la STS d'être citées pour ce projet.

L'UdeS travaille aussi à implanter un système semblable pour ses étudiants qui fréquentent le campus de Longueuil. «On travaille là-dessus depuis un certain temps. Ça va se faire en deux étapes: avec le réseau de transport de Longueuil et la Société de transport de Montréal.»

## LA TRIBUNE : Béchard fier de la présence de l'UdeS à Longueuil – Samedi 11 avril 2009

Isabelle Pilon, La Tribune

(SHERBROOKE) La présence de l'Université de Sherbrooke à Longueuil deviendra encore plus concrète, le 22 mai prochain, alors que l'institution inaugurera le campus et sa tour de 16 étages. Il s'agit d'un projet de 150 millions \$, avec une contribution du gouvernement du Québec de 26 millions \$.

L'eménagement dans l'édifice est prévu pour novembre prochain. Tout doit être pleinement fonctionnel en janvier 2010; environ 10 000 étudiants fréquenteront le campus. Il s'agit de la première phase du projet, puisque l'édification

d'une deuxième tour figure dans les plans de l'UdeS.

Sur les 16 étages, trois ne seront pas utilisés tout de suite. «Dans un horizon de trois à cinq ans, on va avoir besoin de se déployer dans ces étages-là, explique le recteur de l'UdeS, Bruno-Marie Béchard. On est dans une phase de forte croissance. Faute d'espace au cours des cinq dernières années, plusieurs projets de développement très intéressants ont été bloqués. Physiquement, on n'avait pas de place.»

Parmi les réalisations de l'UdeS au cours de ses huit années à la barre de l'institution, M. Béchard

cite celle-ci dans ses coups de cœur. Le recteur Béchard a dressé un bilan de ses deux mandats à La Tribune, lors d'une entrevue exclusive. M. Béchard quittera l'institution le 31 mai prochain.

L'immeuble sera lié directement au Métro Longueuil-Université-de-Sherbrooke par un atrium.

En entrevue, il souligne que l'offre de formation en Montérégie est complémentaire à ce qui existe dans la métropole. «On a toujours pris soin de s'assurer que ce n'est pas offert par une institution montréalaise», dit-il en précisant que l'UdeS avait d'ailleurs prêté des locaux à d'autres établissements universitaires.

«Pour desservir des besoins en formation universitaire, il y a de la place pour tout le monde. On n'a pas voulu faire bêtement de l'exportation de nos programmes à Longueuil.»  
L'UdeS fête cette année ses 50 ans de présence en Montérégie. «C'est très clair que c'est une

assise extrêmement importante. On est devenu, au cours des cinquante dernières années, l'université de référence en Estrie et en Montérégie», fait valoir M. Bécharde.  
À ses yeux, «un renforcement extraordinaire» peut se produire à Sherbrooke grâce aux activités

déployées à Longueuil, notamment en atteignant une masse critique nécessaire.

## JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : L'Université McGill plus clémente avec l'alcool – Jeudi 09 avril 2009



PHOTOS D'ARCHIVES Malgré les beuveries qui sont survenues sur son campus au cours des dernières années, l'Université McGill a décidé d'être « moins sévère » avec la consommation d'alcool dans ses résidences, où vivent des étudiants âgés de 17 ans.

« Nous estimons que l'ancienne politique sur la consommation d'alcool était trop stricte », a indiqué au Journal le vice-principal responsable des services aux étudiants, Morton Mendelson.

« La nouvelle politique est plus adaptée à la réalité des étudiants », fait-il valoir.

M. Mendelson a indiqué qu'il y aura désormais « certaines situations où la consommation d'alcool

sera permise dans les aires communes. » La consommation d'alcool dans les chambres des étudiants demeurera permise. Le vice-principal soutient que « la vaste majorité des étudiants qui vivent en résidence ont 18 ans, mais il y en a toujours un certain nombre qui a 17 ans. »

### Partys bien arrosés



PHOTOS D'ARCHIVES

Ce changement survient près de trois ans après que le Journal eut révélé que des partys bien arrosés, impliquant alcool et nudité, se tenaient sur le campus.

Morton Mendelson estime que ces incidents « constituent des exceptions. »

« Il y aura toujours des étudiants qui vont se saouler et ce n'est pas surprenant, dit-il. La nouvelle politique n'encouragera pas une plus grande consommation d'alcool. Elle rendra possible une consommation d'alcool responsable », plaide-t-il.

M. Mendelson rappelle que l'Université McGill accueille de nombreux étudiants qui arrivent pour la première fois « dans une juridiction où la consommation d'alcool est permise dès l'âge de 18 ans. »

« Il y a naturellement une forme d'expérimentation, dit-il. Il y aura toujours des étudiants qui vont trop boire. Notre responsabilité, c'est de leur fournir un environnement pour qu'ils puissent le faire de manière responsable », répète-t-il.

L'entrée en vigueur de cette politique coïncide avec l'embauche d'un nouveau directeur des résidences, Michael Poritt, qui a reçu comme mandat « de revoir toutes nos opérations », dit Morton Mendelson.

« Cette politique sur la consommation d'alcool fait partie des changements qu'il apportera », indique-t-il. √ Quelque 2 700 étudiants habitent dans les résidences de l'Université McGill.

## LE SOLEIL : Système d'inscription informatique de l'Université Laval: la grogne monte dans les rangs des étudiants – Mercredi 08 avril 2009

Daphnée Dion-viens, Le Soleil

(Québec) Le nouveau système d'inscription de l'Université Laval connaît des débuts difficiles. La grogne monte dans les rangs des étudiants, qui se plaignent de l'inefficacité de ce système informatique qu'ils financent à hauteur de 13 millions \$. Depuis le 16 mars, le portail Capsule remplace l'ancien site Internet Adage, qui permet de gérer l'inscription des étudiants en ligne. Un changement qui ne se fait pas sans heurts.

«C'est un peu le chaos», affirme Barbara Poirier, présidente de la CADEUL, l'association des étudiants de premier cycle. «Plusieurs étudiants nous ont contactés parce qu'ils n'arrivaient pas à s'inscrire à leurs cours. Il y a beaucoup de problèmes.»

Des étudiants en éducation n'ont pas pu s'inscrire à leurs stages d'été. D'autres ne trouvent pas leurs cours dans le répertoire, qui fonctionne par matières et non par programmes. Certains ont été obligés de s'inscrire en personne au bureau du registraire ou avec l'aide du personnel de leur département.

### Directeurs débordés

«Des directeurs de programmes sont débordés parce qu'ils doivent accompagner les étudiants qui n'arrivent pas à s'inscrire dans le portail. On se demande pourquoi on a implanté ce programme à la hâte», ajoute Mme Poirier.

La présidente de la CADEUL rappelle que ce projet, évalué à 26 millions \$, est financé à moitié par les étudiants, qui versent l'équivalent de 25 \$ par session à temps plein depuis 2005. L'association a par ailleurs créé une page sur son site Internet, intitulée «Une capsule dure à avaler», où les étudiants sont invités à faire part de leurs commentaires.

Le mécontentement se fait aussi entendre du côté de l'ALIES, l'association des étudiants inscrits aux études supérieures. «Le service n'est pas au rendez-vous, l'interface n'est pas claire», laisse tomber son président, Jérôme Lankoandé.

Le directeur du projet, André Armstrong, affirme de son côté qu'il a reçu une quarantaine de plaintes jusqu'à maintenant. «Dans l'ensemble, ça se déroule assez bien, dit-il. On est conscient qu'il y

a des commentaires, on les prend en considération.»

Certaines anomalies sont scrutées à la loupe. Huit étudiants - sur 19 000 - ont eu accès à un dossier contenant des informations personnelles qui ne leur appartenaient pas. L'équipe de M. Armstrong tente de remédier à la situation le plus vite possible.

D'autres problèmes ont aussi été réglés, ajoute-t-il. Au cours des premières semaines, une vingtaine de cours préalables étaient inexistantes.

Selon M. Armstrong, il y a environ le même nombre d'étudiants inscrits à la session d'automne en ce moment qu'à la même période l'an dernier, preuve que le système n'est pas si compliqué. Son équipe reçoit environ 35 appels et une trentaine de courriels par jour provenant d'étudiants qui ont besoin d'aide pour s'inscrire.

Sur Facebook, un groupe a été créé pour protester contre ce nouveau portail, intitulé «Capsule c'est de la merde». Plus de 800 étudiants y ont adhéré.

## RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : UQAC : Alerte à la bombe - Mise à jour le lundi 6 avril 2009 à 16 h 39

Après inspection des locaux de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), aucun colis suspect n'a été retrouvé.

L'université fait cependant toujours pour le moment l'objet d'une surveillance accrue.

Lundi matin, un homme a appelé à la réception de l'UQAC pour annoncer que quelque chose sauterait durant l'après-midi.

La direction de l'établissement a suspendu tous les cours pour la journée.

Près de 3000 personnes ont été évacuées des différents bâtiments abritant l'université.

Les cours reprendront normalement lundi à 19 h. Selon le porte-parole de la police de Saguenay, Bruno Cormier, les enquêteurs ont des indices sur la provenance de l'appel.

[audio-vidéo](#)

[Le compte rendu de Priscilla Plamondon-Lalancette](#)

**RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : UQAC : Alerte à la bombe - Mise à jour le lundi 6 avril 2009 à 12 h 01**



Lundi matin, un homme a appelé à l'Université du Québec à Chicoutimi pour annoncer que cela sauterait durant l'après-midi. La direction de l'établissement a suspendu tous les cours pour la journée. Près de 3000 personnes ont été évacuées des différents bâtiments abritant l'université. Les policiers ont commencé la fouille des locaux. Ils tentent également de retracer l'appel. Les cours reprendront normalement lundi à 19 h.

**LE SOLEIL : Un nouvel observatoire sur la francophonie à l'Université Laval – Vendredi 03 avril 2009**

<p><b>Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec)</b> L'évolution du français dans le monde sera scrutée à la loupe par des chercheurs de l'Université Laval. Au cours des quatre prochaines années, l'Université hébergera l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone. Il s'agit d'une initiative du gouvernement du Québec en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), qui découle du Sommet</p>	<p>international qui s'est déroulé dans la capitale en octobre dernier. Dirigé à Québec par le sociologue et démographe Richard Marcoux, cet observatoire mettra à contribution des chercheurs des pays du Sud. L'objectif est de présenter un portrait le plus juste possible de la situation du français dans le monde. Ces données permettront aux chefs d'États membres de la Francophonie de prendre des décisions éclairées en matière de promotion du français,</p>	<p>espère l'OIF. L'Observatoire est doté d'un budget de 650 000 \$. Selon les travaux de M. Marcoux, le nombre de francophones sur la planète, qui s'élevait à 175 millions en 2000, pourrait atteindre 700 millions en 2050. Une augmentation fulgurante qui pourrait s'expliquer par le boum démographique que connaît l'Afrique. La carte du monde contient 32 pays qui ont le français comme langue officielle, dont la majorité sont des pays africains.</p>
--	--	---

**RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : UQAC : Les étudiants étrangers réclament plus de services - Mise à jour le jeudi 2 avril 2009 à 16 h 50**

<p><b>Une étude sur les services offerts aux étudiants étrangers de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) conclut que l'établissement devra apporter des améliorations si elle veut accélérer son recrutement à l'extérieur du pays. L'analyse, menée à la demande de l'association étudiante, laisse voir que plusieurs des étudiants étrangers se sentent laissés à eux-mêmes une fois ici et déplorent le manque d'information. L'étude a été menée auprès de 166 étudiants étrangers, qui ont été interrogés sur leur perception des services offerts en matière de recrutement, d'accueil et d'intégration.</b></p>	<p>Question recrutement et accueil, l'UQAC obtient la note de passage de 60 %, ce qui lui vaut diverses recommandations concernant l'amélioration du site web et l'accueil des étudiants à leur arrivée au pays. Quant aux services sur le campus, ils obtiennent une bonne note, mais restent inconnus par une forte proportion d'étudiants. Question intégration professionnelle, 41 % des étudiants étrangers ignorent qu'ils peuvent travailler hors campus, ce qui explique peut-être en partie pourquoi moins de 3 sur 10 souhaitent travailler dans la région une fois leurs études terminées.</p>	<p>Le directeur des services aux étudiants de l'UQAC, prend note des résultats. Il croit cependant que l'institution fait son travail auprès des étudiants étrangers. « Il y a quand même passablement d'encadrement, peut-être encore plus que dans une grosse institution. Mais chacun est libre d'utiliser ou non nos services », dit-il. Le président de l'association étudiante de l'UQAC, Séreyrath Srin, abonde un peu dans le même sens. Il croit toutefois que l'amélioration des services devra se poursuivre si l'UQAC veut atteindre son objectif de 1000 étudiants étrangers en 2011.</p>
---	---	--

**LE QUOTIDIEN : L'UQAC a changé la région – Samedi 28 mars 2009**

<p><b>Isabelle Labrie, Le Quotidien (Chicoutimi)</b> Comme il est difficile de faire parler les murs de l'Université du Québec à Chicoutimi (même s'ils auraient sûrement bien des choses à dire!), nous avons choisi de parler de l'évolution de la personnalité du mois Le Quotidien/Radio-Canada par le biais du parcours de son recteur Michel Belley. Qui de mieux placé, en effet, pour évoquer les différentes étapes qui ont permis à l'UQAC de se développer. Michel Belley a été un étudiant de la première heure en administration, option finances, il y a occupé des fonctions d'adjoint administratif, de professeur, de doyen à la recherche et maintenant, de recteur. Il a été témoin de périodes d'effervescence et d'autres plus calmes. Mais</p>	<p>toujours, il a su, tout comme l'université, saisir les différentes opportunités qui s'ouvraient à lui. Michel Belley l'avoue avec franchise: il ne se destinait pas à une carrière universitaire. Ce sont les événements qui l'ont mené dans cette voie, lui qui, après des études en finances terminées en 1973, avait occupé durant un an la fonction d'adjoint administratif du département d'administration, avant de rejoindre l'entreprise privée et de participer à l'aventure de la création de Télésag. «Ça a été un privilège pour moi de construire un tel réseau, avec une équipe dynamique. J'aurais pu continuer mais un de mes anciens professeurs m'a contacté pour me dire qu'il était difficile de retenir des enseignants. Il proposait de m'embaucher si je faisais une maîtrise. Il m'avait même</p>	<p>proposé une bourse. Après réflexion, j'ai accepté et ce, même si cela modifiait mes conditions de vie», raconte le recteur. Car pour s'inscrire au deuxième cycle, M. Belley a dû déménager avec sa famille à Sherbrooke. Il a également accepté de donner deux cours à l'UQAC par semaine, le vendredi, pour augmenter ses revenus. Durant toute une année, il a traversé le Parc le jeudi soir pour dispenser ses cours, avant de reprendre la route pour Sherbrooke pour se replonger dans son rôle d'étudiant: «Disons que j'étais très occupé. En plus de faire une maîtrise théorique, j'apprenais à enseigner. L'année suivante, j'ai enseigné à l'Université Laval. Je me trouvais chanceux!».</p>
--	--	---

**LE SOLEIL : Succès du bac en service social à l'UQAR – Vendredi 27 mars 2009**

<p><b>Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil (Rimouski)</b> Le programme de baccalauréat en service social de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), lancé il y a un an, connaît un succès inespéré. Presque trois fois plus de demandes d'inscription ont été enregistrées ce printemps que le contingent autorisé de 45 élèves qui entreprendront ce programme à l'automne.</p>	<p>Déjà, une centaine d'étudiants - dont 25 à Gaspé - suivent ce programme depuis la session de l'automne dernier. L'étudiante Nadia Veilleux- Dubois a apprécié la souplesse du nouveau programme de l'UQAR. «Je n'ai pas eu de difficulté à me faire créditer des cours que j'avais déjà suivis. Et je suis dans une université où dans le programme on me reconnaît et on m'appelle par mon nom...» Les responsables du programme souhaitent que dans une seconde étape des études de deuxième</p>	<p>cycle (maîtrise) s'ajoute en plus de la formation continue. «Il a fallu monter toute une équipe pour pouvoir offrir ce programme avec l'aide de l'Université du Québec en Abitibi- Témiscamingue et préparer le contenu du programme pour faire face à de nouveaux types de problèmes pris en charge par les travailleurs sociaux. Et les étudiants formés en régions ont plus de chance d'y rester au lieu d'aller travailler dans les grands centres», a souligné Marc Boily, responsable du programme.</p>
---	---	--



Dans le Bas-Saint-Laurent, sans compter le territoire gaspésien, une centaine de travailleurs sociaux quitteront leur emploi pour la retraite au cours des trois prochaines années en plus des nouveaux besoins des services gouvernementaux

(santé mentale, relations humaines...) ou les départs pour d'autres régions ou fonctions. Le plafonnement des demandes a été rendu nécessaire, selon les responsables du programme, afin d'assurer la qualité du programme d'ensei-

gnement tout en tenant compte des places limitées pour les stages des étudiants. La région de l'Est du Québec compte actuellement 250 travailleurs sociaux.

**THE GAZETTE : First page : CHARGES OF DIRTY POLITICS FLY AT CONCORDIA – Accusations straded in student vote CONCORDIA ELECTION - Bitter campaign follows financial chaos - Wednesday, March 25, 2009**



Marie Guerra (left) and Sarah Watson act as scrutineers at Concordia's Sir George Williams campus as Alex Gordon kneels to mark his ballot.

ALLEN McINNIS THE GAZETTE

STUDENT VOTE CLIMAX OF MONTHS OF TENSION yesterday as undergraduate students at Concordia University went to the polls to choose the new executive of their student union. The new student government will have the unenviable job of restoring the CSU's battered credibility and financial health.

Charges of wrongdoing and electoral game-playing were being traded

Charges of dirty politics are flying as students at Concordia University go to the polls to choose the new executive of the Concordia Student Union.

Concordia University's 30,000 undergraduate students have until tomorrow night at 8 p.m. to choose which slate of candidates they want to run their student government, which has the unenvia-

ble job of restoring the CSU's battered credibility and financial health.

As voting began yesterday, candidates and their supporters were trading charges of wrongdoing and electoral game-playing.

Ethan Cox, an independent candidate, says he was taking a video at a polling station in Concordia's GM building yesterday when a former electoral officer lunged at him, seized his camera and ran off. By the time police arrived, Cox said, his camera had been returned to university security, but the memory card had been erased.

"I'm not as worried about having my camera stolen as I am that the election will be stolen," Cox said.

On Monday night, the CSU's judicial board struck down a motion demanding ballot boxes be stored with university security overnight during the voting period. Council had passed the motion last month as a precaution after accusations of voting fraud during last year's campaign. But last week, CSU president Keyana Kashfi used her veto to insist ballot boxes be stored in the office of the chief electoral officer.

Cox, who belongs to a coalition of students who have been fierce critics of the current executive, was disgusted, noting the judicial board's members are appointed by the CSU executive. "They've set the table to have a repeat of the last three years of ballot box stuffing. It's quite unfortunate."

Meanwhile, members of the executive, which is aligned with the CHANGE slate, issued their own advisory. "The Concordia Student Union is outraged to discover that Concordia students have received illegal phone calls at their homes telling them to vote for Vision," vice-president Elie Chivi said.

"This is a severe violation of student's privacy," Kashfi said. "Students shouldn't be harassed on the weekends about who to vote for. Unfortunately, this is consistent with the hostile behaviour seen throughout the election."

Yet Cox said he received a call at home Monday night urging him to vote for the CHANGE team. He said the only people who have access to student lists and phone numbers are the university administration and the CSU.

The allegations follow months of tension at the CSU, which manages an annual budget of \$1.8 million to \$2 million in student fees.

In February, the CSU launched legal action against its former bookkeeper, citing a \$360,000 hole in the union's bank balance. A forensic audit failed to trace the money.

Writing in Concordia's student newspaper The Link, arts editor Joelle Lemieux voiced students' frustrations.

"Slates like CHANGE and Vision seem to be more like extracurricular-loving CV fillers than normal students. ... Why should I vote for you?"

**RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Biomatériaux - Un nouveau laboratoire à l'UQAT - Mise à jour le mardi 24 mars 2009 à 14 h 13**

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) lance les activités de recherche d'un nouveau laboratoire de biomatériaux à La Sarre. Le laboratoire servira à développer de nouvelles façons d'utiliser le bois. Les chercheurs vont s'appliquer, notamment, à produire des matériaux composites qui allient le bois et des matières plastiques.

« Ces produits-là c'est des produits à valeur ajoutée, donc qui ont de meilleures performances que des plastiques seuls ou que des fibres seules. Et c'est des matériaux qui sont également bon

marché », indique François Godard, l'un des trois chercheurs du nouveau laboratoire.

La rectrice de l'UQAT, Johanne Jean, affirme que l'université a de grands espoirs que le laboratoire remporte beaucoup de succès. Selon elle, les débouchés pour les nouveaux matériaux qui y seront créés sont infinis. Ils passent de la construction à la fabrication de meubles, en passant par le secteur automobile. Et le marché est mondial.

« C'est vraiment pour aider l'industrie, ou tout au moins une partie de l'industrie, à prendre ce virage-là et à donner un autre souffle à l'industrie

forestière, ici, en Abitibi-Témiscamingue », dit-elle.

En plus des trois chercheurs, une quinzaine d'étudiants à la maîtrise et au doctorat seront de l'aventure. L'UQAT espère ainsi devenir une référence en biomatériaux en plus de favoriser le développement économique de toute une région en partageant son savoir auprès d'entreprises potentiellement intéressées à mettre en marché de nouveaux produits.

Le projet a nécessité un investissement de plus de 2 millions de dollars.

**RADIO-CANADA / ESTRIE : Université de Sherbrooke : De nouveaux locaux pour les étudiants en médecine - Mise à jour le mardi 24 mars 2009 à 18 h 25**



Les étudiants en médecine et en science de la santé de l'Université de Sherbrooke ont accès à de nouveaux locaux près du pavillon Fleurimont du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke. Le bâtiment de quatre étages a été construit au coût de 12 millions de dollars.

En plus d'accueillir de futurs médecins, le pavillon Gérald-Lasalle reçoit des étudiants en soins infirmiers, en physiothérapie et en ergothérapie.

Les nouveaux locaux comptent entre autres un lieu qui simule un domicile pour permettre aux

tuteurs ergothérapeutes de mettre en pratique les connaissances acquises. Une trentaine de salles d'examen sont également à la disposition de tous les étudiants pour les aider à développer leurs compétences techniques.

Avec ce nouveau bâtiment de 5000 mètres carrés, l'Université de Sherbrooke affirme être en mesure de loger convenablement ses étudiants en plus de pouvoir assumer une hausse de clientèle.

**LE DROIT : Secrétaire général de l'Organisation mondiale de la Francophonie reçoit un doctorat honoris causa : Abdou Diouf honoré par l'UQO – Mardi 24 mars 2009**

Caroline Barrère, Le Droit



Le secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, était de passage dans la région, hier, où il a reçu un doctorat honorifique de l'Université du Québec en Outaouais (UQO). L'événement a eu lieu lors d'une cérémonie protocolaire où le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt, a fait l'éloge de son invité en vantant son humanisme et le travail qu'il a accompli en Afrique et pour l'ensemble de la francophonie. Abdou Diouf a été élu à la tête de l'Organisation mondiale de la Francophonie en 2002. L'ancien haut fonctionnaire du Sénégal a occupé divers postes avant de devenir directeur de Cabinet du président Léopold Sédar Senghor. Il a été nommé ministre, puis premier ministre en 1970 avant de devenir président du Sénégal de 1981 à 2000. Pendant ces années, il a notamment misé sur l'ouverture au multipartisme, la libéralisation de l'économie et la décentralisation des pouvoirs. Il a également présidé l'Organisation de l'unité africaine entre 1985 et 1986.



« Nous attribuons cet honneur pour une 11e fois en 28 ans », a indiqué le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt, lors de la remise d'un doctorat honorifique au secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf.

Michel Lafleur, LeDroit

### Économie et solidarité

Lors de son allocution, Abdou Diouf a cité Corneille, Montesquieu, Diderot et Homère mais il a également rappelé le climat économique actuel et l'importance de la solidarité entre les nations afin que les valeurs universelles puissent s'imposer. Il a souligné l'importance du Sommet de Québec qui s'est tenu l'automne dernier et où, pour la première fois, les pays du Sud ont pu débattre avec ceux du Nord de la crise financière mondiale. « Je le dis gravement : les quelque cinq milliards d'hommes et de femmes exclus de la décision ne pourront pas tolérer très longtemps que quelques pays mettent sous tutelle les choix pour la planète », a-t-il prévenu.

Il a rappelé qu'il ne fallait pas mettre l'homme au service de l'économie mais plutôt insister pour que l'économie soit au service de l'homme. Il a dit espérer l'avènement d'une mondialisation maîtrisée et d'une démocratie planétaire, solidaire et unie mais respectueuse des différences.

Daniel Coderre, président d'office de l'Université du Québec a vanté les accomplissements du secrétaire général en affirmant qu'il était un homme d'État, de paix, de changement, de progrès et qui avait à cœur la cause de la francophonie.

Le recteur Vaillancourt a rappelé que le doctorat *honoris causa* était la plus haute distinction que

l'Université pouvait remettre à une personnalité. « Il s'agit donc d'un acte académique extrêmement important. Nous attribuons cet honneur pour une 11e fois en 28 ans. », a-t-il indiqué.

Il a ajouté que les actions d'Abdou Diouf représentaient son attachement à la francophonie. « Il s'agit de deux valeurs importantes à l'UQO. Elles résument notre rayonnement et notre attachement à la multiculturalité et à la diversité au sein de la société », a fait savoir Jean Vaillancourt.

### Chaire Senghor de la Francophonie

L'UQO a profité du passage d'Abdou Diouf en Outaouais pour annoncer le lancement de la Chaire Senghor de la Francophonie. Elle aura comme mission de réfléchir sur le développement des collectivités territoriales et d'étudier la contribution intellectuelle de Léopold Senghor dans l'épanouissement de la francophonie. Le professeur Jean-François Simard est le titulaire de la Chaire qui se veut un endroit dédié à la recherche mais également un lieu de débats et de formation en lien avec la francophonie.

## RADIO-CANADA / QUÉBEC : Maladies cardiovasculaires et pulmonaires : L'Université Laval mise sur le transfert de connaissances - Mise à jour le vendredi 20 mars 2009 à 15 h 01

Une nouvelle chaire voit le jour à l'Université Laval. Elle vise l'éducation et la prévention en matière de santé respiratoire et cardiovasculaire. La Chaire de recherche en transfert de connaissances, éducation et prévention en santé respiratoire et cardiovasculaire a pour mandat de rassembler et de diffuser l'information sur les dernières innovations médicales aux professionnels de la santé.

Le titulaire de la nouvelle chaire, le Dr Louis-Philippe Boulet, estime que les coûts liés à ces maladies pourraient être réduits considérablement

si les professionnels de la santé et les patients étaient mieux informés des récentes découvertes scientifiques. « On pourrait réduire de moitié dès demain matin l'ensemble de ces coûts s'il y avait un meilleur transfert de connaissances, si les personnes se prenaient en charge de façon plus adéquate avec un bon enseignement, savoir comment utiliser les médicaments et savoir quoi faire lorsque la situation se détériore. »

Le Dr Boulet indique qu'actuellement, il peut s'écouler jusqu'à 10 ans entre le moment où les chercheurs font une découverte médicale et le

moment où les médecins peuvent l'utiliser dans la pratique.

Les maladies cardiovasculaires et pulmonaires constituent la principale cause d'hospitalisation au pays. Chaque année, ces maladies coûtent plus de 30 milliards de dollars aux contribuables canadiens.

La nouvelle chaire dispose d'un budget d'un million de dollars.

## LE DEVOIR : Luce Samoisette dirigera l'Université de Sherbrooke - La nouvelle rectrice veut consolider la croissance de l'établissement - Édition du vendredi 20 mars 2009

Clairandrée Cauchy

Le cercle des femmes rectrices s'agrandit. Pour la première fois, une femme prendra la tête de l'Université de Sherbrooke. Spécialiste de droit fiscal et ancienne vice-rectrice à l'administration, Luce Samoisette a été élue hier au rectorat pour un mandat de cinq ans.

Après des années de croissance et de développement effréné, marquées par une augmentation de clientèle annuelle moyenne de 6 %, voici venue l'ère de la consolidation. Voilà comment la nouvelle rectrice élue hier, Luce Samoisette, perçoit le principal défi de son mandat.

«On a eu de grands développements, qui étaient nécessaires pour notre université, c'est essentiel qu'on ne laisse pas aller cela pour les prochaines années. Il faut qu'on organise cela», a expliqué en entrevue Mme Samoisette, peu après sa nomination par l'assemblée universitaire.

Dès son entrée en poste, elle souhaite convier les intervenants de la communauté universitaire à

une consultation sur un plan stratégique. Les neuf facultés seront invitées à établir «l'ampleur optimale» de leurs programmes ainsi que les services offerts, explique Mme Samoisette.

C'est qu'après de fortes hausses de clientèle, on veut éviter une crise de croissance. «Il faut bien organiser cette croissance. Quand on doit trouver des stages à tous ces étudiants, il faut faire attention pour maintenir la qualité, ce qu'on a réussi à faire jusqu'à maintenant», poursuit Mme Samoisette.

Le défi est d'autant plus grand que la moitié du corps professoral devrait prendre sa retraite d'ici 10 ans.

Titulaire d'une maîtrise en fiscalité de l'Université de Sherbrooke et d'une autre en droit de l'Université de Toronto, Mme Samoisette a amorcé sa carrière de professeure de droit fiscal dans son alma mater en 1993. Elle a rapidement pris des fonctions de gestion, dès 1996. Secrétaire-générale puis vice-rectrice à l'administration de

1998 à 2007, Mme Samoisette était ensuite retournée à l'enseignement en sciences comptables et fiscalité. Elle a devancé dans la course au rectorat le vice-recteur à la communauté universitaire et aux relations internationales, Louis Marquis.

Mme Samoisette prendra donc la relève, le 1er juin, du flamboyant recteur Bruno-Marie Béchar, dont elle a été le bras droit pendant six ans. C'est avec une certaine «fierté» qu'elle devient la première femme à diriger l'université. «L'important pour moi, c'est la compétence des gens. Il faut de plus en plus de femmes à de tels postes», soutient la nouvelle rectrice.

Elle se définit comme une gestionnaire «à l'écoute des gens, en mode résolution des problématiques», qui réussit généralement à susciter «l'adhésion» de ceux avec qui elle travaille.

Elle succédera à Bruno-Marie Béchar, ingénieur de formation, qui était recteur depuis 2001.

## LA TRIBUNE : Luce Samoisette élue rectrice de l'Université de Sherbrooke - Vendredi 20 mars 2009

Claude Plante et Isabelle Pion, La Tribune (SHERBROOKE) Pour la première fois de son histoire, l'Université de Sherbrooke sera dirigée par une femme. L'Assemblée universitaire a choisi la professeure Luce Samoisette pour succéder à Bruno-Marie Béchard au poste de recteur de l'institution. Rappelons que la lutte se faisait entre elle et le professeur Louis Marquis. Luce Samoisette dirigera officiellement l'Université de Sherbrooke à compter du 1er juin prochain. Elle sera la neuvième personne à occuper ce poste dans l'histoire de l'UdeS depuis sa création en 1954. Son mandat sera de cinq ans. «Luce amènera une couleur, une sensibilité nouvelle, du fait qu'elle soit la première femme à diriger l'Université», a souligné le recteur sortant, Bruno-Marie Béchard.

Arrivée aux côtés de M. Béchard, la première rectrice a semblé émue. «Lors des prochaines semaines, comme je l'ai promis, il va falloir former l'équipe de direction, consulter les membres de la communauté pour savoir ce qu'on attend de l'équipe pour les cinq prochaines années, et ensuite préparer un plan d'action stratégique.» De son côté, le candidat défait s'est dit «serein» et satisfait de la campagne qu'il a menée sur le campus. «J'ai eu l'opportunité de présenter une vision pour l'Université de Sherbrooke. De ce point de vue, je sors grandi de cette expérience. Je suis convaincu que Luce va faire un bon travail.» Et pour la suite des choses? M. Marquis répond qu'il est «toujours prêt à servir l'UdeS».

**Droit notarial**  
Originaire de Saint-Jean-sur-Richelieu, Luce Samoisette a obtenu à l'Université de Sherbrooke

son baccalauréat en droit en 1981, son diplôme de droit notarial en 1982, puis une maîtrise en fiscalité en 1985. Elle enseigne le droit fiscal à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke dès 1993. Elle est devenue vice-doyenne à l'enseignement en 1996. Son engagement évolue ensuite vers la gestion universitaire, indique un communiqué. En 2001, elle a accepté d'occuper les fonctions de rectrice adjointe et vice-rectrice à l'administration jusqu'en 2007. Depuis juillet 2007, elle est professeure à la Faculté d'administration auprès des étudiantes et étudiants du Département de sciences comptables et de fiscalité.

## RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Rimouski : Développer les sciences de la mer - Mise à jour le jeudi 19 mars 2009 à 13 h 49

Le ministre d'État à l'Agence de développement économique Canada, Denis Lebel, a annoncé jeudi l'octroi d'une aide financière non remboursable de plus de 3,8 millions de dollars au Centre de recherche sur les biotechnologies marines (CRBM) et à l'Institut des sciences de la mer (ISMER) de l'Université du Québec à Rimouski.

Le CRBM reçoit 900 000 \$ pour lui permettre de faire l'acquisition d'équipements à la fine pointe de la technologie. Pour sa part, l'ISMER obtient un peu plus de 2,9 millions de dollars pour l'achat d'équipements spécialisés.

Grâce à cette aide, les deux organismes accroîtront leurs capacités de recherche. Le ministre Denis Lebel ajoute que cet investissement accentuera la position de Rimouski comme pôle d'excellence dans les sciences de la mer.

## RADIO-CANADA / ESTRIE : Université de Sherbrooke : Une nouvelle rectrice - Mise à jour le jeudi 19 mars 2009 à 14 h 42

L'Assemblée universitaire a choisi Luce Samoisette pour occuper le poste de rectrice de l'Université de Sherbrooke. Elle succède ainsi à Bruno-Marie Béchard et devient la première femme à diriger l'institution sherbrookoise.

Professeure en droit fiscal, Mme Samoisette a occupé plusieurs emplois à la direction de l'université. Elle a notamment été vice-rectrice à l'administration de 2001 à 2007.

Louis Marquis, un spécialiste du droit transnational, était également en lice pour succéder à M. Béchard. Mme Samoisette entrera en fonction le 1er juin prochain. Elle a été élue pour un mandat de cinq ans.

## LA TRIBUNE : UdeS: la gratuité pourrait s'étendre à Longueuil – Mardi 17 mars 2009



Louis Marquis



Luce Samoisette

Imacom, Jocelyn Riendeau

Isabelle Pion, La Tribune (SHERBROOKE) Après avoir vu le jour à Sherbrooke, le libre accès au transport en commun pourrait aussi se réaliser à Longueuil, où l'Université de Sherbrooke compte aussi un campus. Interrogés par des étudiants au cours d'une rencontre ouverte à la communauté universitaire, les deux candidats au rectorat de l'UdeS, les professeurs Louis Marquis et Luce Samoisette, ont ouvert cette porte, lundi, au moment où l'UdeS doit renouveler son entente avec la Société de transport de Sherbrooke (STS). Rappelons qu'en 2004, l'UdeS avait franchi un pas important et novateur en instaurant un programme de libre accès au transport en commun pour ses étudiants. Ceux-ci peuvent maintenant mon-

ter à bord des autobus de la STS gratuitement en présentant leur carte étudiante. Cette mesure coûte en moyenne un million \$ par année à l'Université de Sherbrooke. «Il va falloir continuer à maintenir cet engagement et continuer à nous affirmer comme institution écoresponsable», a fait valoir à ce sujet M. Marquis. Lorsqu'on lui a demandé de quelle façon il entendait assurer la pérennité de ce service, il a soutenu qu'il faut entre autres continuer de travailler avec la Fondation de l'Université de Sherbrooke afin de trouver de nouveaux bailleurs de fonds. L'élection permettant de déterminer le successeur du recteur sortant, Bruno-Marie Béchard, aura lieu jeudi. La personne élue au vote par les 38 membres de l'assemblée universitaire entrera en fonction le 1er juin prochain. À trois jours du vote, la Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS) et le Regroupement des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat de l'UdeS (REMDUS) ont convié les étudiants et les autres membres de la communauté universitaire, hier, dans le cadre d'une discussion publique au Centre culturel de l'Université de Sherbrooke. Les deux candidats ont eu à répondre aux questions formulées par ces associations. Des étudiants du campus de Longueuil ont demandé aux deux aspirants de se prononcer sur la possibilité de recréer un tel programme pour les étudiants fréquentant le campus de la Rive-Sud. Quels pourraient être les coûts d'une telle mesure

en Montérégie? «Dans les discussions, ça demeure très préliminaire», fait valoir M. Marquis en précisant qu'avancer des chiffres à ce moment-ci ne serait pas une indication très fiable. Cette offre s'avère-t-elle aussi nécessaire, compte tenu du réseau de transport développé? Oui si l'on considère tous les campus avec la même importance, estime Mme Samoisette. Les étudiants sherbrookoises pourraient-ils avoir à contribuer, cette fois-ci, pour renouveler le protocole avec la STS? «À court terme, je ne veux pas d'augmentation, mais je ne peux pas promettre qu'il n'y aura jamais d'augmentation, parce qu'on ne connaît pas les coûts. Si ça met en danger la qualité de l'enseignement et de la recherche, il va falloir s'asseoir avec les associations étudiantes», a-t-elle souligné. Aux yeux de Mme Samoisette, il s'agit d'une mesure très importante qui a permis de diminuer de façon importante le nombre de voitures sur le campus. La présidente du REMDUS, Christelle Lizon, explique que les deux associations ont tenu bon de tenir cette rencontre pour faire connaître les points de vue des candidats sur diverses questions, mais aussi parce que sept étudiants pourront exercer leur droit de vote jeudi à titre de membres de l'assemblée universitaire. M. Marquis et Mme Samoisette se sont aussi montrés en faveur d'une rémunération pour les stagiaires en enseignement, un dossier que défend la Fédération étudiante universitaire du Québec.

## LE DEVOIR : Bourses d'études - Le Bloc parle de «bourses idéologiques» - Édition du mardi 10 mars 2009

Alexandre Shiedts

Le dossier des bourses d'études du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada ci-

biées sur le domaine des affaires a rebondi aux Communes hier, où le Bloc québécois a qualifié la



décision des conservateurs de «prise de contrôle idéologique de la recherche universitaire». «Les conservateurs abandonneront-ils leur conception simpliste et contre-productive de la recherche, corrigeront-ils le tir et laisseront-ils les universités indépendantes faire la recherche qu'elles pensent devoir faire?», a lancé Pierre Paquette, député bloquiste, au cours de la période des questions. «Outrés par la décision du gouvernement conservateur, des professeurs ont entrepris de boycotter l'évaluation des dossiers de mise en candidature pour ces bourses idéologiques, a-t-il rappelé. Selon eux, s'il y a des fonds supplémentaires, ils devraient simplement être alloués aux meilleurs dossiers.»

«La valeur des sciences humaines pour une société ne se résume pas, comme semble le croire le gouvernement conservateur, à une question de rentabilité, a renchérit Nicolas Dufour, porte-parole du Bloc québécois en matière de jeunesse, par voie de communiqué. Je suis bien curieux de savoir qui est d'accord avec cette décision-là, à part le gouvernement.» Gary Goodyear, ministre d'État aux Sciences et à la Technologie, a répliqué que les conservateurs ont plutôt bonifié constamment le programme de bourses d'études accordées à travers le pays, depuis qu'ils sont au pouvoir. «Nous avons ajouté plus d'argent en bourses, plus de bourses pour plus d'étudiants, plus d'argent en recherche, mais

aussi pour le développement d'infrastructures de bonne qualité. Mais le Bloc a voté contre tout cela», a-t-il fait valoir. Dans son dernier budget, Ottawa a ajouté 17,5 millions de dollars supplémentaires au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada afin que celui-ci puisse distribuer annuellement une centaine de bourses de 35 000 \$ au doctorat et un total de 400 à la maîtrise, chacune d'un montant de 17 500 \$. «Les bourses d'études accordées par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada cibleront les diplômés liés aux affaires», précise toutefois le document budgétaire présenté à la fin de janvier.

## RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ : Bourses de recherche : Tollé universitaire - Mise à jour le lundi 9 mars 2009 à 8 h 14

Plus de sous ouï, sous conditions non, c'est en somme le message du milieu universitaire en réponse à la décision du gouvernement Harper de favoriser les étudiants du domaine des affaires dans l'octroi des bourses de recherche.

Au coeur du litige: une enveloppe supplémentaire de 17,5 millions de dollars attribuée au Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) du Canada lors du dernier budget fédéral. Cette somme permettra au CRSH d'attribuer 100 bourses de doctorat et 400 bourses de maîtrise dans le cadre du Programme de bourses d'études supérieures du Canada - qui en offre déjà 2500.

Mais cette rallonge financière vise exclusivement les étudiants dont la recherche portera sur le domaine des affaires, avec pour but de trouver une « solution de crise ».

### Grogne chez les étudiants...

Tollé immédiat, tant du côté des étudiants que des professeurs. Du côté de la Fédération canadienne des étudiantes et des étudiants, on estime qu'il est « malavisé de croire que c'est en finançant les diplômés liés au milieu des affaires que nous allons pouvoir stimuler de manière rapide et efficace l'économie ».

La Fédération étudiante universitaire du Québec envoie un son de cloche identique: « Ils se privent

de découvertes majeures qui vont être salutaires pour l'ensemble du pays », estime David Paradis.

### ... et les professeurs

Idem du côté des professeurs. « Certes, les sciences humaines étudient, entre autres, "les affaires". Mais il serait grotesque (pour ne pas dire suicidaire) de vouloir réduire la recherche en sciences humaines, quelle que soit la discipline, aux préoccupations liées aux affaires », écrivaient les professeurs Johanne Villeneuve et Martin Lefebvre dans une lettre publiée le 27 février dernier dans le quotidien *Le Devoir*. Une centaine de leurs collègues en sciences humaines ont cosigné cette lettre.

*Cette intervention partisane et cette restriction de la part du gouvernement dans la recherche universitaire n'a pas sa place. Elle illustre l'étroitesse d'un esprit orienté vers l'instrumentalisation du savoir et gouverné par l'obsession du résultat à court terme.*

— Lettre ouverte cosignée par 100 professeurs

Par conséquent, les deux professeurs demandent aux intervenants du CRSH et aux universitaires impliqués dans les demandes de financement de « refuser d'obtempérer aux nouvelles directives ». « Nous avons le devoir de discréditer l'ignorance et la grossièreté qui s'abattent ainsi sur les do-

maines vitales de la démocratie (justice, médias, art, culture, connaissance et recherche) », concluent-ils.

### ... et les recteurs

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a aussi joint sa voix au concert de critiques. « Ce n'est pas nécessairement parce qu'on investit dans des domaines soi-disant rentables et directement branchés sur l'économie qu'on va avoir des retombées économiques positives, au contraire », déplorait la présidente du Comité de la recherche de la CREPUQ, Louise Dandurand, au *Devoir*. Et d'ajouter: « L'impact de la recherche en sciences sociales et humaines est beaucoup plus grand que ce qui est visible à l'oeil nu ou sur un bilan comptable. Les gouvernements ont beaucoup de difficulté à le comprendre ».

Les deux autres pourvoyeurs de bourses, l'Institut de recherche en santé (IRSC) et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNGC), ont reçu respectivement 35 millions supplémentaires avec le dernier budget fédéral.

[En profondeur](#)

[Budget du Canada 2009-2010](#)

[audio-vidéo](#)

[Le reportage de France Bélisle](#)

## LE SOLEIL : L'ingérence des conservateurs dans l'orientation de la recherche est dénoncée – Lundi 09 mars 2009

Samuel Auger, *Le Soleil* (Québec) Un cadeau empoisonné? Les artisans universitaires des sciences humaines et sociales ont eu l'heureuse surprise de découvrir dans le dernier budget fédéral une hausse de 17,5 millions \$ de leurs budgets de recherche. Or, la hausse camouflerait une baisse réelle des subventions, et les nouvelles bourses seront octroyées uniquement aux projets «liés au domaine des affaires». Une intrusion jugée inacceptable dans la gestion du savoir des universités canadiennes. La grogne prend de l'ampleur depuis quelques semaines dans les couloirs des départements d'anthropologie, de littérature et autres sciences sociales. Des étudiants se font un peu forcer la main pour choisir des thèmes de recherche qui collent à l'énoncé du gouvernement de Stephen Harper. «Est-ce que les universités vont engager davantage de professeurs dans ces domaines-là, simplement parce qu'il y a plus d'étudiants diplômés qui s'y intélassent en raison des bourses? Je suis certaine que c'est ça le but, et c'est bien ça qui inquiète», explique au *Soleil* Nathalie Des Rosiers, présidente de la Fédération des sciences

humaines du Canada et vice-rectrice à l'université d'Ottawa. Sa fédération, qui représente pas moins de 50 000 membres répartis dans 70 associations, tenait son assemblée annuelle cette fin de semaine. Nathalie Des Rosiers est donc bien placée pour constater l'inquiétude qui ronge ses rangs. «La grogne prend de l'ampleur parce que les gens commencent à réaliser l'impact. Maintenant, on sait que le Conseil de recherches en sciences humaines aura des coupes. Donc, ce n'est même plus de l'argent nouveau. Et ça va affecter la façon dont les chercheurs décident de soutenir leurs étudiants.»

La Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec a dénoncé cette semaine ce financement conditionnel, percevant dans cette mesure un désaveu de la pertinence de la recherche en sciences humaines en ces temps de crise économique.

Si le milieu professoral demeure encore timide dans ses protestations, le milieu étudiant prépare sa riposte. Dans les prochains jours, la Fédération canadienne des étudiants fera une intense session de lobbying auprès des députés et sénateurs à

Ottawa. Objectif : éviter une prise de contrôle idéologique par les conservateurs du milieu des sciences humaines.

«Les étudiants sont surpris. Pour nous, c'est dans la même logique que les coupes dans les programmes pour la culture», explique Gaétan-Philippe Beaulière, vice-président deuxième et troisième cycles à la Fédération étudiante. «On sent l'idéologie derrière cette ingérence, et c'est vraiment inquiétant. C'est une conception étriquée de la valeur des sciences humaines. Désormais, un projet tout à fait médiocre pourrait avoir une longueur d'avance sur un autre, simplement parce qu'il cadre davantage avec les critères du gouvernement Harper. C'est une aberration et c'est inacceptable.»

Les opposants attendent toujours une réponse satisfaisante du gouvernement à leurs inquiétudes. «Jusqu'à présent, leur attitude a été de dire : écoutez, on vous donne plus d'argent, ce budget-ci va passer, et c'est la fin de la discussion», résume la chercheuse Nathalie Des Rosiers.

## LE SOLEIL : La mobilisation prend forme – Lundi 09 mars 2009

Samuel Auger, *Le Soleil*

(Québec) Des lettres de professeurs d'université ont rempli les pages éditoriales des journaux. En

seulement 10 jours, la députée néo-démocrate Niki Ashton a obtenu 12 500 signatures d'univer-

sitaires pour sa pétition. Sur Facebook, plus de 4000 membres issus de tous les campus dénoncent l'ingérence des conservateurs dans la sacrosainte indépendance d'esprit universitaire. «Malgré leur progrès pour financer les infrastructures des universités et des arts, on dirait bien que les conservateurs n'ont pas encore compris l'importance des arts et des sciences humaines et sociales dans l'économie canadienne», déplore Marina Devine, étudiante à la maîtrise à l'Univer-

sité Victoria en Colombie-Britannique et à l'origine du groupe Facebook. «Bien sûr, nous avons besoin des étudiants dans les disciplines reliées aux affaires, poursuit-elle. Mais s'il y a un besoin réel pour avoir plus de bourses dans ce domaine, alors le gouvernement doit augmenter les fonds, mais pas en prenant ces fonds dans les organismes subventionnaires en sciences humaines et sociales.» La page Web créée par Rebecca et des collègues regorge de témoignages d'étudiants en furie.

Devin Ens, de Saskatoon, rappelle par exemple que «nous avons un financement public en éducation, mais cela ne veut pas dire que les intellectuels sont des employés de l'État, obligés de suivre un agenda précis». Les dénonciations de l'ingérence font néanmoins place à quelques témoignages de soutien envers le gouvernement Harper. Quelques étudiants arguent ainsi que le financement ciblé vise à stimuler efficacement l'économie durant la période de récession.

## LA PRESSE : Projets de recherche universitaire : Des professeurs manifestent leur désaccors avec le plan Harper – Dimanche 08 mars 2009

violaine Bailly, La Presse  
Après les critiques, l'action. Outrés par la décision du gouvernement Harper de réserver une nouvelle enveloppe de 17,5 millions de dollars exclusivement à des projets de recherche universitaire précisément liés au domaine des affaires, des professeurs ont entrepris de manifester leur colère en boycottant une partie de l'évaluation des dossiers de mise en candidature des étudiants, a appris La Presse. Ces professeurs refusent de se soumettre à une nouvelle directive fédérale qui leur a été envoyée il y a deux semaines, qui leur demande de signaler clairement au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) les projets liés au domaine des affaires présentés par des candidats à la maîtrise et au doctorat. Le CRSH remettra environ 3000 bourses cette année sur la base des évaluations faites par des comités formés de professeurs répartis dans toutes les universités du pays. Chaque petit groupe de professeurs doit évaluer quelque 70 dossiers en fonction d'une série de critères établis par Ottawa et leur attribuer une note de 0 à 10. Les projets qui ont reçu une note de 7 ou plus sont

assurés d'être financés, ceux qui se situent entre 5 et 7 le seront si les fonds sont suffisants. Les autres projets seraient écartés. Or, les professeurs craignent que les étudiants ne soient plus systématiquement soutenus en fonction de la valeur de leur dossier. Par exemple, un étudiant dont le projet a reçu une note de 6 pourrait être privé de subvention si les fonds de l'enveloppe de base du CRSH ont été épuisés, alors qu'un étudiant dont le projet porte sur le domaine des affaires mais qui n'a reçu qu'un 5 aurait encore des chances d'être financé grâce à l'enveloppe additionnelle de 17,5 millions de dollars. «Cette situation nous apparaît totalement inacceptable», a expliqué l'un des professeurs (tous ont requis l'anonymat, car la composition des groupes d'évaluation de mise en candidature ne doit pas être rendue publique). «Le gouvernement Harper insulte l'indépendance des universitaires et envoie aux milliers d'étudiants en sciences humaines le message qu'il n'y a que le domaine de l'économie qui compte réellement», dit-il. Dans un courriel envoyé aux responsables du CRSH, un autre professeur affirme que, avec les

nouvelles dispositions, le processus de sélection ne peut plus être rigoureux, juste et équitable. «S'il y a des fonds supplémentaires, ils devraient simplement être alloués aux meilleurs dossiers», écrit-il. Ce geste est d'abord symbolique. La sélection des dossiers liés au domaine des affaires n'est en fait qu'une formalité et pourra être faite par un fonctionnaire à Ottawa. «Mais nous, nous pourrions vivre avec notre conscience», témoigne un autre professeur. Les professeurs ont par ailleurs choisi de ne pas boycotter l'ensemble du processus pour ne pas nuire aux étudiants. Cette action s'inscrit dans un mouvement de protestation plus vaste dans les universités canadiennes. La semaine dernière, dans une lettre ouverte, une centaine de professeurs de sciences humaines de partout au pays ont demandé au gouvernement conservateur de revenir sur sa position. Une pétition en ligne a aussi été lancée par la députée du NPD Niki Ashton, qui a recueilli plus de 12 500 signatures en moins de 10 jours.

## THE GAZETTE : DISCORD AT CONCORDIA : MOST OF ITS 30,000 UNDERGRADS ARE OBLIVIOUS TO STUDENT UNION WARS OVER SPENDING AND POLICY, by Peggy Curran – Sunday, March 08, 2009

Name-calling, financial pandemonium and allegations of dirty dealing and abuse of power – it's just another day in the paradise that is the Concordia Student Union. Years of fiscal bungling and months of internecine politicking at the student association representing Concordia University's 30,000 undergraduates are erupting in a volcano of venom and finger-pointing. The CSU is under fire for a controversial decision to suspend its contract with the firm that had provided student health and dental programs for 12 years. There have been heated exchanges, with the two sides trading accusations, and muttering of legal action. In the meantime, the CSU filed a \$125,000-defamation suit against former CSU hotshot-tur ned-lawyer Patrice Blais, describing his 3,600-name petition calling for the current executive's dismissal "baseless, untrue and malicious." "They are suing to silence me," counters Blais, heading a group that went to Quebec Superior Court asking that the current executive be ousted and new general elections be held, more than a month before Concordia students are scheduled to go to the polls. Who is telling the truth? Who knows? Who cares? Ah, there's the rub. In a democracy, it's been said, everyone gets the government they deserve. But what if you don't really want a government? The truth is, your average student is usually too busy with classes, work, movies, gym and love life to pay attention to student government. So the decision-making and, more importantly, that

gigormous bankroll, falls to that small clique of keeners for whom politics is passion and bedside reading is Robert's Rules of Order. At the best of times, student politics can be a vipers' nest of egos and duelling agendas, and it sometimes seems that no one does mud-throwing, factionalized government better than rambling, diverse, Concordia. In recent years, the alumni association has attempted, for better or worse, to help shape the outcome with splashy ad campaigns aimed at raising awareness and getting out the vote. But even that hasn't been enough to prevent debate from dissolving into a tug-of-war between competing interests, while student fees vanish into a sinkhole of unpaid bills and unexplainable expenses. The CSU has an annual budget of between \$1.8 million and \$2 million, the bulk of it raised through student fees, with the rest coming from sponsorships and revenue from campus events. In the early 1990s, the student union changed its budget measures when an audit showed thousands of dollars unaccounted for, resulting in a huge deficit. Nine years ago, the CSU was bilked of nearly \$200,000 by a vice-president who wrote 52 unauthorized cheques. After that episode, the CSU tightened its financial structures and, in 2003, hired a comptroller to look after the books. CSU president Keyana Kashfi recently said chaotic budget practices dating back to December 2005 had dug an enormous hole in the Concordia Student Union's bank balance. Records were in such

disarray that accountants hired to conduct a forensic audit said they did not have enough data to determine whether money had been mismanaged, misspent or fraud had occurred. But at a court hearing late last month, the CSU did come up with the amount they were seeking from former bookkeeper Marie Lyonnais – \$363,238.25. The latest bout of infighting and budgetary discombobulation raises questions about the capacity of the CSU – past, present and possibly future – to manage its affairs and that kind of money alone. Some critics have gone so far as to call for an outside overseer or even recommend temporary trusteeship, a measure the university says is out of the question. "The CSU is an entity completely independent of the university and this precludes the university taking any action in this matter, be it trusteeship or otherwise," says Chris Mota, director of media relations. But what should happen when a crisis of confidence carves a chasm so deep and wide that student leaders from left, right and centre want you out? After all, democracy, like justice, must both be done and seen to be done. With faith in their ability to govern eroded, it's time the current members of the CSU executive stopped thinking about themselves and their next injunction and started thinking about the students they were elected to serve, and whose money they are spending. Looking ahead, its officers and directors must seek even tighter controls on where money is



spent and decisions are made, how future elections are held, how they are financed, and by whom.

And what of those 30,000 students who pay for CSU's programs, salaries and orientation?

Busy or bored, engaged or apathetic, they too must demand more, beginning with marking a ballot.

## THE GAZETTE : The next problem: How to provide higher education at a lower cost : "Enrolment in grad programs will surge with the newly unemployed.", by Peggy Curran – Saturday, March 07, 2009

Endowment funds are in free fall. There are dire warnings of cutbacks and sharp tuition hikes. Predictions of the "Obama effect" – a brain drain south now that Barack Obama has made the United States free once more for academics – have waned, but only because there are no job openings there, either.

It's enough to make a university president cry – or apply for a job where the day's biggest challenge is deciding whether to snorkel before or after breakfast.

Alas, Bruno-Marie Béchard didn't make the short list for the Best Job in the World.

The departing rector of the Université de Sherbrooke was one of more than 34,000 people who applied for the six-month contract to earn more than \$100,000 sitting on a beach beside Australia's Great Barrier Reef. Now he'll just have to travel the world for a year until something comes along that suits his skill set.

(By the way, Luc Vinet has decided not to seek a second term as Université de Montréal rector when his contract expires next spring).

While Béchard is off taking snapshots, his colleagues at campuses across the country will be scrambling to find cheaper ways of offering a quality education.

McGill University's endowment fund has lost 20 per cent of its value, slipping to \$740 million from \$920 million. Gifts from donors are down, too.

Concordia University is also feeling the pinch, its nest egg down to under \$90 million from \$113 million last spring.

Endowments make up only a tiny fraction of a university's operating budget, and are often earmarked for scholarships and extras not covered by government grants. But in *On the Brink*, a report prepared for the Educational Policy Institute, an independent think tank, Alex Usher and Ryan Dunn cite the awesome challenges facing Canadian universities and colleges – which, like the rest of us, have been battered by the recession.

In the report, they predict that by 2011, dwindling endowments will force universities to begin belt-tightening. That can mean anything from larger classes and fewer new library books to a hiring freeze and stalling all but the most urgent repairs.

Enrolment in graduate programs will surge with the newly unemployed, but so will demand for financial aid.

Many older faculty members will take one woeful glance at their investment portfolios and put retirement plans on hold, preventing universities from replacing expensive tenured professors with younger, cheaper faculty. What's a university to do? For starters, expect an even bigger effort to recruit international students, especially now that Quebec has changed its rules about how much of

the money foreign students pay goes to the host institution. There will be increased pressure to pull the plug on programs that once formed the backbone of every arts and sciences curriculum – either because they aren't sexy enough to attract enough students or because they don't pay their way in business partnerships, patents and practical applications.

A sign of things to come? The federal government's idea to create centres of excellence in "commercialization and research" to convert academic research into jobs and money.

"Institutional 'productivity' – hitherto a dirty word in academia – will come to the forefront," Usher and Dunn caution. "Institutions that will prosper will be ones that can fundamentally restructure their costs and develop major new revenue streams, such as overseas education."

Yet they suggest even the most imaginative efforts may not be enough to shield universities from the impact of the coming demographic bust.

"By 2014, large numbers of baby boomers will be moving into retirement, thus increasing the dependency ratio and straining public finances still further," they write. "Institutions may be facing an era of permanently declining perstudent revenues."

No wonder Béchard wants to sit in a deck chair staring at the sea.

## LE DEVOIR : Gouvernance des universités - Les enseignants craignent la mainmise d'éléments extérieurs - Édition du samedi 28 février et du dimanche 01 mars 2009

Claïrandrée Cauchy

Les universités doivent-elles être gouvernées principalement par des membres provenant de l'externe ou par des acteurs de la communauté universitaire?

Voilà une des questions au centre du débat sur la gouvernance universitaire qui se tenait hier midi à l'Université du Québec à Montréal devant plus de 200 professeurs en journée de grève.

La réflexion s'inscrit dans la lignée du débat sur les projets de loi sur la gouvernance des cégeps et des universités, morts au feuilleton l'automne dernier en raison des élections mais qui devraient être déposés de nouveau au cours des prochaines semaines.

### Privatisation en douce

Le projet gouvernemental a été décrié par le professeur Gilles Gagné, de l'Université Laval, et la chargée de cours Marie Blais, de l'UQAM, com-

me une privatisation en douce des universités. «On demande aux membres des conseils d'administration de décider eux-mêmes de leur rémunération et de définir eux-mêmes le profil des administrateurs externes qu'ils vont ensuite co-opter. C'est le bar ouvert aux copains», a lancé Marie Blais.

Le projet de loi prévoit que les deux tiers des administrateurs devront être indépendants. Forte d'une expérience de huit ans au conseil d'administration de l'UQAM (dans les années 1990), Mme Blais fait observer que les membres externes sont «souvent absents ou encore se présentent sans même avoir ouvert leur enveloppe de documents».

### Mise au point

Systématiquement interpellés tant par les débatteurs que par les intervenants de la salle, les experts en gouvernance Jean-Marie Toulouse et

Yvan Allaire, de l'Institut sur la gouvernance des organisations publiques et privées, qui ont produit un rapport dont s'est inspirée la ministre de l'Éducation, ont souligné qu'ils ne recommandaient aucunement un encadrement législatif, s'en remettant plutôt à l'examen interne que pourrait faire chacune des universités.

De la même façon, M. Allaire a rappelé que le groupe de travail sur la gouvernance des universités n'avait pas recommandé la rémunération des administrateurs et préconisait un seuil de 60 % d'administrateurs externes, et non des deux tiers. Ces derniers ne devraient pas provenir systématiquement du milieu des affaires, comme le craignent les professeurs, mais ne pas dépendre financièrement des décisions prises par le conseil d'administration, précisent MM. Toulouse et Allaire.

## Endettement étudiant

## LE DEVOIR : Recherche - Des étudiants protestent contre les bourses amputées – Édition du samedi 14 et du dimanche 15 mars 2009

Claïrandrée Cauchy

L'attribution des fonds des organismes subventionnaires de recherche continue de faire des vagues. Plus de 2000 personnes ont signé depuis deux semaines une pétition dénonçant la décision du Conseil de recherche en sciences naturelles et génie (CRSNG) de restreindre de deux à un an la durée des bourses aux étudiants à la maîtrise. Auparavant, les bourses de quelque 17 000 \$ étaient décernées aux étudiants méritants à la maîtrise l'étaient pour une période de deux ans. Dans la

foulée du dernier budget, le CRSNG a décidé de restreindre de deux à un an cette période. On estime qu'environ 400 boursiers seront touchés.

Étudiant au doctorat en écologie à l'Université de Colombie-Britannique et ex-boursier à la maîtrise, Jean-Sébastien Moore s'insurge contre une telle décision. «Cela va forcer les étudiants à la maîtrise à devenir assistants d'enseignement plus rapidement ou à faire davantage de correction. Cela prend beaucoup de temps et on peut alors moins se consacrer à la recherche. En plus d'al-

longer la durée de la maîtrise, cela va affecter la qualité du travail», déplore M. Moore.

Il a transmis mercredi une pétition de plus de 2000 noms, amassés en seulement deux semaines, au gouvernement conservateur ainsi qu'aux représentants des partis d'opposition.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) dénonce aussi la décision du CRSNG, y voyant une autre «décision à courte vue, éminemment idéologique», du gouvernement fédéral à l'égard de la recherche. «On fait des économies

de bouts de chandelle dans les principaux leviers de soutien à la recherche au Canada», critique le président de la FEUQ, David Paradis. Il faut dire que les trois conseils subventionnaires ont dû absorber des compressions de 148 millions sur trois ans dans leur budget de base. Pour le

CRSNG, la compression équivaut à plus de 5 % du budget.

La réduction des bourses de maîtrise en sciences naturelles et en génie s'inscrit dans la foulée d'autres mesures budgétaires qui ont suscité la controverse. Ainsi, le gouvernement fédéral a octroyé en janvier 17,5 millions additionnels au

Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, mais en exigeant que cette somme soit réservée pour des bourses liées au domaine des affaires. Plusieurs voix se sont élevées dans le domaine de la recherche, dont celle de la Conférence des recteurs et principaux d'universités du Québec, pour dénoncer cette restriction.

## LE DEVOIR : Copiez, collez! → Le plagiat

**1ère page : Copiez, collez ! : 50% des étudiants ont déjà plagié. Assez, c'est assez, mais que faire? - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009**

Clairandré Cauchy

Le plagiat ne date pas d'hier. Mais la génération de cégépiens qui planche ces jours-ci sur des travaux de fin de session a vécu toute sa vie scolaire à l'ère d'Internet. La grande disponibilité des sources, qui ne demandent qu'à être sélectionnées (fonction «copier»), rend aussi tentante leur restitution mot à mot («coller») dans les travaux scolaires. Les collègues, premier jalon de l'éducation supérieure, prennent de plus en plus conscience du phénomène et agissent. Haro sur le plagiat dit «naïf».

Enseignant de philosophie depuis six ans au collège de Valleyfield, Philippe Dumesnil en a assez du plagiat. Tant et si bien qu'il a décidé récemment «d'abolir les évaluations à la maison comptant pour plus de 15 % de la note». Le traditionnel travail de session est donc remplacé par deux dissertations en classe.

C'est que, bon an, mal an, il détectait environ cinq ou six cas de plagiat par classe. «Il y a beaucoup de sites français sur la philosophie. Ils copient des extraits. Ce qui est un peu innocent, puisque c'est facile de retrouver le texte original. Quand je corrige une copie, je connais l'étudiant, son niveau d'écriture. Si j'ai un doute, je n'ai qu'à inscrire la formule dans Google pour trouver l'expression exacte», explique M. Dumesnil, ajoutant que l'exercice le met néanmoins de très mauvaise humeur.

Ce que M. Dumesnil a constaté de visu dans ses classes se vérifie dans les quelques rares sondages effectués sur le sujet. Dans la littérature, on estime généralement qu'environ un étudiant sur deux a déjà fait du plagiat. Aucune étude québécoise n'a cependant évalué la fréquence de ce phénomène.

Un sondage effectué auprès de quelque 17 000 étudiants universitaires mené par la chercheuse Julia Christensen Hugues, de l'Université Guelph (en Ontario), et Donald McCabe, de l'Université Rutgers (aux États-Unis), révèle que 53 % des étudiants au premier cycle ont déjà eu recours au plagiat pour un travail écrit. La définition comprenait: copier des phrases d'une source écrite ou d'Internet sans les attribuer à leur auteur, copier le travail déjà fait par quelqu'un d'autre, fabriquer ou falsifier une bibliographie, ou encore remettre un travail téléchargé d'un site Internet.

De façon plus précise, 35 % des étudiants au premier cycle disaient avoir copié quelques phrases d'Internet sans mentionner la source et 37 % avouaient avoir fait de même avec des sources écrites.

Mais est-ce nécessairement mal intentionné? Animatrice du réseau des répondants en technologies de l'information et des communications (TIC) à la Fédération des cégeps, Nicole Perreault en doute. Une part importante de ce plagiat est, selon elle, attribuable à «l'ignorance». «Souvent, ils ne savent pas qu'il faut citer, ni comment le faire. Ils ont le sentiment que, s'ils mettent le nom de quelqu'un d'autre, leur travail aura moins de valeur, ne sera plus le leur», illustre Mme Perreault, qui s'est intéressée de près au plagiat à l'aide des technologies depuis quelques années.

Elle avance aussi que le plagiat dénote un «manque de confiance» des étudiants envers leurs propres

raisonnements. Ils craignent de ne pas être «à la hauteur».

Une méconnaissance du principe de la propriété intellectuelle serait également en cause. «Ils ont l'impression que ce qui est sur le Web appartient à tout le monde. Pourquoi alors citer ce qui leur appartient?», résume Mme Perreault.

Enseignante en histoire au collège Ahuntsic, Louise Forget constate elle aussi une méconnaissance des règles chez les étudiants de première année qui passent par ses classes. «Dans 80 % des cas, c'est de l'ignorance et non de la fraude. Souvent, ils sont formés comme cela au secondaire. [...] Ils se disent qu'ils ne peuvent faire mieux que ce qu'ils trouvent sur Internet, qu'ils ne feront qu'un sous-produit», fait valoir l'enseignante.

Dans son collège, les enseignants d'histoire ont convenu de ne plus demander de travaux de recherche conventionnels en première année. «Ce n'est pas endurable. Ils n'ont aucune maîtrise de la méthodologie.» Qu'à cela ne tienne, Mme Forget les met plutôt à la méthodologie intensive, leur apprenant notamment comment citer correctement un texte, résumer, paraphraser... «Ceux qui sont passés entre mes pattes ne peuvent plus prétendre en deuxième année qu'ils ne savaient pas [lorsqu'on les prend à repiquer d'Internet] ce qu'ils faisaient. S'ils le font encore, c'est en toute connaissance de cause», poursuit l'enseignante.

L'ignorance est d'autant plus difficile à plaider au collège Ahuntsic que l'établissement au grand complet a entrepris de sensibiliser les étudiants au cours des trois dernières années. Affiches sur le thème «J'ai des idées, pourquoi plagier?», dossiers remis aux enseignants pour mieux les outiller, remise de fiches plastifiées à la rentrée sur le plagiat et les sanctions encourues, déclaration systématique des cas afin de permettre le renvoi en cas de récurrences fréquentes. «Avec la campagne, un étudiant ne peut plus dire qu'il était de bonne foi», résume le directeur adjoint des études, Bernard Dionne.

À l'instar d'Ahuntsic, plusieurs collèges ont entrepris récemment des campagnes antiplagiat. C'est le cas du collège François-Xavier-Garneau, à Québec, où une campagne sur la valorisation de la propriété intellectuelle a été mise en branle cette année. Une journée de formation et d'échanges pour les enseignants a été tenue à ce sujet en octobre et des affiches ont été placardées sur les murs du cégep. Là aussi, on veut mettre fin à l'excuse de l'ignorance: «Avec tous les moyens qu'on prend, l'étudiant en a entendu parler, il ne peut dire: "Je ne le savais pas"», tranche la directrice adjointe aux études, Isabelle Fortier.

Adoptant une approche un peu différente, le collège Maisonneuve a pour sa part assoupli récemment sa politique d'évaluation des apprentissages pour donner une chance aux plagieurs naïfs d'apprendre. Auparavant, tout type de plagiat ou de fraude entraînait automatiquement un zéro dans l'évaluation. Désormais, l'enseignant a la liberté de «doser» la sanction dans certains cas, lorsqu'il est question de copier-coller. «Avec Internet, si on ne les alerte pas, les

étudiants ont facilement intégré l'idée que le matériel disponible appartient à tout le monde», explique le directeur des études, François Dauphin.

Mais attention, cet assouplissement ne signifie pas pour autant un relâchement. Depuis un an, tous les coupables de plagiat ou de fraude reçoivent une lettre insistant sur la gravité de leur geste et décrivant les conséquences en cas de récurrence, qui peuvent aller jusqu'au renvoi du collègue.

**Des «Sherlock Holmes»**

Dans tous les cégeps, les enseignants et les cadres contactés soulignent que, si les nouveaux moyens technologiques facilitent le plagiat, ils rendent aussi la détection plus facile. Certes, il y a les logiciels payants de détection, mais le bon «vieux» Google fait souvent le travail à merveille.

Dès le début du trimestre, l'enseignante en anthropologie Christiane Migneault met en garde ses étudiants: «Mon surnom, c'est Sherlock Holmes. Si je pense que vous avez copié, je vais le trouver. J'adore chercher, je suis une mordue de mots croisés!»

Cela dit, certains plagieurs lui bouffent un temps précieux. Récemment, un étudiant pour le moins tordu avait plagié en reproduisant mot à mot de larges extraits de certains textes. Mais voilà, il avait interverti les notes de bas de page, de façon à ce qu'il soit très ardu de le prouver. «Cela m'a pris toute une journée pour trouver d'où venait chaque paragraphe de son travail», explique l'enseignante du collège Édouard-Montpetit.

Tous les professeurs ont une pointe d'exaspération dans la voix quand ils parlent de la détection. C'est qu'ils doivent souvent s'échiner à faire la preuve du plagiat.

Mais le doute initial vient généralement rapidement. «Un enseignant m'a déjà rapporté avoir trouvé l'expression "cliquez ici" dans un travail», raconte Mme Perreault. Très souvent, c'est l'absence de fautes de la part d'un étudiant qui maîtrise peu la langue qui met la puce à l'oreille. La différence de style ou même de typographie entre un paragraphe et le reste du texte, de même qu'une bibliographie trop spécialisée, une mise en page disparate ou la présence de sites Internet inactifs en référence sont aussi de bons indices, poursuit Mme Perreault.

Pour décourager le plagiat, elle suggère notamment de varier systématiquement les sujets de travail et, surtout, de proposer des thèmes liés à l'actualité, lorsque la discipline s'y prête. Les enseignants ont aussi avantage à diversifier leurs méthodes d'évaluation. «Il est très difficile pour un étudiant de faire un exposé oral lorsqu'il a plagié», avance Mme Perreault. Il est possible aussi d'évaluer les étapes de réalisation du travail et non seulement le produit final, ajoute-t-elle.

Certes, il y aura toujours des tricheurs, des fraudeurs, des étudiants mal intentionnés. Mais parions qu'avec le temps, la vigilance et la sensibilisation, le bête copier-coller pourrait passer un peu de mode...

**Travaux clés en main pour étudiants pressés, paresseux ou cancrès! - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009**

Clairandré Cauchy

L'industrie de la triche semble lucrative, du moins chez nos amis français et américains. Plusieurs sites

Internet rivalisent pour offrir aux étudiants pressés, paresseux ou tout simplement cancrès des «ressour-

ces documentaires» qui s'avèrent très souvent être des travaux clés en main.



Un des plus connus, le site AcaDémon, vend des travaux scolaires allant de la fiche de lecture à la dissertation, en passant par la thèse et le travail de recherche. On y trouve des documents sur un éventail très large de sujets, de l'architecture à la médecine vétérinaire, en passant par la danse, la nutrition, l'électronique, le commerce, la criminologie et tutti quanti. Nommez-le sujet, c'est en ligne!

Les documents, en français et en anglais, peuvent être payés en ligne en devises canadiennes. Ainsi, il en coûtera par exemple 25 \$ pour une thèse en littérature et 7 \$ pour une dissertation de 800 mots. Les prix varient cependant pour un même type de document.

Comble de l'ironie, les gestionnaires du site garantissent l'intégrité des documents qu'ils mettent à la disposition des étudiants. «Nous vérifions chaque document grâce à notre programme de détection spécifiquement dédié au plagiat afin de nous assurer que le texte qui nous est soumis est original. Nos documents sont absolument uniques, vous fournissant ainsi de solides bases de recherches pour VOTRE document», peut-on lire dans la section sur l'achat de documents.

Plus cynique, le site, qui vend ses travaux principalement en France et aux États-Unis, présente une «politique antiplagiat» où on rappelle que les documents vendus «ne doivent être utilisés que comme une ressource ou source d'inspiration pour la rédaction» et «doivent être ainsi cités [...]». Ils ne doivent être, en aucun cas, rendus comme étant issus de

vos propres travaux». Le site oboulo.com semble offrir le même genre de ressources documentaires, offrant même la possibilité de sélectionner le nombre de pages des travaux recherchés sur un sujet déterminé. D'autres sites ne prennent cependant pas la peine de se draper dans une telle politique. Par exemple, le site français Web-Tricheur fait l'apologie de la triche sous toutes ses formes, suggérant des trucs pour tricher pendant les examens ou encore une série d'excuses pour quitter la classe. Tout en humour, le site offre également le téléchargement gratuit de travaux scolaires. Le contenu y est cependant moins varié que dans AcaDémon. C'est ainsi que l'auteure de ces lignes a pu télécharger un court document sur le rôle de la France pendant la guerre d'indépendance américaine.

#### Travaux sur mesure

En mars dernier, un autre site Internet, Faismesdevoirs.com, devait être mis en ligne pour offrir carrément de la sous-traitance de travaux scolaires. Or, coup de théâtre, le 6 mars, après quelques semaines de mise en service, le site a fermé, l'auteur précisant que cela «va à l'encontre de [ses] propres valeurs», avant de signer en ajoutant son adresse courriel.

D'autres sites offrent néanmoins la réalisation de certains types de travaux scolaires, moyennant rétribution. Par exemple, il est possible de commander des travaux de philosophie en ligne, sur un site français. Le montant exigé variera non seulement selon le type de travail, mais aussi selon le délai de production. «Indiquez-nous votre sujet de philo!

Notre équipe se chargera d'élaborer pour vous une véritable correction comprenant une problématisation du sujet, un plan détaillé et complet avec idées directrices, arguments et exemples ainsi que des citations/références utiles», peut-on lire sur le site de MaPhilo.net. Le site recrute, pour offrir son «aide aux jeunes visiteurs», des étudiants aux cycles supérieurs ou encore des enseignants en philosophie.

#### Détection ardue

Animatrice du Réseau des répondants en technologies de l'information et des communications à la Fédération des cégeps, qui s'est beaucoup intéressé au plagiat ces dernières années, Nicole Perreault avoue que la détection de ce genre de triche est très ardue. D'autant plus que certains sites offrent de réaliser des travaux personnalisés, en tenant compte du niveau de langage de l'étudiant et en prenant même soin de glisser quelques fautes pour ne pas éveiller les soupçons des correcteurs, rapporte Mme Perreault.

Certes, les enseignants ont de plus en plus l'habitude de passer par le filtre de Google des phrases suspectes de leurs étudiants. «Mais on n'est pas en mesure de détecter les sites payants d'achat de travaux scolaires ou encore les abonnements payants à des revues spécialisées», constate Mme Perreault.

À ce jour, Mme Perreault tout comme les responsables des cégeps et universités contactés n'ont pas eu connaissance d'achat de documents dans les différents cégeps du Québec. Est-ce à dire que la pratique n'est pas encore parvenue jusqu'ici?

## Le logiciel espion - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009

Clairandré Cauchy

Faut-il payer pour détecter le plagiat? Voilà la question que se pose présentement l'Université de Montréal et que se sont posée plusieurs universités par le passé.

Au cours des derniers mois, un comité à l'Université de Montréal (UdeM) a étudié une quinzaine de logiciels, certains gratuits, d'autres payants, pour vérifier l'intégrité des textes et détecter le plagiat.

Les résultats semblent peu concluants, bien qu'une décision définitive n'ait pas encore été prise. «On n'a pas trouvé les logiciels testés très efficaces. Ils sont utiles seulement pour détecter le copier-coller. Quand un étudiant résume les idées de l'auteur, sans citer sa source, le logiciel ne le détecte pas», illustre la porte-parole de l'UdeM, Julie Gazeille.

Les logiciels analysés peuvent coûter jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de dollars (mais certains sont gratuits). «Et les plus efficaces ne sont pas nécessairement les plus chers», précise Mme Gazeille. Selon la spécialiste des TIC et du plagiat à la Fédération des cégeps, Nicole Perreault, il peut en coûter entre un et

trois dollars par étudiant pour s'abonner à un logiciel de détection, tel Turnitin ou Compilatio (les deux plus connus).

À l'Université McGill, on utilise le logiciel de comparaison de textes Turnitin depuis 2005. On n'a toutefois pas voulu préciser le coût de l'abonnement, affirmant qu'il s'agissait d'une information «confidentielle».

L'implantation du logiciel ne s'est pas faite sans heurt, notamment en raison des inquiétudes sur le respect des droits d'auteurs lorsque les textes sont soumis au logiciel (qui en garde une copie dans sa base de données). Il a été décidé que les étudiants soumettraient eux-mêmes les textes au logiciel de détection, volontairement. Si un étudiant refuse et que le professeur a un doute sur l'intégrité du document, il doit faire suivre le dossier au responsable disciplinaire de la faculté, explique la doyenne à la vie étudiante, Jane Everett. En bout de piste, le responsable de la discipline peut soumettre lui-même des passages dans le logiciel de comparaison de textes.

Aux prises avec le même dilemme au sujet de la propriété intellectuelle, l'Université Concordia a ce-

pendant fait le choix inverse. Il y a quelques années, elle a mis le logiciel Turnitin à la disposition des étudiants, afin de faire un essai. Mais l'option n'a pas été retenue. «On s'est rendu compte que, sur le plan pédagogique, ce n'est pas ce qu'on voulait. Cela ne peut rien dépister lorsqu'un étudiant paraphrase un texte. Au lieu de se laver les mains en se disant que nous avons cet outil pour faire le travail, on préfère miser sur la responsabilisation», fait valoir le vice-recteur adjoint aux études, Olivier Dyens, convaincu par ailleurs que le problème du plagiat n'est pas aussi grave qu'on semble le croire.

Pour l'heure, les cégeps publics n'ont pas non plus embarqué dans le train de la détection électronique, préférant la prévention. Auparavant plutôt réticente à l'emploi de logiciels de détection payants, qu'elle associait à une approche de suspicion, la spécialiste du plagiat au collégial tend cependant à changer d'idée. «Les professeurs sont de plus en plus démunis devant le plagiat. Se retrouver avec une réelle situation de plagiat peut devenir coûteux pour un collègue lorsqu'il y a contestation», note Mme Perreault.

## Tout le monde le fait : Je plagie, tu copies, il traduit, nous trichons... - Édition du samedi 11 et du dimanche 12 avril 2009

Clairandré Cauchy

Dans la cafétéria bondée du collège Maisonneuve, les langues se délient facilement quand on évoque les faits d'armes dans le domaine de la triche. Loin d'être tabou, le sujet suscite tantôt la fierté, tantôt l'indignation. Si presque tous avouent ouvertement avoir déjà fait du plagiat pour un travail ou triché dans un examen au secondaire, la plupart affirment s'être calmés en arrivant au cégep.

«C'est trop surveillé. Tous les profs nous en parlent au début de chaque session. Mais au secondaire, on a tous fait du copier-coller de bouts de texte pris sur Internet», lance Sébastien, en quatrième session en sciences humaines.

À la même table, une étudiante avoue avoir déjà remis un texte sur le sida repiqué entièrement d'un site Internet pour un travail d'enseignement moral au secondaire. «Le sujet était plate. J'avais remis cela au lendemain plusieurs fois, mais, rendue au dernier "lendemain", je n'avais plus le temps de le faire», confie la jeune femme de 18 ans. Son enseignant de l'époque n'y avait vu que du feu.

À quelques enjambées, un grand gars d'origine italienne me confie avoir traduit, pour un travail scolaire au secondaire, de longs passages d'un texte en italien trouvé sur Internet, sans mentionner la source, évidemment. «Comme c'était en italien, il n'y avait pas de chances que le professeur retrouve le texte», explique-t-il. Au cégep, il dit ne pas avoir «eu besoin de le faire» puisqu'il est en sciences pures et que la triche ne lui apporterait rien de significatif. Sauf parfois, lors d'un laboratoire de sciences, il «demande la réponse aux filles parce qu'elles sont meilleures».

#### Et puis, qu'est-ce que le plagiat?

Pour certains, la définition de plagiat n'est pas claire. «Cela dépend de ce que vous voulez dire par plagiat», lance Timothée, étudiant en sciences humaines. «Je me suis déjà inspiré de certaines phrases, en les mettant dans mes mots», explique-t-il, pas trop sûr qu'il s'agit bien de plagiat.

Si plusieurs parlent du plagiat comme d'une ancienne habitude du secondaire, avec laquelle ils n'osent pas renouer, certains confient avoir «contourné un peu les règles» lors d'examens au cégep. Pour une composition écrite, un jeune homme a écrit la veille «environ

la moitié» de son texte à l'ordinateur, l'a imprimé en petites colonnes, qu'il a ensuite collées dans son Bescherelle. «Comme ça, j'avais moins de stress à l'examen, j'ai pu un peu corriger les fautes et la structure du texte était meilleure. Mais j'ai quand même coulé», laisse-t-il tomber.

Dans certains domaines plus compétitifs, comme les sciences de la santé où les programmes universitaires sont contingentés, la cote R devient presque une obsession. Cette cote tient compte de la moyenne du groupe. La tentation est forte de tricher pour répondre aux fameuses exigences. Bonne élève, Léa est un peu découragée de voir autant de triche autour d'elle. «Ça m'insulte de voir des étudiants plagier à l'examen alors que moi je l'ai préparé. Ça m'écoeure quand quelqu'un triche et a la même note que moi. En bout de piste, ça me désavantage pour ma cote R.» Sa voisine de table, qui complète sa dernière session en sciences de la santé, renchérit: «Il y a du monde qui triche et réussit à entrer en médecine!»

\*\*\*

Les prénoms dans ce texte sont fictifs, afin que tous puissent parler librement.

# Réflexions, idées

## LE DEVOIR : Idées : Quelle crise du libéralisme?, par Jean-François Lessard, Professeur en pensée politique à l'UQAM – Édition du jeudi 30 avril 2009

Le libéralisme est en crise, entend-on ces jours-ci. Certains semblent même pressés de nous annoncer sa mort. Il faut bien entendu se méfier. Les annonces concernant le décès du capitalisme et de la démocratie sont déjà légion! Il serait plutôt malvenu d'ajouter trop rapidement une nouvelle nécrologie, celle du libéralisme.

D'abord, il faut savoir de quoi on parle. Le libéralisme, comme toutes les grandes idéologies, est à la fois vaste et diversifié. Il y a le libéralisme politique, celui qui privilégie la liberté de conscience, de religion et d'expression. Dans ce cadre, il peut facilement être avancé que nos sociétés sont profondément libérales, et s'empresser d'ajouter que peu seraient enclins à laisser aller ces acquis.

Le libéralisme qui fâche, et que certains souhaitent voir affaibli grâce à la crise économique et financière actuelle, c'est le libéralisme économique. Celui que l'on qualifie également de néolibéralisme. Les instigateurs intellectuels de son renouveau au XXe siècle sont des individus comme Friedrich Von Hayek et Milton Friedman. Ses plus grands promoteurs politiques auront été Margaret Thatcher et Ronald Reagan. On revendique l'indépendance des marchés par rapport au politique. De plus, on réclame l'extension du modèle économique à l'ensemble des sphères de la société. L'influence néolibérale a été largement diffusée dans les dernières décennies. Des politiques néolibérales sont depuis appliquées même par des partis politiques qui se disent «de gauche».

### Rejet de la voie libérale?

Ce néolibéralisme domine donc depuis plus d'une génération. L'application de ses préceptes nous a conduits là où nous en sommes aujourd'hui. Au-delà de la crise financière, c'est à une crise profonde du modèle que nous assistons. L'utopie financière de croissance toujours soutenue et continue a du plomb dans l'aile. On réalise enfin que l'idée qui a dominé les marchés jusqu'à tout récemment, celle selon laquelle il est possible de prendre des risques tout en évitant d'en supporter les conséquences, est un non-sens. Nous nous retrouvons face à une extrême complexité des produits financiers, à une grande fragilité des fonds spéculatifs, à un marché monétaire sans règles réelles et à une opacité des paradis fiscaux. Devant cette situation, on en vient à prédire le rejet de la voie libérale. C'est aller un peu vite en affaire. C'est d'abord négliger les capacités d'adaptation du libéralisme, qui pourtant ont été importantes en ce qui a trait à la «menace communiste» au XXe siècle. Mais c'est aussi — et peut-être surtout — ne pas prendre en compte

certaines données fondamentales concernant nos sociétés contemporaines.

Sans chercher à avancer un propos éristique, il peut être avancé que, loin d'être en crise, le libéralisme économique se porte plutôt bien. Ce qui est en crise actuellement, ce sont les marchés financiers (et par ricochet l'économie réelle). Par contre, les bases de légitimité du libéralisme économique apparaissent toujours aussi solides, n'en déplaise à ses contempteurs. Trois éléments viennent accréditer la thèse: le rôle de l'État, la centralité de la concurrence sociale et, enfin, le règne de la société de crédit.

### Crédits illimités pour la finance

On ne cesse de nous prévenir depuis de nombreuses années: nous avons vécu au-dessus de nos moyens pendant trop longtemps. D'où les coupes en santé, le sous-investissement en éducation et les budgets amputés dans l'ensemble des autres services à la population (accès à la justice, protection du consommateur, etc.). Les coffres étant désormais vides, on nous a appliqué la politique du «aucune autre solution n'est envisageable». Or, quelle n'est pas notre surprise de voir les gouvernements courir au chevet du monde de la finance, déployant des centaines de milliards de dollars afin de s'assurer de son bon rétablissement.

Bref, il n'y a plus d'argent pour soigner, éduquer et protéger les citoyens. La sphère sociale doit se débrouiller par elle-même. Par contre, les crédits sont presque illimités pour la sphère financière. Banques, compagnies d'assurance et constructeurs automobiles (qui sera le prochain?) se voient offrir des largesses impensables quand il s'agit de soigner et d'éduquer les êtres humains. L'État providence se transforme en État protecteur du marché et de la finance. Nous sommes bien loin d'un recul du libéralisme. Plus que jamais, l'acteur étatique est à son service.

Il ne faudrait pas non plus sous-estimer à quel point l'idéologie néolibérale de la concurrence est profondément ancrée dans nos sociétés. Le devenir de l'individu repose désormais uniquement sur lui-même. On ne cesse de le lui marteler. Il doit poursuivre une formation qui lui sera utile à très court terme. Et s'il perd son emploi? Alors, ce sera à lui de faire la preuve qu'il peut s'adapter. Il aura l'«occasion» de se renouveler, c'est-à-dire de prendre à sa charge une nouvelle formation.

### Inégalités sociales

Il se doit donc d'être compétitif, car il est en concurrence. S'il échoue, personne sauf lui n'en sera responsable. Ce discours dominant trouve ses origines directement dans le néolibéralisme. Il a aussi pour effet de justifier les inégalités sociales: «Vous êtes pauvre? C'est que vous n'avez pas

fait les bons choix.» Il fallait plutôt viser un emploi comme gestionnaire en finance!

Ce même discours néolibéral est tout aussi puissant dans le domaine du libre-échange. Avec la crise, nous avons pourtant peu entendu parler de retour au protectionnisme. Pourtant, on ne cesse de nous répéter qu'il existe quelque part des gens qui prônent un retour à des politiques protectionnistes. Ceux-ci sont accusés d'avoir une vision à court terme (ce que les banquiers, financiers et gestionnaires n'ont pas, eux!), et surtout de causer une baisse des niveaux de vie. Une fois passé l'étonnement de voir des gestionnaires et des économistes néolibéraux se préoccuper de nos niveaux de vie, il est nécessaire de rappeler certains faits.

### Solidité du libéralisme

On nous affirme que le retour du protectionnisme, c'est le retour des nationalismes exacerbés et d'une crise économique encore pire. On n'a qu'à regarder l'Histoire pour s'en apercevoir, proclame-t-on. Quelle histoire? Quel moment? L'époque avant les accords de libre-échange élaborés dans les années 1980? Celle des Trente Glorieuses? Ou encore le protectionnisme qui a présidé à l'envolée industrielle des États-Unis dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle? Les époques de protectionnisme ont plutôt permis un développement social plus juste et moins sauvage. Bien que le discours libre-échangiste soit truffé de faussetés, reconnaissons qu'il domine.

Dernier élément à venir consolider la thèse de la solidité du libéralisme économique: les solutions de sortie de crise envisagées. Les taux d'endettement individuel n'ont jamais été aussi élevés, bien que les familles n'aient jamais eu aussi peu d'enfants. Il existe des différences nationales; néanmoins, nous avons affaire à la même dynamique partout: l'endettement est en hausse et atteint des records.

### Maladie du système

Que propose-t-on pour sortir de la crise? Mis à part les centaines de milliards en fonds publics, on nous annonce qu'il faut débloquer le crédit. Pour quoi faire? Pour que les gens encore plus endettés contribuent à faire fonctionner le système.

Ce système est bel et bien malade, il préside à la déstructuration de nos sociétés. Néanmoins, l'idéologie qui le légitime se porte plutôt bien. C'est pourquoi on tente de résoudre la crise actuelle à partir de recettes économiques libérales. C'est une erreur de penser que, parce que la finance et l'économie sont affaiblies, le libéralisme l'est tout autant. La crise nous révèle, au contraire, toute sa puissance. Il demeure un horizon de pensée, qui pour l'instant encore, donne l'impression d'être indépassable.

## MÉTRO : Au-delà des chiffres: Scinder la Caisse de dépôt, par Léo-Paul Lauzon – Jeudi 30 avril 2009

Chaque jour, certains, toujours les mêmes, exigent la privatisation de nos sociétés d'État et de nos services publics. Et lorsqu'ils ne l'obtiennent pas, ils ordonnent de les tarifier davantage afin d'alléger leurs impôts.

Oh, que ce fut merveilleux la privatisation de Petro-Canada qui, depuis, nous escroque, dixit Stephen Harper; celle du CN, un monopole privé avec CP, qui appartient dorénavant à 70 % aux Américains; celle de Téléglobe, détenue au-

jourd'hui par une firme indienne; celle de Biochem Pharma, un immense succès collectif vendu à des Anglais, et enfin celle d'Air Canada et des aéroports, avec leur service immensément pourri.

Ils ne lâcheront pas tant que l'on n'aura pas privatisé tous nos instruments collectifs dont ils cultivent continuellement la haine. Ceux qui réclament la privatisation d'Hydro, de l'eau et de la SAQ veulent aussi scinder la Caisse de dépôt.

Toujours la même cassette. Beaucoup trop grosse, qu'ils prétendent.

La Caisse de dépôt a un actif total de 200 G\$, alors que la Banque Royale a un actif de 724 G\$, la TD, de 563 G\$ et la Banque de Montréal, de 416 G\$. Suivant leur logique tordue, faudrait scinder ces banques. Mais non, elles se trouvent trop petites et veulent, au contraire, fusionner! Cherchez l'erreur!



La Caisse de dépôt en France est plus imposante que la nôtre et intervient massivement dans l'économie française. Qu'à cela ne tienne, Nicolas Sarkozy vient de créer une autre société d'investissement étatique dotée d'un capital de 160 G\$. Saviez-vous que le gouvernement français est le principal actionnaire de Renault, de France Télécom, de Gaz de France-Suez, d'Airbus, d'Électricité de France, etc. Voici d'autres exemples de fonds étatiques qu'il n'est pas question de

scinder ou de privatiser : le fonds étatique norvégien, qui a 400 G\$ d'actifs, le fonds gouvernemental des Émirats arabes, 875 G\$, celui de Singapour, 330 G\$, et, enfin, trois fonds de Chine, qui comptent 700 G\$ d'actifs. Pour ces ténors, le public sera toujours trop gros, et le privé, toujours trop petit. Wal-Mart, détenue par la famille Walton des States, et Exxon Mobil sont environ 10 fois plus grosses que le Québec, mais pour elles, c'est correct. La famille Walton

peut gérer une compagnie présente partout dans le monde avec cent fois plus d'employés et de revenus que le Québec, mais nous, collectivement, on ne peut pas. Au nom de quel a priori? La marche de la société dans tous les domaines doit, selon eux, passer strictement par des intérêts privés capitalistes. Vraiment emballant comme projet de société!

## LE DEVOIR : Opinion : L'éducation, une priorité nationale, par Christian Lamontagne, L'auteur a fondé le site PasseportSanté.net après avoir été éditeur du magazine Guide Ressources. Il écrit ici à titre personnel. - Édition du jeudi 19 mars 2009

À la fin de l'année 2008, on a entendu de multiples appels pour faire de l'éducation une priorité nationale. C'est que nous semblons loin du compte. La liste des critiques envers le système d'éducation québécois donne le torticolis: sous-financement, taux de décrochage scolaire de 50 % dans certains milieux, faiblesse de l'éducation des adultes, dévalorisation des enseignants, désaffectation du système public, problèmes de discipline, réforme pédagogique, faiblesse de l'accès à l'éducation supérieure, etc. Ajoutons à cette liste que quantité d'élèves et de professeurs ont une faible maîtrise du français, qu'on baisse les seuils de réussite, que les conventions collectives empêchent des réformes simples, qu'on confie les classes les plus rétives à de jeunes professeurs, etc. Il y a tellement de problèmes que le meilleur choix semble être de faire comme si de rien n'était et de laisser l'évolution naturelle dicter l'évolution du système.

### Regarder la forêt

Il y a quelques semaines, les réactions à l'outil «pédagogique» des Canadiens de Montréal nous ont fourni un exemple de plus du manque de perspective générale de la plupart des critiques. Penser stimuler le désir de s'éduquer en choisissant des modèles qui gagnent leur vie par leurs habiletés physiques? À ce compte-là, pourquoi ne pas apprendre à compter en allant au casino?

Quand valorise-t-on le savoir pour la liberté qu'il permet? Quel intellectuel a le prestige d'un joueur de hockey? Comment peut-on favoriser la qualité de la langue quand des communicateurs, des publicistes et des artistes sont peu sensibles à l'impact de la manière dont ils s'expriment? Quelle place occupent la pensée et la culture dans l'imaginaire collectif?

J'applaudis à l'idée de faire de l'éducation une priorité nationale, mais il faudrait d'abord trouver nos points de repère.

### Une importance stratégique

L'éducation a pour nous une importance stratégique. Certaines nations jouissent de l'avantage du nombre et de leur poids économique. Les petites nations n'ont pas cet avantage. Plusieurs nous

donnent l'exemple: en premier lieu, peut-être, Israël, mais aussi Finlande et Corée du Sud. Ce n'est pas un hasard si ces deux derniers pays, qui n'ont pas la tradition intellectuelle du judaïsme comme fond de scène, se tirent plutôt bien d'affaire: on considère qu'ils ont les meilleurs systèmes d'éducation au monde.

Pour nous, Québécois et Acadiens, l'éducation a une dimension de plus. Dans notre contexte géopolitique, la culture représente le seul attracteur suffisamment puissant pour nous donner le souffle nécessaire pour nous épanouir dans notre langue. L'option alternative est une perpétuelle attitude défensive.

En résumé, il s'agit de faire de l'éducation le fondement de l'imaginaire collectif et de la culture, la clé de voûte de cet édifice. D'abord, c'est l'imaginaire qui décide de ce qui est important. Penser rendre une chose importante en lui consacrant de l'argent ne fait qu'entretenir l'illusion que l'argent explique tout. C'est faux.

### Revaloriser la profession d'enseignant

Si on veut faire de l'éducation une priorité nationale, il faut prendre des mesures déterminantes. La première est sans doute de revaloriser la profession d'enseignant en y attirant les meilleurs et en récompensant l'excellence.

Un bon enseignant amène le niveau de sa classe au-delà de la moyenne, un piètre enseignant le fait baisser en deçà. Actuellement, la profession d'enseignant n'est souvent qu'un deuxième ou un troisième choix de carrière. Le syndicalisme ne doit pas freiner cette revalorisation de l'excellence, mais s'assurer que tous puissent l'atteindre et que ceux qui ne sont pas à leur place trouvent ailleurs celle qui leur convient.

### L'équilibre de l'accessibilité et du désir

Il faut aussi trouver l'équilibre entre l'accessibilité et le désir. La valeur que l'on accorde à une chose est liée au désir que l'on a pour elle. Si elle est inaccessible, le désir ne peut pas naître. Si tout le monde y a accès, elle perd de sa valeur. La valeur d'un bien tient à sa relative rareté, à son utilité et à son coût moral ou monétaire.

Le fait que l'éducation soit gratuite et universelle lui enlève une part de sa «désirabilité». Comme il serait contre-productif d'augmenter sa valeur par des exigences financières, il faut lui redonner son attrait en la rendant conditionnelle à certains seuils de connaissance. Et ces connaissances doivent être objets de désir dans toutes les couches de la société.

Pourquoi valorise-t-on la souffrance, les efforts et le sacrifice quand il s'agit de former des joueurs de hockey alors qu'on diminue les exigences au point d'enlever toute signification à l'atteinte d'un niveau scolaire? Parce qu'être joueur de hockey est prestigieux alors que s'instruire n'a aucun attrait pour une bonne partie des jeunes? Ces ados ne se sont pas mis ça dans la tête eux-mêmes.

### Penser exige la maîtrise de la langue

La maîtrise de la langue doit faire partie du «prix» de l'éducation parce que cette maîtrise est liée à la capacité de penser et de communiquer. Cet apprentissage sous-tend quasiment tous les autres. A-t-on mesuré chez les étudiants l'impact de la qualité très variable de l'expression écrite que l'on rencontre chez des enseignants à tous les niveaux?

Lorsque la «priorité nationale» sera claire, les mesures de soutien aux élèves ayant des difficultés d'apprentissage apparaîtront comme une évidence: on ne doit laisser personne derrière.

Doit-on couper les vivres au secteur privé comme certains le réclament depuis toujours? Je ne sais pas. Une certaine concurrence est nécessaire, mais il n'y a pas une seule façon de l'entretenir. Ce que je sais, c'est que toutes les écoles secondaires, et particulièrement celles des quartiers défavorisés, devraient être perçues comme les endroits les plus beaux et les plus intéressants dans ces quartiers.

Quand la réalité fera naître spontanément cette perception, alors l'éducation sera vraiment devenue une priorité nationale et on ne parlera plus du décrochage scolaire comme d'un problème social.

## MÉTRO : Au-delà des chiffres : Pauvre classe moyenne américaine, par Léo-Paul Lauzon – Jeudi 19 mars 2009

Seuls les esprits tordus continuent de clamer que baisser les impôts sur le revenu des compagnies et des nantis, privatiser, tarifier davantage les services publics et ratatiner l'État vont créer de la richesse pour tous. Vraiment honteux de tenir ce discours, alors que les preuves empiriques démontrent le contraire. Aux États-Unis, où l'on a appliqué allègrement depuis 30 ans des politiques économiques et fiscales de droite, c'est le désastre pour la majorité, et le Klondike pour le gratin. Même Bush l'a reconnu : «Le fait est que les inégalités de revenus sont réelles. Elles augmentent depuis plus de 25 ans.» Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve américaine, a aussi admis que les politiques appliquées au cours

des 25 dernières années ont appauvri la classe moyenne et accru le nombre de pauvres.

«Pauvre classe moyenne américaine», titrait La Presse du 28 juillet 2008, avant de signaler que «le revenu annuel des Américains a diminué de 1 175 \$US en termes réels depuis 2000, alors que leurs dépenses courantes ont grimpé de 4 655 \$». Dans un autre article de La Presse intitulé «Travaillez plus, gagnez moins», on lisait : «L'économie américaine a crû de 18 % depuis 2000, mais les revenus réels ont diminué de 1,1 %.» Toute cette richesse collective fut évidemment accaparée par une minorité. Aujourd'hui, 1 % des Américains riches détiennent 23 % de la richesse nationale, contre 10 % en 1980. La

revue américaine Business Week disait, dans son numéro du 25 août dernier, qu'en trois heures, un dirigeant gagne le salaire annuel d'un ouvrier travaillant au salaire minimum.

Comme les salaires réels diminuent et que le coût des services publics «privatisés» là-bas explose, les Américains sont «endettés jusqu'aux yeux», titrait La Presse. Aux States, la principale cause de faillite personnelle est la santé privée, et plus de 4 personnes sur 10 sont incapables de payer leurs fabuleuses primes d'assurance privée.

En plus de leurs impôts, les Américains doivent payer de leurs poches plusieurs milliers de dollars par année pour les services publics, tous «privatisés». Baisse d'impôts rime avec moins d'État et

moins de services publics. Même les plus riches Américains, comme Gates et Buffett, s'y sont opposés. Arrêtez de vous faire enquiquiner par

ceux qui prétendent que les baisses d'impôts et les abris fiscaux vont profiter à la classe moyen-

ne. C'est un leurre, comme le démontre éloquentement le modèle étatsunien.

## BUDGET QUÉBEC 2009

### LE DEVOIR : Éducation: la hausse du budget consacré au privé désole le public - Édition du vendredi 20 mars 2009

Clairandrée Cauchy  
Sans élan d'enthousiasme, le milieu de l'éducation a accueilli avec un léger soulagement le budget, constatant que les sommes sont au rendez-vous pour maintenir les services en dépit de la crise. Pour les grands chantiers toutefois, comme celui de la lutte contre le décrochage, il faudra repasser. En période d'austérité, les réseaux de l'éducation étaient somme toute contents de voir les coûts de système épongés. «On reconnaît l'effort dans un contexte difficile», a fait valoir le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), André Caron. Mais la croissance plus importante du financement du secteur privé, de l'ordre de 5 %, reste en travers de la gorge. «Cela donne un coup au ventre de voir l'enveloppe du privé augmenter davantage. Il devrait y avoir un moratoire.» Le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, faisait la même remarque. «Il faut au minimum mettre un frein à cela. C'est un drôle de message qui est envoyé lorsque

l'enveloppe des écoles privées croît davantage que celle du réseau public.» Le syndicat ainsi que les commissions scolaires saluent la diminution des ratios de 20 % en troisième et en quatrième année dans les quartiers défavorisés et de 10 % en troisième année partout au Québec. La CSQ craint toutefois que le «rythme de croisière se prolonge indéfiniment» avant de diminuer les ratios jusqu'à la fin du secondaire. Le soulagement était aussi palpable au collégial. «On a sauvé nos billes. Les coûts de système sont là et on pense que les collèges vont pouvoir jouer un rôle significatif avec le Pacte pour l'emploi», a fait valoir le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher. Une somme supplémentaire de 100 millions sur deux ans devrait en effet servir à développer des programmes de formation continue. Du côté des universités, on aurait toutefois aimé être davantage mis à contribution dans la stratégie de sortie de crise économique. Certes, les

coûts de système sont couverts, mais cela ne correspond pas nécessairement aux coûts réels assumés par les universités, fait valoir le vice-président de la Conférence des recteurs et professeurs d'université (CREPUQ) et recteur de l'Université Laval, Denis Brière. «On comprend la situation économique difficile, il faut relancer l'économie. Les universités ont contribué par le passé et il faut que les universités aient les moyens de pouvoir contribuer dans l'avenir», a indiqué M. Brière, réclamant une augmentation de la subvention par étudiant ainsi que des sommes allouées à la recherche. Les fédérations étudiantes collégiale et universitaire se disent quant à elles déçues de ce budget «sans vision». On aurait souhaité, à la FECQ et à la FEUQ, un réinvestissement dans les cégeps et les universités ainsi qu'une bonification de l'aide financière. Les étudiants s'interrogent par ailleurs sur l'effet de l'indexation des tarifs sur les droits de scolarité et les frais au collégial.

### LA PRESSE : Chronique : Les bombes à retardement, par Sophie Cousineau - Vendredi 20 mars 2009

À 68 ans, la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, signe vraisemblablement son dernier budget avant de quitter la vie politique. Un testament budgétaire à l'encre rouge vif, avec des déficits de 7,7 milliards de dollars attendus au cours des deux prochaines années. «C'est un changement draconien», admet la ministre. Son gouvernement est maintenant contraint d'adopter une loi spéciale pour contourner la loi anti-déficit. En bonne mère de famille, comme elle aime se décrire, la ministre des Finances s'engage toutefois à ce que le Québec retrouve l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans, une fois la tempête passée. Il n'y a pas 56 façons de revenir au déficit zéro. Il faut soit couper dans les dépenses, soit augmenter les revenus. Or, si l'histoire nous enseigne quelque chose, c'est qu'il est fort difficile de contenir la progression des dépenses (surtout en santé!), comme la ministre ambitionne de le faire à compter de l'an prochain. C'est donc du côté des revenus que le Québec devra inévitablement se tourner. Des trois grandes mesures annoncées hier par Monique Jérôme-Forget, c'est la hausse de la TVQ qui retient le plus l'attention, d'autant que la ministre fait ici volte-face. Cette taxe à la consommation grimpera de 7,5% à 8,5% à compter de 2011. Le fisc récoltera ainsi 1,2 milliard par année, déduction faite des 250 millions en crédits d'impôt pour les familles défavorisées. Mais c'est la nouvelle «politique de financement des services publics» qui devrait intéresser les Québécois. Car, sous ses dehors anodins, il s'agit d'une petite révolution. À compter de 2011, les tarifs des services publics assurés par les ministères et organismes seront automatiquement indexés au coût de la vie. Seule exception : les services de garde, encore perçus comme intouchables.

Par exemple, le coût d'un certificat de naissance, de 15\$, n'a pas bougé depuis 1996. De la même façon, le coût d'un transport en ambulance, de 125\$, est fixe depuis 1997. Compte tenu de l'inflation, le prix de ces services n'a donc cessé de baisser. Alors que le Québec se trouve en déficit et que les systèmes de santé et d'éducation craquent de toutes parts, c'est une aberration. L'indexation devrait aller de soi, mais les prédécesseurs de la ministre avait été trop *moumounes*, politiquement, pour prendre cette «décision plus difficile» que d'autres, dicit Monique Jérôme-Forget. La ministre a ainsi sorti du placard le rapport du groupe de travail sur la tarification des services publics qui s'empoussiérait depuis un an. «Beaucoup de services gouvernementaux sont considérés comme «gratuits», note la ministre. C'est une illusion qui conduit à des comportements individuels qui mènent au gaspillage de nos ressources.» À entendre son discours, on croirait lire le rapport de ce groupe de travail présidé par l'économiste Claude Montmarquette. Le troisième budget de Monique Jérôme-Forget, c'est toutefois la version «soft» de ce rapport substantiel. L'indexation se limite aux services des ministères et organismes. Des 22,7 milliards de revenus tarifaires perçus par Québec, seulement 3 milliards de revenus sont ici visés. Ainsi, l'indexation de ces tarifs devrait rapporter 75 millions en 2011-12, des *pinottes* comparativement à la hausse de la TVQ. On est loin du rapport Montmarquette, qui ne fait pas dans la dentelle. Par exemple, les droits de scolarité à l'université, qui augmentent déjà de 50\$ par session, ne seront pas visés. Il n'est pas question non plus de tarifier l'eau pour mettre fin au gaspillage. Ou encore de toucher au bloc d'électricité patrimonial, dont le prix est arbitrairement fixé à 2,79

cents le kWh. Avec cette subvention énorme, l'électricité n'est pas vendue à son vrai prix, de sorte que les Québécois se soucient peu de l'économiser. Toutefois, Monique Jérôme-Forget met la table pour des hausses substantielles des tarifs, même si elle affirme qu'il n'y en a «aucune sur l'écran radar» actuellement. Les ministères devront évaluer les coûts réels de leurs services. Cela pourrait se traduire par de nouveaux tarifs ou des «rattrapages», lorsque le prix d'un service public, gelé depuis longtemps, est trop éloigné de son coût véritable. «Un mécanisme de rattrapage progressif doit être envisagé», est-il écrit dans la politique. Ce rattrapage s'échelonnnera sur deux à cinq ans. Le gouvernement est évasif à souhait sur les cibles, mais les exemples donnés sont révélateurs des services qui pourraient se trouver dans le collimateur. Les étudiants ne paient que 10,6% des coûts de l'éducation collégiale et 24,6% de l'éducation universitaire. Les parents qui envoient leurs bambins dans une garderie subventionnée n'assument que 16,3% des coûts de ces «places à 7 dollars». Un étudiant de médecine devrait-il payer les mêmes droits de scolarité qu'un étudiant en littérature, compte tenu des différences dans le coût de la formation et des perspectives de revenus ? Peut-on relever les tarifs en préservant l'accessibilité pour les plus démunis, en haussant les prestations d'aide sociale, en augmentant les bourses ou en offrant des crédits d'impôt ? Il y a de beaux débats de société en perspectives au Québec, qui a trop longtemps balayé ces questions sous le tapis. «Ce sera à la communauté de faire des choix», dit Monique Jérôme-Forget. La ministre des Finances vient de lancer des bombes à retardement. Mais lorsqu'elles exploseront, elle sera trop loin pour recevoir des éclats.



## LA PRESSE : Maigre hausse du budget de l'éducation – vendredi 20 mars 2009

Marie Allard, La Presse

(Québec) L'éducation n'est pas la priorité en 2009-2010, avec une hausse de 490 millions ou 3,5% du budget du gouvernement. C'est nettement inférieur à l'augmentation totale de 4,5% des dépenses. Alors qu'il franchit pour la première fois le cap des 14 milliards, le budget de l'éducation reste néanmoins la deuxième plus grosse dépense du gouvernement, loin derrière la Santé qui coûte deux fois plus cher.

Très peu de nouveau est annoncé. Essentiellement, l'argent alloué à l'éducation permet « d'assurer le maintien de la qualité des services éducatifs » et « de poursuivre les actions entreprises au cours des dernières années », indique le Plan budgétaire.

Grande promesse électorale, la réduction de la taille des classes est... réduite. En septembre prochain, seul le nombre d'élèves des classes de 3e année du primaire sera diminué de 10%. La réduction annoncée de 10% de tous les groupes de la 3e année du primaire à la fin du secondaire devra attendre. En milieux défavorisés, la réduction de 20% des classes de 3e et de 4e années promise il y a un an se concrétise.

Monique Jérôme-Forget, la ministre des Finances, a fait valoir qu'elle ne sabrait pas les budgets de

la santé et de l'éducation, contrairement à ce qu'a fait auparavant le Parti québécois « devant la première difficulté ».

La lutte contre le décrochage scolaire n'obtient aucun nouveau financement. Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, « proposera prochainement une nouvelle approche adaptée à chaque région du Québec afin de mobiliser le milieu scolaire et la communauté pour encourager nos jeunes à demeurer à l'école », a précisé Mme Jérôme-Forget dans son discours.

### Tarifs indexés

C'est l'éducation préscolaire, primaire et secondaire qui rafle la plus grosse part du budget, avec 8,3 milliards, une hausse de 2,7% par rapport à l'an dernier. Les mesures déjà connues - aide aux élèves en difficulté, plan d'amélioration du français, plan contre la violence à l'école - sont financées. L'enseignement supérieur suit avec 4,7 milliards, une augmentation de 4,7%. Cela permet de « maintenir les réinvestissements » des dernières années. Le budget de l'aide financière aux études fait un bond de 8,6%, en raison de la hausse des droits de scolarité et de l'indexation des paramètres de subsistance. Le loisir et le sport ont droit à une maigre augmentation de 1,8

million (ou 2,8%) pour atteindre un budget de 65,3 millions.

D'ici un an, les services tarifés offerts par les commissions scolaires, les cégeps et les universités (frais d'admission, cafétérias, résidences, etc.) devront s'autofinancer. Ces tarifs seront indexés annuellement à partir de 2011. Les revenus provenant de la tarification représentaient l'an dernier 7,4% du financement du primaire et du secondaire, 10,6% de celui du collégial et 24,6% de celui des universités.

### Soulagement et déception

« La principale priorité du gouvernement aurait dû être l'éducation », a dénoncé François Legault, critique péquiste en matière de finances. « On est déçus, a corroboré David Paradis, président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ). Ça manque de vision. »

Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps, était soulagé. « On a préservé l'essentiel, alors que la conjoncture économique est difficile », a-t-il souligné. Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec, partageait cet avis. « Il n'y a pas de catastrophe, même s'il n'y a rien pour la persévérance scolaire », a-t-il dit.

## LE SOLEIL : Le nombre d'élèves par classe sera réduit – Vendredi 20 mars 2009

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

(Québec) Il y aura moins d'élèves dans les classes de troisième année à partir de l'automne. Mais Québec y arrivera sans injecter d'argent neuf, puisque cette mesure sera financée avec des sommes déjà annoncées. La hausse de 3,5 % du budget consacré à l'éducation, qui représente 490 millions \$, ne permet d'absorber que les coûts déjà prévus.

En campagne électorale, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne s'était engagée à réduire le nombre d'élèves par classe de 10 %, de la troisième année du primaire à la cinquième secondaire. Et si possible, dès l'automne.

Or, après une succession de mauvaises nouvelles économiques, le gouvernement Charest limite cette mesure à la troisième année du primaire, où

les groupes compteront 24 écoliers plutôt que 27 en septembre.

Pour y arriver, le ministère puisera les 15,7 millions \$ nécessaires à même le budget du plan d'action pour les élèves en difficulté, rendu public en juin dernier.

Les autres plans d'action déjà annoncés ? pour contrer la violence à l'école et améliorer le français ? récoltent les sommes déjà promises.

La Fédération des commissions scolaires s'est réjouie des efforts faits par le gouvernement pour épargner les services en éducation, mais réclame toujours des fonds pour valoriser l'école publique. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) considère de son côté qu'il s'agit d'une « occasion manquée ». « Ce n'est pas avec ce budget qu'on va s'attaquer au décrochage scolaire », a laissé tomber son président, Réjean Parent.

Le statu quo prévaut aussi pour les cégeps et les universités. Le réinvestissement déjà annoncé de 187 millions \$ provenant des transferts fédéraux se poursuit. Les prêts et bourses sont aussi indexés.

### Une erreur, selon l'opposition

Le Parti québécois a vivement dénoncé l'absence d'investissement en éducation, qui aurait pu être porteur pour l'avenir du Québec. « Il n'y a rien dans ce budget, on ne fait que couvrir les coûts de système. Si on veut réduire le décrochage scolaire,

il faut investir massivement », a martelé François Legault, critique péquiste en matière de finances. Cette position est

partagée par les fédérations étudiantes. L'éducation demeure toujours le deuxième poste de dépenses de l'État, après la santé.

## THE GAZETTE : Spared, education officials heave sigh of relief – Friday, March 20, 2009

BRENDA BRANSWELL

For all the disparate reactions in Quebec's education sector to yesterday's budget, there was a common theme – appreciation that in tough economic times the system was spared the knife. The government increased the education budget by 3.5 per cent – \$490 million – to \$14.5 billion.

“You have to recognize that the government made significant efforts under the circumstances to support education and training,” said Gaëtan Boucher, head of the Fédération des cégeps, which viewed the budget in a positive light.

Some of the extra money will go toward trying to keep children from dropping out of school. Smaller class sizes in elementary schools are also on the horizon.

As of next fall, class sizes will drop by 20 per cent in Grades 3 and 4 in disadvantaged areas and by 10 per cent in Grade 3 everywhere else.

Réjean Parent, the head of the Centrale des syndicats du Québec, said the maximum class size for Grade 3 is 25 students according to the teachers' collective agreement. He called the new measure a “step in the right direction” but added there was still a long way to go with the Liberals' election promise to reduce class sizes in many grades.

The Quebec English School Boards Association said the impact from the measure will be of limited benefit to students in its members' schools. The government's calculations suggest it would translate into fewer than 30 new teachers in the English sector and, at most, maybe three off the island of Montreal, the association said.

“Because of our dispersed population, our class sizes are small in so many areas already,” executive director David Birnbaum said.

Education Minister Michelle Courchesne is expected to spell out the details about smaller class sizes in a few weeks when she announces the government's game plan for tackling the dropout problem.

The head of the Fédération des commissions scolaires du Québec sounded mainly positive about the budget.

“There are no cuts, the services that are already there are being maintained, (and) election commitments are being funded,” said André Caron, referring to lower student-teacher ratios.

For universities, the budget represents pretty much the status quo in Quebec's contribution, said Denis Brière, the rector of Université Laval and vice-president of the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec.

## Les titres du Courrier international

Voir le document [Les titres du Courrier international \(Janvier-mars 2009\)](#)